

L'IMPOT DE CAPITATION

SOUS

LE BAS-EMPIRE ROMAIN

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

ANDRÉ PIGANOL

ANCIEN ELÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

ANCIEN MEMBRE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME



CHAMBÉRY

IMPRIMERIE CHAMBÉRIENNE, RUE VICTOR-HUGO

1916

L'IMPOT DE CAPITATION
SOUS LE BAS-EMPIRE ROMAIN



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'IMPOT DE CAPITATION

SOUS

LE BAS-EMPIRE ROMAIN

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

ANDRÉ PIGANIOU

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
ANCIEN MEMBRE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME



CHAMBÉRY

IMPRIMERIE CHAMBÉRIENNE, RUE VICTOR-HUGO

—
1916



CHAPITRE I^{er}

ÉTAT DE LA QUESTION

La capitation du Bas-Empire Romain se présente tantôt comme un impôt personnel et tantôt comme un impôt foncier ; tantôt elle paraît identifiée à l'impôt foncier de juation et tantôt elle en paraît distincte ; les anciens n'emploient jamais le terme de *capitatio terrena*, qui est une invention des modernes, mais ils emploient parfois le terme de *capitatio plebeia* et parfois celui de *capitatio humana*, et c'est une question de savoir si ces termes différents désignent des impôts différents. Définir la capitation est donc très difficile, et l'on peut classer en trois catégories les principales solutions qu'on a proposées de ce problème :

1° Selon Savigny (1), suivi par la plupart des savants, le terme de capitation désigne deux impôts distincts : d'une part, une taxe foncière, identique à la *jugatio*, — d'autre part, une taxe personnelle. C'est une théorie éclectique, très commode : en utilisant tantôt l'une et tantôt l'autre de ces définitions de la capitation, on obtient une explication satisfaisante de la plupart des textes.

A cette théorie simple, Rodbertus a apporté une correction grave. Tandis que, selon Savigny, les deux capitations étaient des taxes entièrement distinctes, Rodbertus montra

(1) Savigny, *Ueber die römische Steuerverfassung unter den Kaisern*, 1823, appendices ajoutés en 1842 et 1849 (*Vermischte Schriften*, II, 67 sq.) : « Outre l'impôt foncier, il existait une capitation personnelle, et ce deuxième impôt direct avait la même généralité que le premier. Il est appelé tantôt simplement *capitatio*, tantôt *humana capitatio*, *capitalis illatio*, ou encore *capitatio plebeia* » (l. c. 71).

que l'unité fiscale de la capitation foncière, le *jugum*, était de même valeur que l'unité fiscale de la capitation personnelle, le *caput* (1). Cette théorie était inspirée au grand économiste par sa conception favorite, l'assimilation de la force de travail à un capital. Elle avait le mérite d'expliquer comment les anciens pouvaient frapper de la même quantité d'impôts les *juga* et les *capita* et additionner ces unités fiscales que Savigny concevait comme si différentes.

La théorie de Savigny, revue par Rodbertus, est aujourd'hui défendue par M. Seeck (2). Selon cet auteur, il existe deux capitations, l'une personnelle, vrai *tributum capitis*, l'autre foncière; l'unité fiscale de la capitation foncière, le *jugum*, a été calculée au temps de Dioclétien pour représenter un capital équivalent à la personne d'un travailleur agricole, le *caput* (3).

2° Les théories précédentes ne distinguaient pas la *capitatio plebeia* et la *capitatio humana*, mais regardaient ces deux termes comme désignant également la capitation personnelle.

M. Platon distingue, au contraire : d'une part, la *capitatio animarum* (*capitatio humana et animalium*), frappant les esclaves et les bêtes, appendice de l'impôt foncier proprement dit qui s'appelle toujours du seul terme de *jugatio*, — d'autre part, une *capitatio plebeia*, impôt de classe, cote personnelle frappant les petits propriétaires libres, comme la *glebalis collatio* frappe la classe sénatoriale et l'*aurum*

(1) Rodbertus-Jadgetzow, *Zur Geschichte der agrarischen Entwicklung Roms*, Hildebrands Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik, II, 1864, 220, — *Zur Geschichte der römischen Tributsteuern seit Augustus*, ib. IV, 342, V, 135 et 241, VIII, 81 et 385.

(2) *Die Schatzungsordnung Diocletians*, Zeitschrift für Sozial und Wirtschafts-geschichte, IV, 1895, 275. — Cf. *Geschichte des Untergangs der antiken Welt*, II, 3^e partie, ch. V et VI.

(3) Les partisans de la théorie des deux capitations ne s'entendent pas lorsqu'il s'agit de définir qui frappe l'impôt personnel de capitation. Selon Savigny, elle frappe les habitants libres des villes qui n'ont pas de propriété foncière, les colons, les esclaves; selon Seeck, les esclaves, le bétail, les paysans libres, les colons; selon Rodbertus, les esclaves seuls; selon Zachariae von Lingenthal, seulement les hommes libres (*Zur Kenntniss des römischen Steuerwesens in der Kaiserzeit*, *Mém. de l'Acad. de Saint-Petersbourg*, 7^e série, VI, 1863, 2).

coronarium la classe des curiales. A mesure que les villages libres disparaissent et que s'organise le colonat, la capitation des propriétaires libres devait tendre à se confondre avec la *capitatio animarum* (1).

A cette théorie ingénieuse nous ne voyons pas que le livre de M. Leo ait apporté de correction utile (2).

3° Toutes les théories que nous avons résumées jusqu'ici prêtaient au terme unique de *capitatio* plusieurs sens distincts. Selon M. Thibault, le terme de capitation n'a qu'un sens et désigne toujours un impôt foncier (3). Capitation et jugation sont deux modes différents de perception du même impôt direct. Dans certaines contrées, pays de capitation, l'impôt est calculé d'après le nombre des cultivateurs ruraux : « les agents du fisc comptent le nombre de têtes de colons ou autres ouvriers agricoles établis sur un domaine et taxent le propriétaire en raison de ce nombre ». Dans les pays de jugation, l'impôt foncier est fixé d'après la valeur du sol et le genre des cultures, évalués objectivement. L'effort de l'administration romaine fut d'étendre le système de la jugation aux contrées qui, faute d'un cadastre exact, avaient été d'abord taxées d'après le système plus grossier de la capitation.

M. Thibault reconnaît comme l'inventeur de la théorie que lui-même a défendue un savant du XVII^e siècle, Heraldus (4).

(1) G. Platon, *La démocratie et le régime fiscal à Athènes, à Rome et de nos jours* (Paris, 1893), 90 ; — M. Platon a maintenu sa thèse contre M. Thibault, dans ses *Observations sur le droit de protimésis*, *Rev. gén. du droit, de la législat. et de la jurisprudence*, XXVIII, 1904, 302.

(2) *Die capitatio humana und die capitatio plebeia im römisch-byzantinischen Steuerrecht*, Berlin, 1900. — Cf. un compte-rendu de cet ouvrage par Erman, *Rev. gén. du droit*, XXV, 1901, 478.

(3) *Les impôts directs sous le Bas-Empire romain*, *Rev. gén. du droit, de la législat. et de la jurispr.*, XXIII, 1899, 289 et 481 ; — *Examen de la théorie de M. F. Leo sur la capitatio plebeia*, *Vierteljahrschr. für Sozial u. Wirtsch. Gesch.*, I, 1903, 557 ; — *Les patrocinia vicorum*, *ib.* II, 1904, 413 ; — *Les clarissimes et la capitatio ou jugatio au Bas-Empire*, *ib.* IX, 1911, 395. Cf. aussi du même auteur les articles cités *infra*, ch. VIII, § 3.

(4) *Quaestionum quotidianarum tractatus*, 1650, I, 9, § 13. « La *capitatio* proprement dite ou *capitatio humana* est celle qui était calculée d'après le nombre des têtes d'esclaves ou de co-

Il aurait dû citer surtout Fustel de Coulanges, qui, à vrai dire, devait se rallier finalement à une théorie très voisine de celle de Savigny, mais qui avait d'abord défini la capitation comme « l'impôt foncier déterminé par le nombre des cultivateurs » (1).

Entre la théorie de M. Platon et celle de M. Thibault, on notera une dernière opposition. Tandis que, selon M. Platon, l'impôt foncier (*jugatio* et *capitatio animarum*) est payé par tout le monde et qu'il s'y superpose des impôts de classe (*glebalis collatio*, *aurum coronarium*, *capitatio plebeia*), M. Thibault considère au contraire l'impôt foncier (jugation ou capitation, selon les contrées) comme un impôt de classe, qui ne pèse que sur les propriétaires médiocres, à l'exclusion des curiales et des clarissimes, qui ne paient aussi que leurs impôts de classe.

*
* *

Au résumé, trois hypothèses principales, si on néglige les divergences de détail, sont aujourd'hui en présence :

1° *Capitatio* et *jugatio* désignent deux modes de répartition, distincts et par leur principe et par leur aire d'application, d'un seul impôt direct, l'impôt foncier.

lons attachés à la terre ; l'autre forme de *capitatio* ou *capitatio terrena* était imposée sur les fonds de terre en raison du nombre de *juga* ou de têtes d'animaux de labour. » — Cette théorie était critiquée dès 1665 par Godefroy, dans son édition du code Théodosien, t. V, p. 116 (comment. à Th., XIII, 10, 2) ; la théorie de Godefroy, bien que généralement négligée, nous paraît plus proche de la vérité que celle de Heraldus : la capitation, selon cet auteur, est un impôt foncier, mais divisé en plusieurs cédulas, capitation des champs ou *jugatio*, capitation des paysans ou *c. humana* et capitation du bétail ou *c. animalium* ; le détail de la théorie n'est d'ailleurs pas très précis. On voit qu'elle se rapproche de la théorie de M. Platon ; mais Godefroy ne mettait pas à part, comme devait faire M. Platon, une *capitatio plebeia*. La théorie de Savigny, revue par Rodbertus, se rapprochait extrêmement de la théorie de Godefroy.

(1) *Colonat Romain*, dans les *Recherches sur quelques problèmes d'histoire*, p. 80. — Cette théorie est maintenue dans la *Monarchie Franque*, 270. — L'édition posthume de *L'Invasion Germanique*, p. 44, indique une théorie différente, simple variante de la théorie de Savigny : la capitation foncière, payée par les propriétaires, serait distincte de la capitation personnelle, impôt par tête payé par les non-propriétaires.

2° *Capitatio* et *jugatio* désignent deux impôts superposés, un impôt foncier, nommé indifféremment *capitatio* ou *jugatio*, et une capitation personnelle.

3° *Capitatio* et *jugatio* désignent trois impôts distincts : un impôt foncier (*jugatio*), une taxe sur les esclaves agricoles et le bétail, payée par le propriétaire foncier (*capitatio humana et animalium*), une cote personnelle des gens du peuple (*capitatio plebeia*).

CHAPITRE II

LE SYSTÈME DE LA JUGATION-CAPITATION

Nous nous proposons de suivre, dans ce chapitre, la marche suivante. Nous définirons d'abord séparément le *jugum* et le *caput* ; nous montrerons que l'impôt qu'on perçoit sur les *juga* ou sur les *capita* est, dans tous les cas, un impôt foncier ; nous paraîtrons nous rallier ainsi à la théorie de M. Thibault. Puis nous établirons, contre M. Thibault, que la juation et la capitation ne sont pas des systèmes d'impôt foncier différents et appliqués en des régions distinctes, mais qu'elles font partie d'un système unique, et que le *jugum* et le *caput* sont la même unité fiscale considérée à deux points de vue différents.

§ I. — DÉFINITION DU *jugum*.

Le nom même de l'unité fiscale appelée *jugum* nous paraît trahir clairement les intentions de ceux qui inventèrent le système de la *jugatio*. Cette unité serait identique à la charrue, c'est-à-dire soit à l'étendue de terre que suppose le labour normal d'une charrue, soit (si l'on n'avait pas le loisir de procéder à un cadastre) au paysan disposant d'une charrue. En France, à la veille de la Révolution, même en pays de taille réelle, on se contentait de données aussi peu précises : et par exemple les édits limitaient à quatre charrues la quantité de terres que pouvaient exploiter en franchise les gentilshommes (1).

(1) Marion, *Impôt sur le revenu au XVIII^e siècle, principalement en Guyenne*, 1901, 11.

Il est certain cependant qu'au IV^e siècle le terme de *jugum* est toujours employé au sens d'unité foncière et désigne une étendue déterminée de biens-fonds. Selon le manuel de droit Syrien (1), rédigé au V^e siècle, le *jugum* avait été défini, dès le temps de Dioclétien, comme équivalent soit à 5 jugères de vignes, soit à 225 pieds d'oliviers anciens, ou 450 pieds d'oliviers en terrain montagneux, soit à 20 jugères de terre labourée de première qualité, 40 de deuxième qualité ou 60 de troisième. Naturellement nous devons supposer que chacun des pays romains, selon son climat et la nature de son sol, eut son tarif propre. Telle, croyons-nous, la *formula Gallitani census*, dont un texte d'Eumène nous atteste l'existence (2).

Une fois défini le *jugum*, il fallait établir un cadastre. Deux méthodes étaient possibles. Ou bien, et c'était la méthode la plus minutieuse, on pouvait établir un cadastre parcellaire, c'est-à-dire évaluer séparément chaque propriété en se servant du *jugum* comme d'une unité idéale. Ou bien on pouvait, selon un procédé plus expéditif, dresser un cadastre d'ensemble par masses de culture, tel que celui, par exemple, dont on commença en France, vers 1802, la rédaction bientôt interrompue (3); et dans ce cas, comme on ne tenait pas compte des limites des propriétés, le *jugum* apparaissait comme une unité réelle plutôt que comme une unité idéale. Laquelle de ces deux méthodes fut suivie ? Les cadastres de Tralles (4) et d'Astypalée (5) attestent que c'est à la première méthode que, dans ces villes, on s'attacha. De chaque propriété ces cadastres énumèrent les diverses parcelles, et chaque parcelle est estimée en *juga* ; la précision du calcul est poussée jusqu'à des fractions très petites. Est-il possible qu'on ait partout procédé si méticuleusement ? Nous conjecturons qu'on ne put pas toujours se dispenser de recou-

(1) *Syrisch-römisches Rechtsbuch*, édit. Bruns et Sachau, p. 37.

(2) *Infra*, ch. VII, § 2.

(3) Dessart, *Traité de l'impôt foncier*, 1903, p. 19.

(4) *Bull. Corr. Hell.* IV, 1880, p. 336.

(5) *Inscriptiones insularum maris Aegei*, fasc. III, numéros 180-182. Le commentaire de l'édition du *C. I. G.* n° 8657, de Boeckh, demeure intéressant.

rir à la deuxième méthode, si pratique, le cadastre par masses de culture (1).

Au résumé, pour lever très exactement l'impôt de juation, il fallait d'abord définir, pour une contrée donnée, la valeur du *jugum*, puis évaluer en *juga* chaque parcelle de chaque propriété. La formule conservée par le manuel de droit Syrien, d'une part, les cadastres de Tralles et d'Astypalée, d'autre part, prouvent qu'il est des régions de l'Empire Romain où cet idéal a été réalisé. Il ne nous paraît pas vraisemblable cependant, malgré les grands travaux de recensement exécutés durant le Haut Empire, qu'on ait pu partout obtenir ce résultat parfait ; et le cadastre dut être, en mainte région, plus grossier.

§ 2. — DÉFINITION DU *caput*.

Au lieu de s'astreindre au calcul minutieux des *juga*, on pouvait, selon l'hypothèse de M. Thibault, fixer l'impôt foncier d'après un dénombrement des ouvriers agricoles. L'unité fiscale ou *caput* se définissait alors indirectement comme la quantité de terre que peut mettre en valeur le travail d'un seul ouvrier agricole, ou bien encore (ce qui n'est pas nécessairement même chose) comme la quantité de terre dont le revenu suffit à l'entretien d'un paysan. On ne frap-

(1) M. Seeck a proposé du texte du Livre Syrien une interprétation qui nous semble difficile à accepter. Selon cet auteur le *jugum* ne se fractionne point. Une terre labourée de première qualité, qu'elle soit de 20 ou 39 jugères, comptera pour un seul *jugum*, et comptera pour deux *juga* de 40 à 59 jugères. De même le propriétaire de 225 oliviers paierait le même impôt que celui de 449. Ainsi s'expliquerait la loi Th. XIII, 11, 1, qui nous apprend que des propriétaires détruisaient leurs arbres fruitiers pour payer moins d'impôt : en effet, selon M. Seeck, le propriétaire de 450 oliviers payait pour 2 *juga*, et ne payait plus que pour un *jugum* s'il détruisait un seul olivier. — A cette théorie on objectera d'abord que les cadastres de Tralles et d'Astypalée prouvent que l'on fractionnait le *jugum*, — et que la fraude châtiée par la loi de Théodose était dénoncée dès le III^e siècle (Ulpien, in *Dig.* L, 15, 4) : pour expliquer la destruction de vignes ou d'olivettes peu productives, la théorie de M. Seeck n'est pas nécessaire : ces destructions étaient inévitables si l'impôt, comme il arrivait, égalait ou surpassait le revenu du sol.

paie donc directement le paysan que pour frapper indirectement le sol.

C'est uniquement en donnant ce sens au terme de *capita* que l'on obtient une interprétation satisfaisante de la plupart des lois où ce terme se trouve employé. Nous choisirons comme exemples les textes des lois particulièrement nettes qui définissent les immunités accordées aux paysans qui s'engagent ou que leurs maîtres engagent comme recrues.

Constantin décrète en 325 (Th., VII, 20, 4) que les soldats *comitatenses*, *ripenses* et *protectores* jouiront de l'immunité de leur *caput* et des *capita* de leur père, de leur mère et de leur femme, si ces personnes sont en vie et si elles sont inscrites au cens (*si censibus inditi habeantur*) ; dans le cas contraire, ils font profiter leur *peculium* de l'immunité d'un nombre de *capita* égal à celui dont ils auraient obtenu la franchise, si ces personnes n'avaient pas manqué (*tantum pro suo debent peculio excusare quantum pro hisdem si non deessent excusare potuissent*). La loi leur interdit de s'entendre avec un étranger, de se donner comme propriétaires de ses biens et de le faire profiter ainsi de l'immunité dont le bénéfice leur est réservé (*ita tamen ut non pactione cum alteris facta simulato dominio rem alienam excusent, sed vere proprias facultates*). Les *alares* et les *cohortales* n'obtiennent l'immunité que de leur propre *caput*. Quant aux vétérans, après *missio emerita*, ils obtiennent l'immunité de leur *caput* et de celui de leur femme ; après *honesta missio*, ils jouissent, en commun avec leur femme, de l'immunité d'un seul *caput*, le leur propre (*una cum uxore unius capitis frui excusatione praecipimus*). Même ceux qui seront réformés avant vingt ans de service auront l'immunité de leur *caput*, puisqu'on n'inscrit pas au cens les inaptes (*quoniam imbecilli et debiles censibus non dedicantur*).

De ce texte on conclura nécessairement : 1° que la plupart des paysans (parmi lesquels se recrutaient normalement les soldats du Bas-Empire), et même les femmes, étaient inscrits au cens et comptaient chacun pour un *caput* ; 2° que l'on ne comptait pas pour un *caput* l'homme de peu de force physique, et par conséquent que le *caput* est, par définition, un ouvrier agricole ; 3° que l'immunité d'un *caput* est identique à l'immunité d'une certaine por-

tion de propriété rurale, et, par conséquent, que l'impôt du *caput* frappait, sous le nom d'un ouvrier agricole, une quantité déterminée de terres. Imposer le *caput*, c'est donc imposer le travailleur agricole, et, par ce détour, la terre qu'il cultive.

La loi que nous venons d'étudier concerne les immunités promises aux paysans libres qui s'engagent (1). Une loi de 370 (Th. VII, 13, 6) concerne les immunités accordées aux paysans des grands domaines que les propriétaires ont fournis à l'Etat comme recrues. Si cette recrue était inscrite au cens, l'Etat exempte d'impôt son *caput*, dès qu'il entre au service, et le *caput* de sa femme au bout de cinq ans, si on est content de lui, et toujours à cette condition expresse qu'on aura constaté que cette femme était bien inscrite au cens (c'est ainsi, croyons-nous, qu'il faut interpréter le texte, qui semble ici mutilé). Il est défendu de présenter comme recrue un déserteur ou un fils de vétéran, puisque, tentés par l'immunité promise, les volontaires ne manquent pas. Pour obtenir le bénéfice de la loi, il faut avoir fourni à l'Etat des paysans du lieu, originaires de la province, inscrits au cens ou figurant sur la liste des *acrescentes* du domaine (*indigenas atque ipsius provinciae finibus innutritos, vel affixos censibus vel accrescentibus suis*). Il ne convient pas qu'un propriétaire jouisse de cette immunité si, présentant un chemineau, un déserteur, un fils de vétéran, il a par avance rendu dérisoire le contrat que l'Etat lui propose (*neque convenit illum immunitate gaudere qui vana oblatione vagi atque fugitivi vel veterani filii statum futurae conventionis irriserit*). Encore faudra-t-il d'abord essayer de remplacer les recrues qui ont quitté le domaine par un nombre égal d'*acrescentes*, et dans le cas seulement où la compensation n'a pas été possible, on pourra rayer des registres publics (*de fascibus publicis* (2)) les *capita* non remplacés.

(1) Selon M. Thibault (*Impôts directs*, p. 18 du tirage à part), la loi, Th. VII, 20, 4, concerne des colons et non des paysans libres. Il nous semble, au contraire, qu'elle traite expressément de paysans propriétaires, obtenant une immunité pour leurs propres terres ; le *peculium* qu'elle mentionne n'est pas un pécule de colon, mais le pécule *castrense*.

(2) Selon M. Platon, *Observations sur le droit de protimésis*,

Cette loi, rapprochée de la loi précédente (1), est bien claire. L'immunité du *caput* d'un paysan domanial profite à la fois à l'homme et à son maître : — à l'homme, surtout en ceci, sans doute, que cette immunité brisait le lien qui l'enchaînait à la glèbe, lui et les siens, — au propriétaire, en ce qu'elle rendait une parcelle du domaine franche d'impôt. D'ailleurs on comprend que l'Etat, pour éviter de diminuer, en accordant cette franchise, le nombre des unités fiscales, se soit préoccupé de fournir au propriétaire des remplaçants, pris parmi les paysans qui arrivaient à l'âge de la majorité fiscale. On comprend aussi contre quelles fraudes l'Etat devait se prémunir : si ni la recrue ni sa femme n'avaient été inscrites au cens du domaine, octroyer au propriétaire l'immunité de deux *capita* était une concession gratuite, et l'Etat se trouvait dupe. Nous concluons que seule l'hypothèse de M. Thibault fournit des deux lois typiques qui viennent d'être proposées une interprétation entièrement satisfaisante. La capitation a l'aspect d'une taxe personnelle, mais c'est un mode de perception de l'impôt foncier.



Il faut insister sur l'opération par laquelle est déterminé le chiffre des *capita* et qui s'appelle l'*adscriptio censibus*; c'est le ressort même du système fiscal et, par une conséquence très grave, du système social du Bas-Empire Romain.

Rev. gén. du droit,... XXIX, 1905, 38, les *fascēs publici* seraient les listes des soldats ; si la recrue ne pouvait pas être remplacée sur le domaine, on la rendait au propriétaire et on la rayait des cadres de l'armée. Ce sens nous paraît moins satisfaisant.

(1) Il est toujours utile, pour interpréter la législation de Valentinien, de la rapprocher de celle de Constantin : elle n'en est bien souvent que la restauration. Comme Constantin, Valentinien ordonne de laisser les paysans aux travaux des champs (*Th.* XI, 10, 1, ; cf. *infra*, ch. III, § 1) ; il remet en vigueur l'institution Constantinienne de la *mulla frumentaria* (*Th.* VI, 4, 18 ; cf. *Th.* VI, 14, 1 et 2) ; il précise quels contribuables paieront la *capitatio plebeia*, de façon à exclure ceux qui n'ont pas la force de travail suffisante (*Th.* XIII, 10, 4) ; il rétablit le règlement de Constantin sur les conditions auxquelles les *décursions principales* deviennent *honorati* (*Th.* XII, 1, 75 ; Cf. *Th.* XII, 1, 4).

Les travailleurs des champs, de l'un et l'autre sexe, étaient inscrits, sous la réserve que nous aurons à préciser, aux registres du cens, *fasces publici* (Th. VII, 13, 6), *vasaria publica* (Th. XIII, 11, 12), *volumina censualia* (Th. VI, 35, 3). Ils étaient, selon la forte expression de Fustel de Coulanges (au sujet des barbares distribués entre les propriétaires provinciaux), « immatriculés à une glèbe » (1). Les textes les disent *innexi voluminibus censualibus* (Th. VI, 35, 3), *inditi censibus* (Th. VII, 20, 4), et, bien plus couramment, *adscripti censibus*. Si des *metallarii* ont réussi à se faire inscrire parmi les paysans, la loi dira d'eux : *ad census annonarios transierunt* (Th. X, 19, 15). Ces paysans immatriculés forment la grande classe des *adscripticii*; la qualité d'*adscripticius*, dira Justinien (C. J. XI, 48, 22), se démontre *ex publici census adscriptione*.

Cependant tous les paysans ne sont pas indifféremment inscrits au cens; auprès des *adscripticii*, les lois signalent des *accrescentes* et des *incensiti*. Les *accrescentes* sont, en quelque manière, des surnuméraires; c'est le nom d'*accrescentes* que portent les surnuméraires qui attendent qu'une vacance se produise dans les bureaux des *palatini*, et par exemple des *agentes in rebus*. S'il y a des vides au registre du cens, si un *adscripticius* part au service, on inscrit au cens un *accrescens*. Il est permis de conjecturer qu'on inscrivait de préférence parmi les *accrescentes* les fils des *adscripti*, et particulièrement ceux qui devaient atteindre avant la prochaine opération de recensement l'âge de la majorité fiscale. — L'existence des *incensiti* est attestée par des lois nombreuses. Lorsque les empereurs accordent à des soldats (2), à de petits fonctionnaires qui se recrutent parmi les paysans, l'immunité de leur *caput*, ils spécifient toujours que l'immunité ne vaut que si le paysan est inscrit au cens (3); lorsque des vides se produisent parmi les *capita*, les suppléants sont pris, à défaut d'*accrescentes*, parmi les *incensiti*; de même si on a besoin d'hommes, par exemple, pour les équipages d'une flot-

(1) *Invasion Germanique*, 379.

(2) *Supra*, p. 13 et 14.

(3) Th. VIII, 1, 3, an 333 : *capitationem quoque ipsorum tantum qui ex his censeti sunt faciat haberi immunem*.

te (1). Or l'existence de ces *incensiti* est très difficile à expliquer si l'on adopte le système de M. Thibault : en vertu de quelle règle certains travailleurs agricoles échapperaient-ils à ce dénombrement qui est, d'après cet auteur, l'unique mode d'établissement de l'impôt foncier en mainte contrée de l'Empire ? Pour échapper à cette difficulté, M. Thibault suppose que les *incensiti* sont des mineurs, — plus jeunes que les *accrescentes*, qui sont sur le point d'atteindre leur majorité fiscale. Cette solution, combattue à juste titre par M. Platon (2) ; ne paraît pas conciliable avec les textes qui représentent les *incensiti* comme des adultes.

*
* *

Au résumé l'impôt du *caput* est l'impôt du travailleur rural ; et l'homme et la terre ne sont point taxés séparément, si bien que dégrever le *caput*, c'est indirectement dégrever la terre. Pour établir l'assiette de l'impôt foncier, il suffisait donc théoriquement, selon l'hypothèse de M. Thibault, de tenir registre des travailleurs ruraux et de les compter chacun pour un *caput*. Cependant l'hypothèse de M. Thibault se révèle impuissante à nous expliquer comment, lorsque disparaît un *adscripticius*, l'Etat possède toujours à sa disposition une réserve d'*incensiti* : rien ne nous explique encore dans quelles conditions on est inscrit ou bien omis (3).

§ 3. — RELATION ENTRE LE JUGUM ET LE CAPUT.

Les textes que nous avons étudiés nous ont fait connaître, semble-t-il, deux types différents d'impôt foncier. L'un est perçu d'après un cadastre, l'autre d'après un simple dénombrement de paysans. Comparer ces deux impôts l'un à la taille réelle, l'autre à la taille personnelle de l'Ancien Régime serait plus spécieux qu'exact. Il faut comparer la

(1) *Th.* X, 23, 1, an 369.

(2) *Observations sur le droit de protimésis*, l. c. 1905, 33.

(3) Cette difficulté a déjà frappé Fustel de Coulanges, *Colonat Romain*, l. c., 99.

jugatio à la taille réelle, lorsqu'elle était perçue selon le système de *l'abonnement*. Par exemple, dans l'élection de Condom, au XVIII^e siècle, on réduisait les terres de qualité médiocre en terres de première qualité « de telle sorte, si l'on veut, que cent journaux du premier degré étant comptés pour cent, cent cinquante du deuxième, deux cents du troisième, etc., étaient aussi comptés pour cent, et figuraient pour ce nombre sur les cadastres, où n'apparaissaient ainsi que des unités de valeur, non des contenances réelles » (1). Et il faut comparer la *capitatio* à l'impôt foncier russe, perçu depuis Pierre I^{er} d'après un dénombrement périodique des âmes (2); encore les Russes ne recensaient-ils point les femmes. Ainsi, au premier abord, *jugatio* et *capitatio* se présentent comme deux impôts très distincts, mais qui d'ailleurs ne peuvent en aucun cas se superposer; percevoir simultanément ces deux impôts serait frapper deux fois la même matière imposable; car la *jugatio* et la *capitatio* sont des taxes qui atteignent toutes deux le seul revenu foncier.

Il n'est donc pas aisé d'expliquer que nous trouvions, au Bas-Empire, ces deux systèmes d'impôts simultanément. M. Thibault a supposé que la *jugatio* et la *capitatio* étaient perçues dans des contrées différentes; à mesure que progressaient les travaux du cadastre, on passait du système plus primitif de la *capitatio* au système savant de la *jugatio*. Je ne crois pas que cette solution simple réponde à la complexité du problème. En Orient, les cadastres de Tralles et d'Astypalée (3) présentent des exemples parfaits du système de la *jugatio*; or chaque parcelle énumérée dans ces cadastres renferme, outre les *juga*, des *capita*. Dans le diocèse de Thrace, et particulièrement dans les provinces de Scythie et de Moesie, dans les diocèses d'Asie et de Pont, il y avait, au temps de Valens, des *juga* et des *capita* (*Th.* VII, 6, 3). — En Occident, la Gaule paraît avoir

(1) Marion, *Impôt sur le revenu au XVIII^e siècle principalement en Guyenne* (1901), 22.

(2) V. Eheberg, *Capitation russe, Handwörterbuch der Staatswissenschaft*, de Conrad, etc. 3^{me} éd. VI, 169; — P. Leroy-Beaulieu, *Traité de la science des finances*, 6^{me} éd., I, 338.

(3) *Supra*, p. 11.

été taxée selon le système de la *capitatio*; or nous savons par Eumène que l'établissement du nouvel impôt en Gaule exigea une évaluation préalable des terres (1). — Enfin, dans le corps d'une même loi, les termes de jugation et de capitation sont employés comme indifféremment : ainsi la loi de 375 sur la *tironum praebitio*, adressée au préfet d'Orient, décide d'abord que les contribuables très riches, « *quorum jugatio ita magna est, ut accipere non possit adjunctum* », fourniront à eux seuls, sans *consortes*, une recrue, et précise ensuite que, si l'Etat demande de l'argent (*aurum tironicum*) au lieu d'hommes, chaque propriétaire contribuera « *pro modo capitacionis suae* » (Th., VII, 13, 7). Les deux termes ne sont pas du tout employés ici comme désignant deux modes d'impôts distincts (la loi aurait alors chaque fois précisé *seu jugatio seu capitatio*), mais bien comme synonymes. Plus énigmatique encore, et, à notre sens, très difficilement explicable selon la théorie de M. Thibault, est l'expression de *jugorum capitaciones*, d'une loi de 340 (Th. XI, 12, 1) : « *Publicus ac noster inimicus diversis immunitatem dederat, jugorum capitacionibus et professionibus amputatis.* » Comment comprendre cette capitacion qui frappe des *juga* sans brouiller à nouveau ces deux notions de *caput* et de *jugum* que nous croyions avoir opposées radicalement ?

Nous n'apercevons, pour notre part, qu'une seule solution de cette difficulté très grave. C'est de supposer que la *jugatio* et la *capitatio* ne sont pas deux systèmes distincts, mais qu'ils sont partie intégrante d'un système unique, — disons plus, que la même unité fiscale peut être à deux points de vue différents tantôt *jugum* et tantôt *caput*.

Déjà Rodbertus, puis O. Seeck ont essayé d'établir une équivalence entre la valeur du *caput* et celle du *jugum*. Cette équivalence est certaine : les lois fiscales du Code Théodosien précisent très souvent que *juga* et *capita* représentent des valeurs identiques. Il nous est malaisé de comprendre d'après quels principes les anciens établirent cette correspondance. Selon M. Seeck (2), utilisant les chiffres

(1) *Infra*, ch. VII, § 2.

(2) *Schatzungsordnung Diocletians*, l. c. Il est remarquable que cette démonstration de M. Seeck ne peut servir en rien à

fournis pour les salaires et les prix par le tarif de Dioclétien, la force de travail d'un ouvrier agricole reviendrait, salaire et nourriture compris, à 375 francs environ ; et c'est à peu près 375 francs que rapporterait de revenu net, frais d'exploitation déduits, un *jugum* formé de cinq arpents de vignoble, tel que celui du Livre Syrien. Ainsi le revenu d'un *jugum* correspondrait à peu près à l'entretien d'un *caput*.

A quelles opérations préliminaires de recensement a-t-on procédé sous Dioclétien pour établir l'assiette de l'impôt nouveau ? Un précieux passage du *De mortibus persecutorum* — livre dont les études récentes de numismatique Constantinienne de M. Maurice ont fortifié indirectement l'autorité — décrit ces opérations (§ 23). « *Agri glebatim metiebantur, vites et arbores numerabantur, animalia omnis generis scribebantur, hominum capita notabantur, in civitatibus urbanae ac rusticae plebes adunatae, fora omnia gregibus familiarum referta, unusquisque cum liberis, cum servis aderant.. Ipsi contra se torquebantur et cum dolor vicerat, adscribebantur quae non habebantur. Nulla aetatis valetudinis excusatio. Aegri et debiles deferabantur ; aestimabantur aetates singulorum, parvulis adjiciebantur anni, senibus detrahebantur... Post hoc pecuniae pro capitibus pendebantur, et merces pro vita dabatur... Interea minuebantur animalia et mortales obibant et nihilominus solvebantur tributa pro mortuis... Mendici supererant soli, a quibus nihil exigi possit. » Il me semble que ce texte per-*

confirmer sa thèse et qu'elle est au contraire directement utilisable par la nôtre. Selon M. Seeck, l'impôt frappe et la terre et le paysan ; *jugum* et *caput* paient même taxe ; c'est pour justifier cette thèse que ce savant a entrepris de démontrer que *jugum* et *caput* représentent un capital identique. Mais a-t-il fourni cette démonstration ? Il a considéré, d'une part, le coût d'un esclave, défini par le salaire et la nourriture, — et, d'autre part, le revenu net d'un *jugum*. Or il est évident que le prix de revient du *caput* (salaire et nourriture) n'est pas du tout le même que le revenu que rapporte au propriétaire la force de travail de ce *caput*. En revanche, pour notre thèse, ce calcul de M. Seeck est démonstratif : il prouve que le *caput* absorbe, pour sa nourriture et son entretien, le revenu d'un *jugum*, et par conséquent qu'il revient au même de taxer le *caput* ou le *jugum* (à condition de ne pas les frapper l'un et l'autre), puisque l'existence d'un *caput* suppose l'existence d'un *jugum*.

met de distinguer assez nettement deux séries d'opérations différentes. Le premier acte se passe dans les champs mêmes, et c'est un dénombrement de toutes les ressources de la circonscription, arpentage des champs, compte des arbres fruitiers, des têtes de bétail, des esclaves et peut-être même de tous les paysans ; il est très possible qu'on n'aie alors dressé qu'un cadastre par masses de culture, de manière à connaître seulement le chiffre global des *juga* de la circonscription fiscale. Le second acte se passe à la ville, où est réunie toute la population des champs. Ne reconnaissons-nous pas l'opération qui va maintenant se dérouler ? C'est l'*adscriptio censibus*, c'est l'inscription des *capita* aux *volumina censualia*. « *Nulla aetatis... excusatio* », dit notre auteur : et cependant lui-même avoue bientôt que la loi fixait une limite d'âge ; « *aegri et debiles deferrebantur* » : et pourtant, selon la volonté du législateur (Th. VII, 20, 4), « *imbecilli et debiles censibus non dedicantur*. » Apparemment les *censitores* ne respectaient pas toujours les principes tutélaires de la loi, et, par exemple, mettaient parmi les *adscripti* les mineurs dont la place eût été parmi les *accrescentes*. Inscrivait-on simplement tous les paysans parmi les *capita*, chacun étant compté pour une unité fiscale ? Notre texte dit au contraire qu'on s'enquérât de la richesse de chacun ; cela suppose qu'on inscrivait de chaque famille un nombre plus ou moins grand de *capita*, selon la valeur des propriétés de cette famille. — Et maintenant, voici terminé le recensement des champs, et menée à bien l'*adscriptio censibus*. Quel est l'impôt que préparaient tant de travaux préparatoires ? C'est la capitation : « *Post hoc pecuniae pro capitibus pendebantur*. »

Si nous avons interprété exactement ce texte assez net, voici donc comment fut assis l'impôt de *jugatio-capitatio*, à la fin du III^e siècle : une première opération, un recensement général des ressources de chaque circonscription fiscale fit connaître et la valeur imposable des terres et aussi le rapport du chiffre de la population à l'étendue des terres ; cette évaluation était facilitée par la réduction de la valeur des terres en *juga* ; — une seconde opération consistait à incorporer ces *juga* à des personnes de contribuables, et théoriquement cette opération hardie devait être possible

puisque le *jugum* avait été calculé comme fournissant le revenu nécessaire à l'entretien d'un *caput*. — Incorporait-on tous les *juga* ? Apparemment non, car, surtout sur les grands domaines, une partie seulement des terres étaient cultivées par des fermiers, qui représentaient des *capita*, une autre partie par les corvées des colons ou par le travail de *familiae* d'esclaves. Ainsi s'expliquerait, selon nous, que, par exemple, aux cadastres de Tralles et d'Astypalée, on trouve simultanément, dans les mêmes parcelles du domaine, des *capita* et des *juga*. Les *juga*, aurait-on pu dire déjà, correspondent au *mansus indominicatus*, et les *capita* aux *manses* des fermiers. — Est-ce que, d'autre part, à chaque personne de paysan un *jugum* était incorporé ? en d'autres termes, chaque paysan comptait-il pour un *caput* ? Il est évident qu'on n'avait pas le droit d'inscrire plus de *capita* qu'il y avait de *juga* dans la circonscription. Il restait donc souvent des *incensiti*, et ainsi se trouve expliqué un détail des lois fiscales du Bas-Empire qui au premier abord nous parut embarrassant. La plupart de ces *incensiti* contribuaient à former cette immense armée des mendiants, que le *de mortibus persecutorum* nous a déjà signalés comme une sorte de déchet de ce système fiscal. « *Mendici supererant soli, a quibus nihil exigi possit.* » (1).

§ 4. — CONCLUSION.

Nous avons défini séparément la *jugatio* et la *capitatio*, et nous avons admis d'abord que chacun de ces systèmes fiscaux pouvait se suffire à lui-même, et qu'il était possible que, selon l'hypothèse de M. Thibault, l'impôt foncier fût perçu, en certaines contrées, selon le système de la *jugatio*, ailleurs, selon le système de la *capitatio*. Dans les deux cas, il s'agissait toujours de frapper, soit directement, soit indirectement la terre ; et ainsi il était d'ailleurs évident que, dans la même contrée, la *capitatio* ne pouvait pas se superposer à la *jugatio* et qu'on ne pouvait pas payer et l'un et l'autre impôt.

(1) Sur la lutte de l'Etat contre les mendiants au iv^e siècle, *Th.* XIV, 18, 1.

Une étude plus attentive des textes nous a obligés à compléter ces solutions simples. On rencontre simultanément la *jugatio* et la *capitatio* dans le ressort de la même préfecture, dans le même diocèse, dans la même province ; plus encore, on trouve simultanément des *juga* et des *capita* à l'intérieur d'une même parcelle de grand domaine. Cette observation nous a paru prouver que la *jugatio* et la *capitatio* ne pouvaient pas être considérées comme des systèmes entièrement indépendants et appliqués dans des régions différentes de l'Empire, mais qu'elles devaient être considérées comme des parties intégrantes du même système fiscal étendu à l'Empire entier.

Nous avons cru résoudre cette difficulté en admettant qu'il existait dans tout l'Empire un système de *capitatio* dominé et régi par un système de *jugatio*, — que le *jugum* pouvait se définir comme la portion de terre qui suffit à l'entretien d'un *caput*, — et, en dernière analyse, que le *caput* est le *jugum* incorporé.

L'empereur Julien avait donc raison, lorsqu'avec son habituelle rectitude d'expression, il employait pour désigner les *juga sive capita* le terme de *kléros*, qui signifie si exactement la part d'un homme (*Misopogon*, 370 D). Il est remarquable enfin que cette parenté étroite entre les deux notions de *caput* et de *jugum* apparaîtra plus sensible encore dans l'Empire Byzantin, soit au VI^e siècle, où l'unité fiscale est fréquemment désignée du terme de *zugokephalon*, soit plus tard encore, sous les Comnènes, époque où le paysan possesseur de charrue, le paroïque attelé (*paroikos zeugaratos*), était considéré comme l'unité fiscale : il incarnait et le *jugum* et le *caput*.

CHAPITRE III

LES POSTULATS DU SYSTÈME

§ 1. — LE DOMAINE GARNI.

L'âme même du système fiscal de *jugatio-capitatio*, c'est cette idée que la terre et l'homme des champs forment un bloc indissoluble et qu'il serait absurde de les taxer séparément. L'impôt ne peut frapper ni le mendiant ni la friche, il frappe la terre garnie de bétail et de paysans.

L'Etat devra donc veiller à conserver à la terre ceux qui la font fructifier. La législation de Constantin est empreinte d'une extrême sollicitude pour le paysan ; et ce trait original s'explique par le sentiment que séparer l'homme de la terre, c'est détruire une valeur. L'empereur défend de détourner pour le service des transports un bœuf de labour (*bovem ... aratris deditum*, *Th.* VIII, 5, 1, an 315) ; il défend de saisir *pignoris causa* les esclaves des champs et les bœufs de labour (*Th.* II, 30, 1, *ad universos provinciales*, an 315). Godefroy, recherchant dans la législation antérieure des dispositions analogues, est obligé de remonter jusqu'à la vieille loi républicaine proclamant le caractère sacré du bœuf de labour. Constantin défend aussi, lorsque le paysan est occupé aux semailles ou à la moisson, de l'arracher à son ouvrage pour l'obliger à des corvées (*Th.* XI, 48, 1, an 328). Dès 313, il donnait la définition d'un domaine garni : quand nous donnons une terre *integro statu*, dit-il, il faut entendre *cum adjacentibus et mancipiis et pecoribus et fructibus et omni jure suo* (*Th.* X, 8, 1) (1).

(1) De même, si l'empereur confisque une terre, il la prend avec son cheptel et tout ce qui sert à la culture (*fundus cum mancipiis et pecoribus ceterisque rebus quae cultui rustico sustinentur*), *Th.* XII, 1, 6 (an 319).

A ses vétérans il ne donne pas seulement des terres vacantes, il donne aussi une paire de bœufs, cent *modii* de grains de diverses sortes, une somme d'argent pour acheter des instruments (*Th.* VII, 20, 3) : en ce paysan que l'empereur fournit de terre et de charrue, ne reconnaitrons-nous pas l'unité fiscale type, le *jugum* identique au *caput* ?

Alors aussi s'établit une distinction tranchée entre l'esclave urbain et l'esclave rural. Si un décurion est déporté, ses biens meubles et ses esclaves urbains sont confisqués par l'Etat, mais ses terres et ses esclaves agricoles reviennent à la cité dont il avait été curiale (*Th.* XII, 1, 6). Aux *palatini*, que le régime du Bas-Empire a si scandaleusement favorisés, Constantin accorde qu'aucune charge n'atteindra leur fortune mobilière et leurs esclaves urbains (*Th.* VI, 35, 1) : il est sous-entendu que l'immunité ne saurait s'étendre aux biens-fonds et aux esclaves des champs. Cette division du patrimoine en deux parts n'est pas sans analogie avec certains articles du code de Gortyne : par exemple, selon ce code, les biens meubles et les esclaves urbains, d'une part, les biens-fonds et la familia rustique, de l'autre, étaient attribués, lors des partages successoraux, selon des règles différentes. Une telle relation peut intéresser la science du droit comparé.

Enfin il résulte de ces prémices que la capitation, étant essentiellement un impôt de paysans, ne saurait frapper la population urbaine. Le citoyen ne peut être *adscriptus censibus*, il ne représente pas un *caput*; l'impôt qu'il peut payer n'est pas l'impôt foncier qui frappe le revenu de l'exploitation rurale, c'est au contraire l'impôt mobilier. Or on admet au contraire assez communément que la capitation frappait même la plèbe urbaine, et cette opinion repose sur des textes très graves du *de mortibus persecutorum* : lors des opérations préalables à l'établissement de la capitation, on fit un recensement de la ville et des champs (*in civitatibus urbanae ac rusticae plebes adunatae*, 23) ; et quand Galère décida de soumettre Rome aux mêmes impôts que l'Orient, il envoya des *censitores* pour recenser le peuple de Rome (*ordinabantur jam censitores qui Romanam missi describerent plebem*, 26). Assurément l'auteur

de ce texte est enclin à l'exagération ; cependant il est certain que l'on perçut au début du IV^e siècle, en Orient, une capitation urbaine, puisque cet impôt fut expressément aboli en 313 (*Th.* XIII, 10, 2).

La solution de cette difficulté n'est pas très malaisée. Le texte du *De mortibus persecutorum* se rapporte expressément au recensement opéré par le deuxième Maximianus, c'est-à-dire par Galère, postérieurement à l'abdication de Dioclétien. Or la loi de 313 qui vient d'être citée prouve sans conteste que Galère, en recensant la plèbe urbaine, avait dénaturé le principe de l'impôt de capitation, tel que l'avait défini Dioclétien. C'est à tort que les manuscrits du code Théodosien attribuent la loi de 313 à Constantin ; adressée au *praeses Lyciae et Pamphylicae*, elle ne peut, en cette année, selon l'observation de Godefroy, émaner que de Licinius, qui venait de vaincre Maximin Daza. Maximin avait apparemment maintenu les abus de Galère, et Licinius les réforma en invoquant l'autorité de Dioclétien encore vivant : « *Plebs urbana, sicut in orientalibus quoque provinciis observatur, minime in censibus pro capitatione sua conveniatur, sed juxta hanc jussionem nostram immunis habeatur, sicuti etiam sub domīno et parente nostro Diocletiano seniore A. eadem plebs urbana immunis fuerat.* » Enfin nous pouvons nous demander si Licinius interprétait exactement les intentions de Dioclétien : or nous possédons un exemplaire d'une lettre de Dioclétien et Maximin qui semble prouver qu'en effet la capitation ne devait frapper en principe que la *plebs rusticana* : « *Ne quis ex rusticana plebe, quae extra muros posita capitationem suam detulerit et annonam congruam praestat, ad ullum aliud obsequium devocetur* » (*C. Just.* XI, 54, 1).

L'invention de la capitation urbaine est donc une institution arbitraire de Galère, dont les anciens ont d'ailleurs flétri la rapacité. Ce n'est pas une partie intégrante du système de Dioclétien, et dès que le pouvoir revint à de plus sages, la mesure détestable de Galère fut abrogée.

Nous ne retrouverons un cas d'application abusive de la capitation aux villes que sous le règne de Julien, quand cet empereur châtia les chrétiens de Césarée en Cappadoce. Il les fit inscrire au cens, y compris les femmes et les en-

fants, et les soumit à l'impôt « dans la même forme que les gens des villages » (Sozom. *Hist. Eccl.* V, 4). L'*adscriptio censibus* de citadins est cette fois encore très évidemment arbitraire ; et le texte même de Sozomène confirme que cette *adscriptio* astreignit les chrétiens de Césarée au paiement d'impôts qui normalement ne frappaient que les paysans.

Au résumé, l'impôt de *jugatio-capitatio* ne doit pas peser séparément sur l'homme et sur la terre, mais bien sur l'exploitation rurale, sur le domaine garni. Il ne doit pas peser sur la terre seule : c'est pourquoi Constantin considère le bétail et les esclaves agricoles comme inséparables de la glèbe, et ces lois prévoyantes nous laissent entrevoir déjà la naissance du colonat. Il ne doit pas peser sur l'homme sans domaine agricole : c'est pourquoi la capitation est un impôt des paysans seuls et non des villes.

§ 2. --- *Stabilitas census.*

Le système que nous avons décrit suppose une correspondance très exacte entre le chiffre de la population rurale et l'étendue des terrains cultivés. Supposons une communauté dont la puissance contributive ait été évaluée objectivement par un calcul de ses *juga*, et supposons que ces *juga* aient été incorporés en un même nombre de *capita*. Si le nombre des paysans vient à se multiplier trop rapidement, on n'aura pas le droit d'inscrire au cens les paysans en surnombre, qui dans la communauté surpeuplée n'auraient pas de *kléros* selon le terme de Julien : ils demeureront donc *incensiti*. Si au contraire la communauté se dépeuple, il y aura des *juga* en surnombre, des terres dont l'exploitation sera abandonnée, et ou bien l'Etat devra rayer des registres une partie des *capita*, ou bien les paysans inscrits, bien que moins nombreux, paieront le même chiffre d'impôts qu'au temps où la communauté prospérait. Or ce n'est évidemment l'intérêt de l'Etat ni de laisser *incensiti* des paysans valides, ni de renoncer à l'impôt de terres qui pourraient donner un revenu. C'est pourquoi, si nos inductions sont exactes, les textes du Bas-Empire doivent trahir les efforts qui furent certainement

faits pour maintenir un juste équilibre entre la population rurale et l'étendue cultivable.

Précisément une loi de 371 examine le cas-type suivant : il s'agit de deux communautés rurales dont l'une a été décimée par la mort, dont l'autre, grâce aux naissances nombreuses, a plus de paysans que de *capita* inscrits au cens (au lieu du terme d'*adscripti*, la loi emploie ici le terme de *conscripti*, qui donne déjà l'idée d'une responsabilité collective). Il faudra donc conserver le *modus censuum* et combler les vides de la première communauté avec l'excédent de la deuxième. Il appartient aux gouverneurs de rétablir l'équilibre du cens et, par la même occasion, la paix entre les deux communautés jalouses (*ac stabilitatem census finita altercatione componant*). Seuls les morts de la première communauté seront remplacés par des *accrescentes* de la seconde (*eos tantum qui mortui videbuntur ex accrescentibus repleturi*) ; mais, quant aux paysans qui ont fui, on ne les remplacera pas, il faut qu'on les fasse revenir, ces désertions ne sont pas pour la communauté un motif d'*excusatio* : en d'autres termes, ceux qui restent paieront pour eux (*Th. XIII, 10, 7*).

On voit combien cette loi prouve clairement que ce n'est pas le chiffre de la population rurale qui détermine, à lui seul, le nombre des *capita*. Quand la population baisse, chacun des inscrits paie plus que sa part, compte pour plus d'un *caput* ; que la population croisse, les nouveaux paysans ne paient rien, demeurent *incensiti*. Ainsi nous comprenons la force singulière de cette expression « *stabilitas census* » ; c'est le moment très délicat, presque jamais atteint, où l'équilibre est exact entre les hommes et la terre.

Le problème de maintenir cet équilibre fugitif ne se posait pas seulement à l'Etat, intervenant comme arbitre entre des communes inégalement favorisées. Il se posait aussi au grand propriétaire, obligé d'opérer entre ses différents domaines des transferts de paysans. Ce cas aussi est clairement illustré par une loi d'Honorius (*C. Just. XI, 48, 13*) : il s'agit d'un propriétaire de deux domaines qui a transféré des paysans du domaine où la main-d'œuvre était surabondante à celui où l'on manquait de bras (*si quando*

utriusque fundi idem dominus de possessione referta cultoribus ad eam colonos quae laborabat tenuitate transtulerit). Or il est très remarquable que l'empereur ne condamne pas cette pratique, bien que la loi, datée de 400, soit adressée au préfet des Gaules, où le colonat était depuis longtemps institué ; il se préoccupe seulement de résoudre la difficulté qui pouvait surgir le jour où les deux domaines passeraient aux mains de deux maîtres différents.

Enfin je crois que cet extrême souci d'équilibre entre les paysans et les champs, que le système fiscal de la *jugatio-capitatio* devait nécessairement faire naître, explique très bien le curieux passage d'Ausone, où le poète, se réjouissant de posséder un domaine aux ressources variées et très bien composé, ajoute : « *Cultor agri nobis nec superest nec abest* » (*Idylles*, III, 24). Il était donc presque aussi mauvais d'avoir trop de paysans que d'en manquer.

Ce qu'il y a au centre du système fiscal de la *jugatio-capitatio*, c'est cette idée qu'il doit y avoir, qu'il y a naturellement un juste équilibre entre les terres cultivables et les hommes qui cultivent ; et ainsi, il revenait au même de taxer les hommes ou de taxer la terre ; à chaque *jugum* cadastré un *caput* devait correspondre. Cet impôt ne pouvait être régulièrement assis et perçu qu'à la condition qu'il existât une proportion harmonieuse entre les hommes et le sol.

§.3. — LE PAYSAN PLUS PRÉCIEUX QUE LE SOL.

Nous avons jusqu'à présent considéré l'homme et la terre comme deux facteurs également précieux de ce revenu foncier que frappait l'impôt de capitation. En réalité, au Bas-Empire, les terres désertes s'étaient tant multipliées qu'assurément l'homme était le facteur le plus précieux ; il manquait à la terre (1) plus souvent que la terre ne lui manquait. C'est pourquoi, si l'homme venait à être séparé de sa glèbe et transporté à une autre glèbe, l'impôt ne demeurerait pas attaché au domaine qu'il abandonnait, mais il

(1) Symm. IX, 37. *Agri socrus meae Italicae illustris feminae, cultore vacuati et fessi onere munerum publicorum...*

accompagnait le paysan à son nouveau séjour. Ce principe curieux est attesté par des lois très nettes.

Constantin décide que, si un colon abandonne son maître et si on le retrouve, le propriétaire qui l'a reçu non seulement le rendra, mais sera responsable de sa capitation pour tout le temps de son absence. (*Apud quemcunque colonus juris alieni fuerit inventus, is non solum eundem originis suae restituat, verum super eodem capitationem temporis agnoscat*, Th. V. 9, 1, *ad provinciales*, an 332). Deux cents ans plus tard, Justinien renouvellera cette prescription presque dans les mêmes termes (le propriétaire qui a reçu un colon d'autrui *omnis quidem temporis quo apud eum remoratus est, publicas functiones sive terrenas sive animales pro eo inferre compelletur*. C. Jus. XI, 48, 23). Si l'impôt de capitation était une cote personnelle, il serait tout naturel que la capitation demeurât attachée au fugitif. Mais la capitation est un impôt foncier, et il est curieux qu'elle accompagne le paysan. Cependant cette combinaison est juste, car tout se passe comme si le paysan, transportant d'une terre à l'autre ses efforts et son temps, transportait aussi les moissons.

On pouvait croire que dans les lois précédentes le législateur s'est laissé guider par le dessein d'infliger une peine au propriétaire qui a favorisé la désertion du colon. Tout au contraire, il admet que ce propriétaire a pu être de bonne foi et la mesure qu'il édicte n'est pas répressive, mais de stricte équité. C'est en vertu du même principe que le propriétaire qui appelle chez lui ou reçoit du gouvernement les esclaves provenant des terres abandonnées doit payer intégralement les impôts afférents à ces terres (*Pro fiscalibus pensitationibus ad integram glebae professionem, ex qua videlicet servi videantur manere, habeatur obnoxius*, Th. XI, 1, 12). Ce principe était très juste : tandis que les terres abandonnées par les paysans redevenaient une friche, de nouvelles terres entraient en exploitation sur le domaine où on les transportait ; ici encore tout se passe comme si les moissons avaient marché, comme si elles avaient passé d'un *fundus* à l'autre ; et l'impôt foncier demeurait attaché à la matière imposable, savoir non les paysans, mais les terres mises en valeur par ces paysans.

CHAPITRE IV

APPLICATION DU SYSTÈME AUX DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE TERRES

C'est une distinction fondamentale dans le droit du Bas-Empire que la distinction entre les *vici* de paysans libres et les *vici* de tenanciers, englobés dans les grands domaines (1). Nulle part peut-être elle n'apparaît plus nette que dans le discours de Libanius *sur les patrocinia* : deux catégories de villages, dit Libanius, ont recours à des *patrocinia* pour frauder le fisc ; les uns appartiennent à plusieurs maîtres (p. 501 Reiske), les autres à un maître unique (p. 507). Les villages que Libanius appelle, d'un tour original, les villages de nombreux maîtres, sont, en réalité, ceux où la propriété est divisée, c'est-à-dire les *vici* de paysans libres ; sans doute on aurait pu aussi supposer que ces villages sont découpés entre plusieurs grands propriétaires, mais le contexte montre que les paysans de ces villages ne dépendent d'aucun puissant, sont comme indépendants.

Cette opposition se dessinait dès le Haut-Empire ; les grands domaines commençaient dès lors à jouir d'une sorte de privilège d'exterritorialité (2) ; les *saltus* s'opposaient aux *civitates*. C'est dans le même sens que Constantin distingue les *possessiones* et les *territoria*, c'est-à-dire les grands

(1) Platon, *Démocratie et régime fiscal*, 103.

(2) Sur les origines de cette exterritorialité, Rostowzew, *Studien zur Geschichte des römischen Kolonates*, I Beiheft, *Archiv für Papyrusforschung*, 1910, p. 377 ; — Schulten, *Die römische Grundherrschaften, eine agrarhistorische Untersuchung*, 1896, — suivi par Beaudouin, *Les grands domaines dans l'Empire Romain*, *Nouv. Rev. Hist. de droit*, 1897, 543 sq.

domaines et les territoires des cités : il décide que les charges des terres désertes seront réparties entre ces deux catégories de terres (*C. J. XI*, 58 (59), 1). Une loi de 415 (*Th. XI*, 24, 6) distingue aussi nettement deux sortes de métrocœmies, les unes où les *convicani* paraissent avoir une sorte de responsabilité solidaire, les autres qui ont été données à de grands propriétaires ou à une Eglise. Les premières sont des *vici* libres, elles dépendent immédiatement de l'Etat, et la loi les dit *in publico jure*. Les colons fugitifs peuvent trouver asile soit dans les villages libres soit sur les terres des grands (*ad alios seu vicos seu dominos transierunt*).

A l'époque Byzantine, la distinction entre les domaines et les villages libres deviendra plus nette encore. Les grandes propriétés, *possessionses*, *massae*, *idiostata*, forment alors la catégorie des *homodoula* ; les terres demeurées libres dans les communes forment la catégorie des *homokensa* (1). Grands domaines et communes libres sont des circonscriptions fiscales distinctes. Les charges des terres désertes (*adjectio sterilitum* ou *épibolé*) ne sont plus réparties indifféremment, comme au temps de Constantin, entre les *possessionses* et les *territoria* ; mais les *homodoula* et les *homokensa* forment comme deux masses distinctes entre lesquelles il n'est pas de solidarité.

Les grands propriétaires, acquérant peu à peu des terres dans les communes libres, tendaient à les absorber ; ou bien encore ils les ruinaient et les dépeuplaient en appelant sur leurs terres les *convicani*. Aussi fallut-il que l'Etat protégât les communes libres : la loi de 415, citée plus haut, défend à l'étranger d'acquérir des terres dans les communes libres, défend aux grands propriétaires de donner asile à ceux des *convicani* de la commune libre qui s'enfuient. Cette politique fut reprise à Byzance par les empereurs du x^e siècle : ils luttèrent contre les grands qui envahissaient les communautés de village et essayèrent de les empêcher d'y acquérir des biens. Ce sont apparemment, dans bien

(1) Zachariae von Lingenthal, *Geschichte des griech. römischen Rechts* ³, 229 et 238; — Platon, *Observations sur le droit de protimésis*, l. c. XXIX, 1905, 252. — Sur cette distinction dans l'Egypte Byzantine, Zulueta, *De patrociniis vicorum*, *Orford Studies on social and legal history*, de Vinogradoff, 1, 2, 1909, 74.

des cas, les anciennes communes libres, absorbées par les grands domaines, qui constituent, à l'intérieur des *villae* de la France Carolingienne, les *vici* des tenanciers (1).

§ 1. — LA CAPITATION DES VILLAGES LIBRES.

Plusieurs textes législatifs concernent la perception d'un impôt nommé *capitatio plebeia*. Comment définirons-nous cet impôt ?

Le *plebeius* est, au sens propre, le petit paysan des *vici* libres.

Le *plebeius* s'oppose au *possessor* (2), qui est le grand propriétaire. Ce qui distingue le *possessor*, c'est qu'il paie (outre la *jugatio-capitatio*, comme nous verrons) soit l'*aurum coronarium*, s'il est décurion, soit la *gleba senatoria*, s'il est sénateur. (*Omnes igitur possessores aut inter decuriones coronarium aurum aut inter senatores glebalem praestationem deinceps recognoscant. Th. XII, 13, 2*). L'énumération complète des contribuables qui paient l'*aurum tironicum* comprend le sénateur, l'*honoratus* (le décurion retraité), le *principalis* (le décurion qui est à la tête de l'administration municipale), le simple *decurio*, le *plebeius* (*sive senator, honoratus, principalis, decurio vel plebeius, Th. VII, 13, 7*) : le *plebeius* est donc le très petit propriétaire, celui qui n'a pas le cens nécessaire pour être inscrit parmi les curiales.

Le *plebeius* s'oppose au *colonus*, qui est le fermier des grands domaines. Voici, à cet égard, un texte très net. La fille de la *nutrix* de Sidoine Apollinaire a été enlevée par un colon d'un autre grand propriétaire. Sidoine exige que le ravisseur épouse cette fille, et, de plus, qu'il soit affranchi par son maître : de *tributarius* il deviendra *cliens*, de *colonus* il deviendra *plebeius* ; à cette condition le crime sera séparé (*si reus noster..., mox cliens factus e tributario, plebeiam potius incipiat habere personam quam colo-*

(1) Flach, *Origines de l'ancienne France*, II, 27.

(2) Selon Platon, *Démocratie et régime fiscal*, 78, les *possessores* du Bas-Empire seraient, par opposition aux *domini*, les fermiers des terres d'Etat. Cette interprétation nous paraît inexacte.

nariam, Ep. V, 19). Le *plebeius* n'est donc pas, en principe, le paysan des *vici* englobés dans des *villae*, mais le paysan des *vici* libres.

Nous avons précédemment défini la capitation comme un impôt foncier. Nous définirons donc la *capitatio plebeia* comme l'impôt foncier que paient les petits paysans des *vici* libres, tous les propriétaires qui ne sont ni curiales ni sénateurs.

Pour confirmer cette définition, il nous faut donner une explication d'une loi difficile de 343 (*Th.* XII, 1, 36), de laquelle on pourrait conclure que les curiales eux-mêmes peuvent être soumis à l'impôt de la *capitatio plebeia*. Par cette loi Constance décide que ceux qui auront obtenu par l'intrigue des titres d'*ex comitibus* et d'*ex praesidibus* subiront tous les *onera civilia*, et ajoute : *Plebeiam quoque sustineant capitationem*. Les intrigants que vise la loi de Constance ne sont pas des *plebei*, mais, selon toute vraisemblance, des curiales ; aussi bien la loi a-t-elle été rangée au code dans le titre de *decurionibus*. Il y avait entre les décurions une hiérarchie et un avancement régulier : de degré en degré on arrivait, en suivant la filière, au titre de *principalis*. (*Qui ad sacerdotium provinciae et principalis honorem, gradatim et per ordinem muneribus expeditis... et labore percreverint...* *Th.* XII, 1, 75, an 371). Puis le *principalis* devenait *ex praeside*, titre dont Constantin décorait déjà les décurions (*Th.* XII, 1, 4, an 317), ou *ex comite* (*Th.* XII, 1, 75) ; il entraît dans la catégorie des *honorati*. La loi de Constance est dirigée contre les curiales qui veulent passer d'emblée parmi les *honorati*.

La phrase « *plebeiam quoque sustineant capitationem* » peut se comprendre de deux manières : ou bien le curiale intrigant subit, en manière de châtiment, outre les charges de son ordre, celles qui sont propres aux *plebei*, et par suite il est inscrit au cens et compte pour un *caput* ; — ou bien, et c'est notre opinion, la loi se borne à préciser que, parmi les charges des curiales auxquelles seront soumis les *ex praesidibus* et *ex comitibus*, il y aura même celles qui ont trait à la *capitatio plebeia*, c'est-à-dire l'obligation de percevoir la *capitatio plebeia*. Lever la *capitatio plebeia* est en effet une des charges des curiales. (*Prototypias et exac-*

tiones in capitatione plebeia curialium munera et quidem inferiora esse minime dubitatur, Th. XI, 23, an 362.) C'est même une des charges les moins honorifiques, et par conséquent celle à laquelle les *honorati* comptaient surtout échapper ; on comprend donc que la loi de 343 ait jugé nécessaire de préciser qu'ils n'échapperaient même pas à cette charge. De ces deux explications aucune n'infirme la définition que nous avons proposée de la *capitatio plebeia*.

Assurément, si les curiales étaient dégradés, s'ils se ruinaient, si même ils demandaient à sortir de leur ordre, ils passaient dans la classe des *plebeii* et payaient la *capitatio plebeia*. Aucune loi des codes romains ne fournit d'exemple de ce cas, mais nous possédons un exemple très net du temps des Goths. Cassiodore nous a conservé les termes d'une décision d'après laquelle des curiales rayés de l'album de la curie doivent passer dans la catégorie des *possessores* (il est évident que ce terme est ici synonyme de l'ancien terme officiel romain de *plebeii*) ; ils supporteront, malgré leur origine, les ennuis que jusqu'alors ils infligeaient aux autres ; on leur fera payer les impôts habituels. (*Proinde in possessorum numero potius collocentur passuri nihilominus molestias quas ipsi aliis ingerebant. Ad tributa enim solita turbabuntur*. Cassiod. Var. IX, 4.) De ce texte on a conclu (1), à tort selon nous, que les curiales ne payaient pas l'impôt foncier ; il faut conclure seulement qu'ils ne payaient pas, à moins d'être versés dans la catégorie des *plebeii*, la *capitatio plebeia*, qu'ils ont la charge de percevoir.

Le texte de Cassiodore vise donc, selon nous, un cas différent de celui de la loi de 343 que nous avons commentée d'abord. En 343 il ne s'agit pas de décurions rayés de l'album de la curie et versés dans la classe des *plebeii*, obligés par suite à payer la *capitatio plebeia* ; il s'agit de décurions qui voudraient passer dans la catégorie des *honorati*, mais qui sont retenus dans la classe des curiales, et obligés par suite à percevoir la *capitatio plebeia*.

Comment était perçue la *capitatio plebeia* ? La *capitatio*

(1) Thibault, *Impôt direct dans les royaumes des Ostrogoths, des Wisigoths et des Burgondes*, *Nouv. Rev. Hist. de droit*, XXV, 1901, 715.

plebeia est la capitation normale, dont nous avons antérieurement défini le principe, mais appliquée aux *plebei*, c'est-à-dire aux paysans des *vici* libres. Nous avons dit que la capitation exigeait une *adscriptio censibus*; donc les contribuables *plebei* doivent être *adscripti*. Cette conclusion théorique se trouve confirmée par les lois déjà étudiées qui nous ont enseigné que le paysan libre qui s'engage dans l'armée comme volontaire obtient l'immunité de son *caput* et des *capita* de ses proches. Donc on inscrivait les *plebei* sur le registre des *capita*, et chaque famille comptait, selon sa fortune, pour un nombre plus ou moins considérable de *capita*; on obtenait ce nombre en inscrivant, outre le maître de la maison, les personnes de sa famille, même les femmes, les fermiers, et même, comme nous verrons, les esclaves. N'y avait-il pas des règles qui interdisaient d'inscrire au cens certaines personnes? Assurément: nous avons vu qu'il y avait une limite d'âge, puisque ceux qui n'ont pas la majorité fiscale forment la catégorie des *accrescentes*; nous avons vu aussi qu'on tenait compte de la santé, « *quoniam imbecilli et debiles censibus non dedicantur* ». Enfin deux importantes lois de Valentinien (datant du long séjour qu'il fit dans les Gaules pour travailler à la mise en état des fortifications, lois qui, par suite, comme on verra tout à l'heure, visent spécialement les conditions Gauloises) accordent l'immunité de la *capitatio plebeia* (*Th.* XIII, 10, 4) ou, autrement dit, de l'*exactio plebis* (*Th.* XIII, 10, 6) à certaines catégories de personnes, les vierges consacrées, les veuves âgées, les orphelins, les filles non mariées. Car c'est toujours sur les faibles que le système arbitraire de la capitation menaçait de peser le plus durement.

En fait, les immunités décrétées par Valentinien ne furent pas respectées. A juger d'après les invectives de Salvien (*de gubernatione dei*, V, 4, 17), les *principales* faisaient inscrire au cens et soumettaient à la *capitatio plebeia* même la veuve et l'orphelin: « *Quis ergo, ut dixi, locus est ubi non a principalibus civitatum viduarum et pupillorum viscera devorentur et cum his ferme sanctorum omnium?* »

Dans un village de paysans libres, nous avons vu qu'il se trouvait des paysans *incensiti*. La clé du système de la *jugatio-capitatio* nous a été livrée précisément par cette

observation : on n'inscrit pas au cens tous les paysans des villages, mais seulement un chiffre de paysans (*capita*) proportionné à l'étendue des terres cultivées ; et cette étendue cultivée a d'abord été évaluée en *juga*. Comment procédait-on au juste pour établir une correspondance entre les *juga* et les *capita* ? Aucune loi ne permet, je crois, de proposer une solution ferme de ce problème. Le fait expressément attesté, par exemple pour la Gaule, est que l'*adscriptio* des *capita* ne dépendait pas uniquement du chiffre de la population rurale, mais bien d'une certaine relation qu'on avait constatée entre cette population et l'étendue des champs, c'est-à-dire, en dernière analyse, qu'elle dépendait d'un calcul objectif de *juga*. — D'ailleurs il est vraisemblable que l'Etat laissait aux communes, pour opérer la répartition, un certain arbitraire. Du point de vue de l'Etat, peut-être n'y avait-il que des *juga terrena*, et peut-être les communes étaient-elles chargées de trouver elles-mêmes les *capita* correspondants. Enfin même cette autonomie des communes devait être plus ou moins grande selon les régions de l'Empire. En Russie, l'Etat laissait aux communes le soin de répartir la capitation en tenant compte des facultés de chacun ; il se contentait de fixer en bloc, par un dénombrement des âmes, le chiffre des unités imposables. Le système du Bas-Empire est un peu différent et moins grossier, mais, en pratique, l'Empire ne devait guère intervenir davantage dans le détail des répartitions à l'intérieur des communes (1).

Au résumé, dans les *vici* de paysans libres, chaque famille compte pour un nombre de *capita* proportionné à sa fortune ; un paysan sans terres ne compte pas pour un *caput* ; le nombre total des *capita* imposables du *vicus* est déterminé par l'Etat d'après une estimation objective de la valeur des terres cultivées par ce *vicus*, c'est-à-dire pratiquement d'après un dénombrement des *juga*. Ainsi tout *plebeius* aisé compte nécessairement pour un *caput* ; il est *adscriptus censibus* ; c'est le fait de l'*adscriptio* qui détermine quels contribuables paieront la *capitatio plebeia*.

(1) Sur le travail de la confection des rôles, Thibault, *Impôts directs sous le Bas-Empire Romain*, p. 58 du tirage à part.

§ 2. — LA *jugatio-capitatio* DES GRANDS DOMAINES.

Selon M. Thibault, l'impôt foncier de jugation ou de capitation ne frappe que les terres plébéiennes. Les terres des curiales et celles des clarissimes ne paient point la *jugatio-capitatio*, mais elles paient l'impôt foncier sous d'autres formes et d'autres noms. Il n'y a, selon cet auteur, au Bas-Empire, que des impôts de classe : la *jugatio-capitatio* pour les plébéiens, l'*aurum coronarium* pour les curiales, la *gleba senatoria* pour les clarissimes.

La thèse que nous voulons démontrer (1), c'est, au contraire, que la *jugatio-capitatio* est l'impôt foncier fondamental, auquel sont soumises toutes les terres de l'Empire, et auquel se superposent, pour les grands propriétaires, des impôts de classe. Ce qui caractérise la classe plébéienne, ce n'est point qu'elle paie l'impôt de capitation, c'est qu'elle ne paie point d'autre impôt superposé à cette capitation.

Pour éviter, au cours de la discussion, toute équivoque, nous devons encore clairement préciser la distinction suivante. Nous ne disons point que les curiales et les clarissimes comptaient chacun personnellement pour un *caput*, nous ne disons point qu'ils étaient *adscripti censibus*, eux et leur famille ; en ce sens nous reconnaissons évidemment qu'ils ne payaient point la *capitatio plebeia*. Mais nous disons que leurs terres étaient soumises à l'impôt de *jugatio-capitatio* : pour la partie qu'ils exploitaient eux-mêmes ou par leurs *procuratores* en faire-valoir direct, et qui devait être directement évaluée en *juga*, ils payaient l'impôt de *jugatio*; pour la partie qu'ils divisaient en petites tenures, leurs fermiers comptaient pour des *capita*, au même titre que les

(1) Nous l'avons défendue déjà dans un article des *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, XXVII, 1907, 125, *Impôt foncier des clarissimes et des curiales au Bas-Empire Romain*, — auquel M. Thibault a répliqué avec vivacité, mais sans nouvel argument, par son article : *Les clarissimes et la capitatio ou jugatio au Bas-Empire*, *Vierteljahrschr. für Sozial und Wirtschaftsgeschichte*, IX, 1911, 395. — La thèse que nous soutenons s'accorde avec celle de M. Lécrivain, *Sénat Romain après Dioclétien*, 80. — De la solution de ce problème dépend aussi la solution d'un autre problème capital, le problème de savoir quelle est l'origine de l'immunité laïque au Moyen Age.

paysans des *vici* libres, et, comme ceux-ci, étaient *adscripti censibus* (1). En d'autres termes, les terres des grands propriétaires, même des clarissimes, supportent l'impôt foncier, fixé selon les mêmes méthodes que dans les *vici* de paysans libres. En principe, les *vici* qui se sont créés sur les grands domaines ou qui ont été absorbés par eux ne sont nullement favorisés en comparaison des *vici* demeurés indépendants.

Les principaux arguments que nous invoquons à l'appui de notre thèse sont les suivants :

1° Profitant de ce que les méthodes de répartition sont grossières, les grands propriétaires se déchargent sur les pauvres de leur part d'impôt. Cette fraude est attestée au IV^e siècle par Constantin : les *potentiores* s'entendent avec les *tabularii* des cités pour rejeter leur impôt sur les humbles (*quoniam tabularii civitatum, per collusionem, potentiorum sarcinam ad inferiores transferunt*, Th. XIII, 10, 1) ; elle est attestée au V^e siècle par Salvien (*de gubern. dei*, V, 7, 28) : *Illud indignius et poenalius quod omnium onus non omnes sustinent, immo quod pauperculos homines tributa divitum premunt, et infirmiores ferunt sarcinas fortiorum*). Or cette fraude n'est possible évidemment que si, entre les pauvres et les riches, on répartit le même impôt foncier ; et ce n'est point par le bénéfice de la loi, c'est contre la loi que les riches réussissent à ne point payer leur part d'impôt (2).

2° Assurément les riches jouissaient de privilèges, et, par

(1) La distinction entre la partie du domaine cultivée par le maître (*idiosporoumené*) et la partie affermée est très nette dans un papyrus du début du IV^e siècle, *Flor.* 64, revu par Wilcken, *Archiv für Papyrusforschung*, IV, 449.

(2) A cet argument M. Thibault répond que les *potentiores* de la loi Th. XIII, 10, 1 ne sont pas nécessairement des clarissimes. Il nous paraît que le rapprochement du texte de Salvien prouve suffisamment que les *potentiores*, *divites*, *fortiores*, qui rejettent leurs taxes sur les pauvres, ne sont pas eux-mêmes des *plebei*. D'ailleurs on ne s'étonnera point de voir intervenir le *tabularius* de la cité dans la répartition des impôts entre les *plebei* et les grands domaines : jusqu'au milieu du IV^e siècle, ce sont les curiales qui levèrent la *capitatio* des grands domaines aussi bien que la *capitatio plebeia*, et les registres de l'impôt étaient tenus par les *tabularii* (Th. XI, 1, 2, et XI, 7, 1, an 315).

exemple, les membres des *scrinia* sont dispensés par Honorius de payer les impôts additionnels (*superindicta*). Il s'agit de personnages qui ont rang de clarissimes, puisque, parmi leurs autres privilèges, figure la dispense de payer l'*aurum glebale*, qui est la taxe des sénateurs. Or la loi précise qu'ils devront continuer à payer cependant le principal de l'impôt foncier (*solumque canonicae indictionis praestent tributum*, *Th.* VI, 26, 14) (1).

3° Si le grand propriétaire afferme ses terres, ses colons seront, d'après notre thèse, *adscripti censibus*, comme les paysans des *vici* libres, et l'Etat s'adressera directement à eux pour le paiement de l'impôt. Mais, si ces colons s'enfuient, comme la terre, même appartenant à des clarissimes, ne peut demeurer franche d'impôts, c'est au propriétaire clarissime que l'Etat s'adressera. « Nous avons appris, écrivent les empereurs aux sénateurs, qu'on vous réclame les taxes de colons qui ont fui » (*Th.* XI, 1, 7, an 361); et ils ne prohibent pas cette pratique, mais ils la réglementent (2).

4° Honorius décide, en 408, que les *juga* Italiens, qu'il aura dispensés d'acquitter la *functio annonaria*, ne paieront pas non plus la *glebalis pensio* (*Th.* XI, 28, 4). La *functio annonaria* doit se définir comme l'impôt en nature que devaient les *juga* ou *capita*, et elle formait le principal de l'impôt foncier de *jugatio-capitatio* (3). La *glebalis pensio* est l'impôt propre aux terres des clarissimes. Ainsi cette loi nous paraît prouver que les terres sénatoriales supportent deux impôts superposés, la *jugatio-capitatio* et la *gleba*.

(1) M. Thibault répond que le *canon* est la rente due par les terres d'Etat dont les clarissimes sont fermiers. Mais *canon* désigne aussi l'impôt normal (Piganiol, *art. cit.*, 130), et, dans le contexte, les termes *indictio* et *tributum* rendent ce sens préférable.

(2) Sur l'interprétation très délicate de cette loi, cf. *infra*, p. 46.

(3) Il est arrivé trop souvent que l'annone a été considérée par les savants comme un impôt qui s'ajoute à la capitation. Notre interprétation s'appuie en particulier sur la loi de Julien, *Th.* XI, 12, 2 : Quiconque est exempté de l'impôt de capitation sera dispensé, dit Julien, non seulement de l'annone, mais des autres prestations et redevances (*Omnes omnino, quicumque capitationis indulgentiam immunitatemque meruerunt, non solum ex annonario titulo, verum etiam ex speciebus ceteris atque largitionibus excepti sunt immunesque erunt.*)

La décision d'Honorius est équitable puisque, si une terre était reconnue trop pauvre pour payer l'impôt foncier fondamental, il suivait nécessairement qu'elle n'était pas bonne non plus pour payer l'impôt foncier propre aux clarissimes, qui est superposé à la *jugatio-capitatio*.

5° Un riche propriétaire clarissime, Sidoine Apollinaire, supplie l'empereur Majorien de rayer de sa cote d'impôt trois *capita*.

Geryones nos esse puta monstrumque tributum :

Hic capita ut vivam tu mihi tolle tria.

Carm. XIII, 19-20 (1).

6° Sur le cadastre de Tralles figure un curiale, Tatianus, dont les biens sont évalués en *juga* et en *capita* (2). Les terres des curiales, comme celles des clarissimes, payaient donc l'impôt de *jugatio-capitatio*.

Les arguments principaux qu'on invoque en faveur de la thèse que nous combattons sont les suivants :

1° Il est invraisemblable que les terres des clarissimes aient pu supporter la *jugatio-capitatio* outre leurs charges si lourdes, *gleba senatoria*, *aurum oblatitium*, argent des jeux. — A cette objection on répondra : d'une part, que les revenus des clarissimes, dont les terres étaient dispersées à travers tout l'Empire pouvaient suffire à tant de dépenses, — d'autre part, que ces dépenses étaient effectivement si lourdes que les *palatini* des bureaux des finances obtinrent comme un privilège de déposer le titre et les obligations de clarissimes (3), et qu'il fallut enfin, au milieu du v^e siècle,

(1) Pour expliquer ce texte, qui paraît ruiner sa thèse, M. Thibault a supposé (*art. cit.*, 400) que l'impôt dont il y est question et qui se paie par *capita* n'est pas la capitation normale, mais une contribution de guerre infligée par Majorien à Lyon rebelle. L'hypothèse n'est-elle pas gratuite ? La comparaison entre l'impôt foncier et une hydre à mille têtes devait être un lieu commun du Bas-Empire ; elle se trouve chez Basile (ep. 285, Migne, *Patrol. Grecque*, XXXII, 1021). Selon M. Thibault, l'exemption de trois *capita* serait dérisoire pour un clarissime ; mais nous savons que, dès le iv^e siècle, le *caput* Gaulois était écrasé d'impôts.

(2) *Bull. Corr. Hell.*, IV, 1880, 336, l. 14 sq.

(3) *Th.* VI, 2, 15, an 428.

abolir et l'obligation de la préture, c'est-à-dire des jeux, et la *gleba*.

2° Lorsque les sénateurs furent obligés de payer la rançon exigée par Alaric, il fallut procéder à un inventaire hâtif de leurs biens (Zosime, V, 41). C'est donc, conclut M. Thibault, que les sénateurs ne figuraient pas aux registres de l'impôt foncier, et que l'Etat, par suite, ignorait leur fortune. — A cette objection on répondra que l'Etat exigeait de tout nouveau sénateur une déclaration détaillée de ses biens (*Th.* VI, 2, 13) et qu'il la vérifiait (*Th.* VI, 2, 17) ; — d'autre part, que les fortunes des clarissimes étaient dispersées entre plusieurs cités ou même plusieurs provinces, et par suite que l'indication de leurs contributions figurait sur de nombreux rôles et ne formait pas un article unique. Ainsi, pour reconstituer la fortune d'un clarissime, il fallait et posséder la liste complète de ses terres et rechercher dans les rôles des diverses provinces à combien de *juga* chaque terre était évaluée.

3° Salvien dit expressément que les riches votent les impôts des pauvres, mais qu'eux-mêmes ne les paient pas : *Decernunt potentes quod solvant pauperes* (*De gubern. dei.* V, 7, 30). — Examinons de plus près ce texte qui semble décisif. Il arrive, dit Salvien, que les riches eux-mêmes font décréter des impôts additionnels (*adjectiones tributariae*, dit Salvien ; ce sont les *superindicta* des Codes). Mais aussitôt il prévoit une objection : *Sed dicis : cum ipsorum maximus census sit et ipsorum maximae pensiones, quomodo id fieri potest, ut ipsi augere debitum velint ?* (*l. c.* V, 7, 29). Comment les riches peuvent-ils être partisans d'impôts additionnels, alors que, leur cote étant la plus forte, ils doivent logiquement en supporter la plus lourde part ? Or c'est précisément l'objection qu'on devait faire à Salvien si notre thèse est juste, c'est-à-dire si les riches supportent les mêmes impôts que les pauvres. La réponse de Salvien n'en détruit pas la portée : les riches, dit-il, ne paient pas les *superindicta*; *nam et ideo augent, quia non sibi augent* ; et ils ne les paient pas soit, comme on a vu plus haut, en vertu de privilèges légaux (*Th.* VI, 26, 14), soit en se réservant le contrôle de la répartition (1). Leur intérêt était même, comme on voit, de réduire

(1) Aux plaintes de Salvien (*O facinus indignum, duo aut tres statuunt quod multos necet, de gubern. dei.* V, 8, 33) font curieu-

autant que possible le principal de l'impôt, puisque, comme le dit Salvien, ils le payaient, et de multiplier les impôts additionnels, auxquels ils échappaient.

Pour toutes ces raisons, nous tenons pour assuré que les terres des curiales et des clarissimes étaient soumises à l'impôt de *jugatio-capitatio*. En pratique cependant, nous devons accorder que les grands propriétaires ne payaient pas leur juste part d'impôt (1). Par la corruption ils faussaient la répartition. Puis l'Etat se heurtait à la résistance de leurs régisseurs ; il arrivait que ceux-ci n'obéissaient même pas aux ordres de leurs maîtres, et de cette mauvaise volonté Symmaque, par exemple, s'alarme et s'irrite (V, 87) ; contre les *procuratores* des puissants Honorius sévit en 404 (*Th.* VII, 5, 2), en 408 (*Th.* I, 7, 7), et Majorien, de nouveau, en 458 (*Nov.* II, 1, 4). Enfin d'autres abus résultaient de ce que les grands prétendaient ne pas payer l'impôt de leurs terres dans chacune des circonscriptions fiscales où leurs domaines se dispersaient, mais le payer en bloc où il leur plaisait. Les empereurs avaient essayé de combattre cet abus en 346 (*Th.* XI, 22, 1), en 385 (*Jugatio omnis ubi est antiquitus adscripta permaneat, ib.* 2) ; ils capitulèrent en 387 (*ib.* 3). Or, par le fait de cette *translatio jugorum*, le contrôle des impôts payés par les grands était rendu très difficile. Les terres des grands se trouvèrent donc sûrement favorisées, et le mal s'aggrava sous les barbares. Cassiodore signale que les impôts des riches, comme sous Constantin, comme du temps de Salvien, retombent sur les pauvres, — qu'on ne réclame aux maisons sénatoriales que des redevances modiques (*exiguæ illationes*) et que cependant elles s'y soustraient (*Var.* II, 24) (2).

*
* *

sement écho les plaintes de telle paroisse de Guyenne au XVIII^e siècle contre les « taillables riches qui s'arrogent le droit de faire le sort des malheureux opprimés » (Marion, *Impôt sur le revenu au XVIII^e siècle*, 67).

(1) Sur les excès commis par les *potentes* au IV^e siècle, H. Monnier, *Etudes de droit Byzantin, Méditation sur la constitution Hekaterôï et le jus poenitendi*, *Nouv. Rev. Hist. de droit*, XXIV, 1900, 62.

(2) M. Thibault a utilisé ce texte dans l'intérêt de sa thèse. *Impôt direct dans les royaumes des Ostrogoths, des Wisigoths*

Ne considérons plus ces abus, mais seulement la pratique légale. Comment était levé l'impôt de *jugatio-capitatio* des grands domaines ? On obtient une solution simple de ce problème si l'on consent à étudier séparément la partie du domaine que le grand propriétaire afferme à des colons et celle qu'il exploite directement.

La partie que le maître exploite directement est mise en valeur soit par les corvées gratuites des colons, soit par la main-d'œuvre servile. Il est clair que la valeur imposable de cette partie du domaine ne pourra pas être évaluée en *capita* ; aucun paysan n'y réside à demeure ; elle sera nécessairement évaluée en *juga*, d'après une *formula* telle que celle du livre de droit Syrien. Dans les textes législatifs qui concernent l'impôt des grands domaines, le terme de *jugatio* est employé de préférence à celui de *capitatio* ; dans la même loi (*Th.* VII, 13, 7) où il est question des *capita* des paysans qui entrent au service, l'impôt des grands domaines est désigné du terme de *jugatio* ; — la loi défend aux propriétaires de transférer dans une autre cité l'impôt de leurs *juga* (*Th.* XI, 22, 1) ; — l'Eglise, grande propriétaire, demande l'immunité de ses *juga* (*Th.* XVI, 2, 15). Au contraire, le terme de *jugatio* n'est jamais employé pour désigner l'impôt des *plebei*.

La partie que le maître afferme à des colons, où d'anciens *vici* libres peuvent se trouver absorbés, paie l'impôt de *capitatio* dans les mêmes conditions que les *vici* demeurés libres. D'une part, les colons sont inscrits au cens, *adscripti censibus*, et chaque famille de colons compte pour un nombre différent de *capita* selon sa richesse ; d'autre part, le nombre total des *capita* inscrits est déterminé objectivement par la valeur des terres que les colons occupent.

Ainsi les colons paient l'impôt de capitation dans les mêmes conditions que les *plebei*, le maître paie l'impôt de *jugatio* pour les terres qu'il fait valoir lui-même. Ou bien encore, si l'on veut, la valeur totale du domaine étant estimée en

et des Burgondes, Nouv. Rev. Hist. de droit, XXV, 1901, 712. Puisque les maisons sénatoriales ne payaient que des sommes si faibles, dit cet auteur, c'est que tous les biens des clarissimes ne sont pas en droit soumis à l'impôt. Selon nous, au contraire, c'est que les clarissimes ne respectent pas la loi.

juga, seuls les *juga* exploités par des colons sont incorporés à des *capita*. Aucune autre solution ne peut expliquer, croyons-nous, que l'on trouve à l'intérieur des grands domaines, d'après les cadastres de Tralles et d'Astypalée, simultanément des *juga* et des *capita*.

Dans quelle mesure le grand propriétaire était-il responsable de l'impôt de ses fermiers ?

En principe, sous le Haut-Empire, c'est le fermier qui paie l'impôt foncier. C'est en ce sens qu'il faut interpréter, selon nous, le texte suivant du Digeste (L, 15, 4) : « *Si quis inquilinum vel colonum non fuerit professus, vinculis censualibus tenetur* ». Si un propriétaire n'a pas déclaré son *inquilinus* ou son colon, c'est lui qui est responsable de l'impôt (1). La même règle dut demeurer en vigueur au IV^e siècle, puisque l'on ne s'adressait directement aux propriétaires que lorsque les colons avaient fui (*Th.* XI, 1, 7, an 361).

Une très grave innovation apparut peu après 370. Les grands propriétaires furent chargés de lever l'impôt de leurs colons, soit directement, soit par leurs intendants. Désormais ils servaient d'intermédiaires entre les fermiers et l'Etat. La loi ne valait pas pour les fermiers qui, outre leur tenure, possédaient en pleine propriété des terres dans les *vici* libres, « qui, inscrits au lieu de leur propriété, figurent en nom propre au papier censier » (*quibus terrarum erit quantulacumque possessio, qui in suis conscripti locis proprio nomine libris censualibus detinentur*, *Th.* XI, 1, 14) ; le percepteur continuait à s'adresser directement à ces fermiers propriétaires.

Il ne paraît pas que cette loi ait été appliquée rigoureusement. Au temps de Justinien, la coutume demeurait que le

(1) C'est ainsi que dans l'Ancien Régime Français, il arrive que le propriétaire noble qui n'a pas affermé ses terres à des taillables, est taxé lui-même sous la rubrique *faute de donner colon* (Marion, *Impôt sur le revenu au XVIII^e siècle*, p. 11). — Dans le cadastre de Tralles, seuls les *juga* sont additionnés entre eux ; on ne porte au compte du maître que le total des *juga* de toutes les parcelles qu'il possède ; mais les *capita*, qui représentent, selon nous, l'impôt des colons, ne sont pas compris dans ce total. — Nous ne comprenons pas comment, dans le texte du Digeste que nous invoquons, M. Seeck a pu reconnaître ces *vincula censualia* comme l'origine du colonat (*Geschichte des Untergangs der antiken Welt*, I, 529).

fermier payât directement ses impôts à l'Etat. Plus rarement, le propriétaire recevait du colon une somme dont il reversait une partie à l'Etat et dont l'autre part représentait le fermage ou *canon* (*C. J.* XI, 48, 20, an 529). Cette pratique était grave en ceci qu'elle tendait à entraîner une confusion entre la part de l'Etat, la capitation, et la part du maître.

Une autre innovation, qui ne devait pas être de portée moindre, apparut en 361. Non seulement les propriétaires clarissimes furent déclarés responsables de l'impôt de leurs colons, mais encore ils furent tous déclarés solidairement responsables pour les colons les uns des autres. Ainsi faut-il interpréter, selon nous, la très difficile loi (*Th.* XI, 1, 7) : *Comperitum est pro colonis profugis ad exsolvenda vos fiscalia conveniri; jubemus igitur, si nihil ex eorumdem terris senatorum quemquam possidere constiterit, ut nulla cuiquam pensitandi pro his qui aufugerint necessitas imponatur.* Les empereurs ont appris qu'on réclame aux sénateurs l'impôt de colons fugitifs; ils décident que les sénateurs ne le paieront pas, si aucune parcelle des terres de ces colons n'appartient à aucun sénateur. Des termes de cette loi résulte strictement que les terres sénatoriales forment une masse commune, et que les sénateurs sont responsables collectivement pour leurs colons fugitifs, ou, ce qui revient au même, pour leurs terres abandonnées (1). Cette conclusion nous paraît confirmée par la loi *Th.* XI, 23, 1, promulguée le même jour que la loi précédente, et qui décide que la charge de la *protostasia* frappera les terres sénatoriales seules, et qu'on ne devra dans aucun cas joindre aux terres sénatoriales des *juga* ou des *capita* d'autres terres. L'une et l'autre de ces lois confirment l'exterritorialité des grands domaines; elles annoncent la distinction Byzantine entre les *homodoula* ou grands domaines et les *homokensa* ou villages libres;

(1) Une explication très différente est fournie par M. Thibault (*Impôt des clarissimes*, l. c. 398) : « Si un clarissime recueille des esclaves fugitifs, mais ne prend pas les terres que ceux-ci ont abandonnées, il ne doit rien payer au fisc en raison de cette augmentation de ses ouvriers agricoles. » Cette explication subtile n'est pas inconciliable avec la lettre du texte (à condition de remplacer *esclaves* par *colons*); toutefois l'idée que les sénateurs auraient *recueilli* des fugitifs n'est suggérée par aucun mot du texte.

et la loi *Th.* XI, 1, 7 inaugure la pratique Byzantine de répartir les impôts des terres désertes non point entre toutes les autres terres, mais entre les terres de la catégorie à laquelle elles appartenaient, c'est-à-dire soit entre *homodoula*, soit entre *homokensa*.

La condition des grands propriétaires clarissimes au regard de l'impôt sera plus clairement comprise si on la compare à celle des propriétaires nobles de l'Ancien Régime français (1). Le clarissime paie l'impôt par l'intermédiaire de ses colons *adscripti censibus* ; il n'est tenu directement que pour la partie de ses terres qu'il n'affirme pas. De même les nobles « sont tenus de bailler à ferme [leurs terres labourables] à des gens taillables, sous peine d'être taxés eux-mêmes sous la rubrique *faute de donner colon*. » — Donc le clarissime ne compte pas directement pour un *caput*, mais ses fermiers comptent pour des *capita*, et ainsi il paie indirectement l'impôt. Pour la même raison, sous l'Ancien Régime, certains auteurs affirmaient que l'effet des privilèges était peu sensible « parce que les privilégiés affermaient presque tous leurs biens et que par conséquent ils payaient indirectement, mais réellement, la taille sous le nom de leurs fermiers ». — Les clarissimes obtinrent le privilège de payer la somme totale de leurs impôts en un seul lieu. Ce privilège correspond à ce que fut sous l'Ancien Régime la coutume du *feu viif*, c'est-à-dire le droit concédé aux taillables de se faire cotiser à la taille non dans la localité où sont leurs immeubles, mais dans celle où ils ont leur domicile réel, — ce qui revenait souvent à leur concéder l'immunité. — La condition des nobles était d'ailleurs très supérieure à celle des clarissimes : ils jouissaient de la franchise légale d'un certain nombre de *charrues*, tandis que les clarissimes, en principe, devaient payer l'impôt de tous leurs *juga*. De plus, le grand propriétaire non noble de l'Ancien Régime payait, outre la *taille d'exploitation* versée par ses fermiers, une *taille de propriété* qui frappait précisément le revenu qu'il tirait de ses fermages ; le noble ne payait pas la *taille de propriété*. Au contraire, les terres des clarissimes supportaient, outre la capitation payée par le fermier, la

(1) Marion, *Impôt sur le revenu au XVIII^e siècle*, 11 sq.

gleba payée par le maître et dont la définition la plus exacte serait précisément celle d'une *taille de propriété*. Enfin nous avons vu que, par la faveur ou l'intimidation, les clarissimes réussissaient à ne point payer d'impôts, et Cassiodore signalait la modicité de leurs versements, *exiguæ illationes*; de même le contrôleur général Orry nous apprend que le seigneur employait « toutes sortes de voies, caresses, menaces, pour obliger les collecteurs à ne taxer ses fermiers qu'à des sommes infiniment modiques » (1).

§ 3. — *Patrocinia vicorum*.

Pourquoi les paysans se faisaient-ils les clients des puissants ? Quelle est l'origine de ces *patrocinia*, que nous ont décrits et les lois du Théodosien et un discours fameux de Libanius ? Dans quelle mesure l'organisation fiscale peut-elle les expliquer ?

Elle les explique très directement, selon M. Thibault (2). Les terres des grands n'étant pas soumises à l'impôt de capitation, les pauvres se plaçaient sous le patronage des grands pour jouir de ce privilège : ils transféraient leur propriété au puissant et ne la possédaient plus qu'à titre précaire. L'origine des *patrocinia* est donc une simple fraude fiscale.

Cette explication ne vaut point pour nous, puisque nous n'admettons pas que les terres des grands aient été exemptes de l'impôt de capitation. Si d'ailleurs on lit le discours de Libanius sur les patronages, on voit que les paysans qui recoururent aux *patrocinia* sont, d'une part, les paysans des villages partagés entre nombreux propriétaires, c'est-à-dire les paysans des *vici* libres, d'autre part, les paysans des *vici* englobés dans les grands domaines, des *vici* qui ont un maître unique. Ainsi les paysans recouraient à des patrons contre le grand propriétaire de qui leur village dépendait, et Libanius insiste précisément sur ce fait que, s'ils avaient besoin de protecteur, c'est à leur maître qu'ils auraient dû

(1) Marion, *Impôt sur le revenu*, 6.

(2) *Patrocinia vicorum*, in *Vierteljahrschrift für Sozial u. Wirtsch. Ges.* II, 1904, 413.

recourir, et non à un patron étranger. Ce fait seul parlerait suffisamment contre l'hypothèse de M. Thibault.

L'explication proposée par M. Zulueta (1) nous paraît se heurter à la même objection. Les paysans, selon cet auteur, recouraient aux *patrocinia* pour se dégager de la responsabilité collective à laquelle ils étaient enchaînés dans leurs villages. Mais alors nous ne comprenons pas pourquoi même les paysans des domaines — dont les impôts étaient garantis non par une responsabilité solidaire des paysans, mais par une responsabilité éminente du *dominus* — recouraient, comme les *vici* libres, aux *patrocinia*.

Selon nous, les paysans se déclarent les clients de celui qui, par son influence ou par sa puissance redoutable, peut rendre plus léger pour eux le fardeau de l'impôt. Deux cas de *patrocinia* nous paraissent à distinguer :

1° le paysan libre trouve avantageux de devenir le colon d'un puissant, parce que les terres des puissants étaient, en fait, sinon en droit, moins grevées que les autres. Passer de la communauté des paysans libres dans le grand domaine était interdit par l'Etat. Pour y réussir, le paysan libre faisait parfois abandon de ses biens (Salv. *de gubern. dei*, V, 8, 43), s'enfuyait du village, obtenait une terre sur un domaine. Ou bien encore entre le paysan libre et le grand propriétaire un contrat intervenait (*C. J.* XI, 54, 1, an 468, *sub praetextu donationis vel venditionis seu conductionis aut cujuscumque alterius contractus*). Un contrat de ce genre est décrit, mais en termes amphigouriques, par Salvien (*l. c.* V, 8, 39) : *Venditor nihil tradit et totum accipit. Emptor nihil accipit et totum protinus amittit*. Le paysan achète au grand sa protection, et le texte de Salvien donnerait même à croire qu'il y avait précisément des lettres de patronage, comme il s'en rencontrera aux temps barbares ; et le prix dont il paie cette protection, c'est sa propriété presque entière (*defensoribus suis omnem fere substantiam suam priusquam defendantur addicunt, ib.*) ; il la garde pourtant en précaire sa vie durant, mais le grand propriétaire pourra,

(1) *De patrocinii vicorum, a commentary on Th. XI, 24 and C. J. XI, 54, (Oxford Studies on social and legal history, dirigés par Vinogradoff, I, 2, 1909).*

après sa mort, en expulser son fils (*ib.* 40). Salvien ne dit pas quel avantage le paysan attendait de ce contrat; il insiste sur le fait que lui-même et plus tard son fils devaient continuer à payer la capitation : *cum possessio ab his recesserit, capitatio non recedit* (*ib.* 41). Nous concluons que le paysan, même en devenant colon, ne cessait point de payer la capitation, mais que l'influence du grand propriétaire adoucissait beaucoup pour lui le poids de cet impôt.

2° le paysan libre ou domanial peut avoir recours non plus à l'influence pacifique d'un grand propriétaire, mais à un chef militaire plus puissant que le grand propriétaire, et contre qui ni les décurions ni les gouverneurs ne peuvent rien. C'est ce trait d'un régime déjà féodal que décrit le discours de Libanius. Le chef militaire acquiert soit dans le village libre, soit dans le grand domaine, concurremment avec le clarissime, un domaine éminent. Ce patron perçoit une prime, un *misthos* qui est pris (Libanius, Reiske, p. 507) sur le *canon* dû au maître. Aussi le discours de Libanius est-il tout empreint de la haine du grand propriétaire contre le soudard, « *le casque et la cuirasse* » (p. 508), plus puissant que les lois.

Ainsi, sous le nom de *patrocinia*, nous distinguons : d'une part, le recours au grand propriétaire, d'où devait résulter la concentration de la propriété, — d'autre part, le recours à l'Etat. Mais, dans les deux cas, la notion de *patronus* demeurerait distincte de la notion de *dominus* : le lien du patronage crée une dépendance personnelle, le lien du *dominium* une dépendance réelle. Le *patronus* détournait vers lui-même des devoirs de fidélité que l'Etat seul aurait dû revendiquer, il promettait des avantages que l'Etat seul aurait dû dispenser (1).

En conclusion, ce n'est pas pour jouir de privilèges légaux que les *plebei* s'engagent dans les liens des *patrocinia*. Les paysans des villages libres ou des domaines recourent à la

(1) C'est peut-être pour rendre moins dangereuse cette institution nouvelle que l'Etat inventa de la rendre officielle par la création des *defensores* : en ce sens J. Flach, *Origines de l'ancienne France*, I, 70.

protection des puissants qui peuvent les aider à désobéir aux lois en ne payant pas toute leur part d'impôts. La conséquence immédiate des *patrocinia* était le refus de l'impôt, c'est-à-dire une révolte contre l'Etat (1).

§ 4. — CONCLUSION.

L'obscurité du problème de la capitation provient du fait qu'on peut être assujetti à cet impôt de deux manières différentes. Ou bien le contribuable compte personnellement pour un *caput*, il est *adscriptus censibus* : c'est le cas du *plebeius*, dont la capitation s'appelle *capitatio plebeia*, et c'est le cas du colon des grands domaines. Ou bien, si le contribuable est un grand propriétaire, curiale ou clarissime, il n'est pas inscrit au registre des *capita*, mais, d'une part, ses fermiers comptent pour des *capita*, et, d'autre part, il paie directement à l'Etat l'impôt de *jugatio* pour les parties du domaine qu'il n'a pas affermées. Dans les deux cas, le principe de l'impôt est le même. L'unité fiscale est toujours cette portion de champs dont le revenu correspond à l'entretien d'un homme : le paysan qui a juste de quoi vivre compte pour un *caput* ; le grand propriétaire compte pour autant de *capita* ou de *juga* que sa terre pourrait faire vivre d'hommes. Cette conception hardiment réaliste affirmait qu'il y avait des hommes qui en valaient des milliers, et tout simplement elle taxait le riche, possesseur de mille *juga*, comme elle aurait taxé mille hommes. Le grand propriétaire est l'homme à mille têtes, l'homme absorbant mille vies dans la sienne. Et inversement celui qui naît de trop et n'est pas inscrit au cens de son village attend une place en mendiant son pain.

L'histoire connaît l'aventure d'un clarissime qui tombe à la condition d'*adscriptus*, Paulin de Pella. Le radotage ridicule et charmant de l'Eucharisticon, où ce vieillard, on ne sait si stupide ou malicieux, entremêle le récit de ses angoisses, de ses désastres, et ses actions de grâces, renferme une

(1) Sur la manière dont on recevait les percepteurs dans les villages qui avaient un patron militaire, Libanius, *l. c.* p. 504. Des *vici* entiers refusent l'impôt sous Arcadius, *Th.* XI, 24, 2.

vive peinture des mœurs du v^e siècle. Or Paulin était un clarissime pourvu de domaines innombrables en Gaule et en Orient. L'invasion Barbare lui prit ses terres d'Aquitaine, ses *actores* d'Epire et de Grèce ne lui servirent point ses revenus. Il possédait des terres en Provence et s'y retira; mais ce n'était pas un domaine garni (*non ager instructus propriis cultoribus ullus*, v. 524). Il loua des terres, qu'il cultivait avec sa *familia* d'esclaves (v. 535). Il perdit ses esclaves, et désormais, comme les paysans ruinés dont Salvien a décrit la condition, il devint le fermier de ses propres terres, qu'il exploitait en qualité d'*adscriptus censibus*, ou, comme il dit, de *conscriptus* (1) (v. 570 sq.) :

*Ut cum jam penitus fructus de rebus avitis
sperare ulterius nullos me posse probasses,
cunctaque ipsa etiam quae jam tenuatus habere
Massiliae potui, amissa jam proprietate,
conscripta adstrictus sub condicione tenerem....*

Un soudain retour de fortune lui épargna des humiliations nouvelles (*et vitare nova cari mihi damna pudoris*, v. 580). Pouvait-il donc tomber encore plus bas ? Peut-être ne tenait-il plus sa propre terre qu'en précaire, et il dépendait de son maître de le réduire à la condition de mendiant. Ainsi Paulin, qui, propriétaire de tant de terres, avait certainement payé à l'Etat l'impôt de nombreux *juga* et *capita*, se trouva réduit peu à peu à ne plus compter que pour sa propre tête, à ne payer l'impôt que d'un *caput* ; et de cette unique part d'homme, peu s'en fallut que finalement il ne fût déposé.

(1) Cf. sur ce terme, *Th.* XIII, 10, 7, et *supra*, p. 28.

CHAPITRE V

APPLICATION DU SYSTÈME AUX DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE TERRES (suite).

§ 1. — IMPOT DES TERRES D'ÉTAT.

Jusqu'à la réforme d'Anastase, les terres d'Etat et les biens particuliers du prince furent compris dans la même administration et dépendirent les uns et les autres du *comes rerum privatarum*. Anastase mit à part les biens particuliers du prince sous le nom de *sacrum patrimonium*. Mais, en fait, de Constantin à Anastase, il est certain que ces biens particuliers, quoiqu'ils n'eussent pas de désignation officielle, avaient toujours conservé une certaine autonomie. La difficulté de l'étude que nous abordons provient précisément de l'imprécision des termes officiels qui désignent les différentes terres dépendant du *comes rerum privatarum*.

Nous regardons les terres d'Etat comme identiques aux *praedia patrimonialia et emphyteutica*, que réglemente au Bas-Empire une législation considérable (1). L'identité entre les *fundi emphyteuticarii* et les *fundi patrimoniales* est prouvée par le rapprochement de deux lois de Constantin, datées de 319, concernant toutes deux l'Afrique, et où les mêmes terres

(1) Selon Beaudouin, *Grands domaines dans l'Empire Romain*, *Nouv. Rev. Hist. de droit*, XXI, 1897, 576, les terres patrimoniales et emphytéotiques du Bas-Empire sont les biens particuliers du prince. — C'est Septime Sévère qui absorba le *patrimonium* dans l'administration de la *res privata*, mais la portée de cette réforme est difficile à déterminer : — Cf. Wilcken, *Grundzüge der Papyruskunde*, I, 1, 155.

sont désignées indifféremment de l'un de ces deux noms (*Th.* XV, 3, 1, et XI, 16, 1). Cependant, si la plupart des terres patrimoniales étaient concédées à bail perpétuel, certaines étaient affermées à temps (*jubemus ne fundi ad patrimonium nostrum pertinentes, seu conductionis titulo seu perpetuo jure teneantur*,... *Th.* XI, 16, 20, an 395 ; cf. *Th.* XI, 16, 12). Il est impossible d'admettre que ces terres patrimoniales, malgré leur nom, soient les biens particuliers du prince : d'une part, la pratique du bail perpétuel équivalait presque à une aliénation qui ne s'expliquerait pas s'il s'agissait de terres privées ; d'autre part, les biens particuliers du prince ne pouvaient exiger une si considérable réglementation.

Voici, à l'égard de l'impôt des terres d'Etat, c'est-à-dire des *praedia patrimonialia et emphyteutica*, la thèse que nous voulons soutenir. Les terres d'Etat sont affermées et paient annuellement à titre de fermage une redevance appelée *canon*. Outre le *canon*, elles paient le principal de l'impôt foncier, dont le nom fréquemment usité d'*indictio canonica* peut prêter à une confusion, mais qui est en réalité la *jugatio-capitatio* (1). Le *canon* est une redevance en or assez élevée, que l'on versait aux caisses du *comes rerum privatarum*. L'*indictio canonica* est l'annone, elle est payée en nature, principalement en grains, on la livre aux greniers du *comes sacrarum largitionum*. Mais les terres d'Etat sont dispensées des impôts extraordinaires, c'est-à-dire et des *superindicta* et des corvées diverses qui frappent les autres terres (2).

(1) La condition des paysans des terres patrimoniales, au Bas-Empire, est par conséquent *identique* à celle des paysans de la couronne, en Russie, au XIX^e siècle : « Les paysans de la couronne ou paysans libres, établis sur les terres de l'Etat, étaient au régime de l'*obrok* (redevance en argent). Outre l'impôt de capitation et les taxes locales, ils payaient à l'Etat une redevance qu'on pouvait regarder comme une sorte de loyer de la terre. » (A. Leroy-Beaulieu, *Empire des Tsars*, I, 394.)

(2) Il est peu de problèmes plus controversés, en raison de l'imprécision de tous ces termes, *patrimonium*, *res privata*, *canon*, *tributum*. La théorie selon laquelle les terres domaniales sont franches d'impôt est soutenue par Kuhn, *Die staetische und bürgerliche Verfassung*, I, 275, — Fustel de Coulanges, *Monarchie Française*, 284, — Thibault, *Impôts directs*, p. 104 du tirage à part. Des théories voisines de la nôtre sont défendues par Wiart, *Régime des terres du fisc au Bas-Empire*, 58, et His, *Die Domänen der römischen Kaiserzeit*, 106, ce dernier suivi par Beaudouin, *Grands domaines*, I, c. 1897, 73.

Les principaux textes qui illustrent cette thèse sont les suivants. Dès 319 Constantin défend que les possesseurs de terres patrimoniales ou emphytéotiques (*Th.* XV, 3, 1, — XI, 16, 1) d'Afrique soient soumis aux *extraordinaria*, « puisqu'il est bien connu que ces terres livrent et de l'or en espèces et une grande quantité de blé » (*cum eisdem et auri speciem et frumenti plurimum modum constet persolvere*, *Th.* XI, 16, 1). — Ce principe, d'abord en vigueur pour l'Afrique, fut appliqué en Italie depuis 323 (*Th.* XI, 16, 2) : les terres patrimoniales et emphytéotiques d'Italie ne durent payer que le principal de l'impôt, *canonica et consueti*, non les *extraordinaria*. — En 382, il est affirmé (1) avec plus de netteté encore : les terres concédées *jure perpetuo* paient, outre l'annone (*praeter annonarias functiones*), une taxe en or (*aurarius canon*) très forte, fixée précisément en tenant compte de ce que ces terres sont par ailleurs favorisées ; elles ne doivent donc pas subir les *extraordinaria*. Cette loi très claire oppose à l'impôt foncier normal ou annone, qui frappe même les libres propriétaires, la redevance en or qui est un fermage ; elle est obscurcie dans la forme par le fâcheux emploi qui est fait du terme de *canon* tour à tour au sens d'impôt normal et au sens de fermage. — Enfin Honorius répète à nouveau que les terres patrimoniales, qu'elles soient louées à temps (*conductionis titulo*) ou *perpetuo jure* ne doivent rien payer *praeter ordinem* (*Th.* X, 48, 15).

Cette jurisprudence si constante ne fut interrompue, à notre connaissance, que deux fois. Julien décida que les terres patrimoniales devaient supporter, sans exception, toutes les charges des autres terres (*Th.* XI, 19, 2) : cette réforme équitable ne fut pas maintenue ; les considérants de la loi de 382, analysée plus haut, motivent le retour à la pratique antérieure (2). D'autre part, en 416, lors de la terrible crise que traverse alors l'empire d'Occident, Hono-

(1) *Th.*, XI, 16, 13.

(2) Ce serait ici le lieu de signaler la loi d'Honorius, de 398 (*Th.* XI, 19, 4), d'après laquelle les *rationales* prétendaient lever sur les terres patrimoniales la moitié des *superindicta* que subissaient les autres terres. Mais Godefroy nous paraît avoir prouvé que cette loi, bien loin d'autoriser cette pratique, la condamne comme un abus.

rius ordonne que toutes les terres, même les terres emphytéotiques, paient le *superindictum* au même titre que l'impôt normal ou canon ; et pour éviter toute controverse on nommera même *canon* ce *superindictum* (*Th.* XI, 5, 2).

De tous ces textes il ressort jusqu'à l'évidence que les terres patrimoniales sont soumises à l'impôt foncier normal dans les mêmes conditions que toutes les autres terres de l'Empire (1), en d'autres termes qu'elles paient sous forme d'annone la *jugatio-capitatio* ; elles sont dispensées des charges additionnelles, mais paient le principal de l'impôt.

Les indications précédentes nous permettent d'interpréter une loi assez difficile, que Godefroy paraît avoir mal comprise. Honorius fait savoir au *comes rerum privatarum* que la *pensio* des terres emphytéotiques doit être diminuée dans la même proportion que leurs autres charges (*ut... quanta sors in aliis functionibus fuerit sublevata, tanta etiam, in pensione dematur, Th.* X, 3, 7). Il faut comprendre, selon nous (2), que, si la capitation d'une terre emphytéotique a été diminuée à la suite d'une revision cadastrale ou d'une inspection, la rente due par cette même terre, le *canon* qui se superpose à l'impôt de capitation, doit subir aussi une réduction proportionnelle. La loi date de 417, et c'est précisément le moment où s'achevaient les opérations de péréquation, poursuivies par Honorius avec une singulière ténacité et qui semblent avoir réalisé presque une redistribution de propriété ; ces opérations, dirigées par le *comes sacrarum largitionum*, avaient pour objet de reviser l'assiette de l'impôt foncier ; la loi d'Honorius est destinée à obliger le *comes rerum privatarum* à tenir compte également, pour la détermination du canon, des résultats de la *peraequatio*. Comme nous l'avons dit, les redevances des fonds emphy-

(1) Les termes de la loi de Julien, *Th.* XI, 19, 2, sont très précis : Omnes qui patrimoniales fundos retinent, pro his conveniendi sunt ad universorum munerum functiones sicut unumquemque privatorum necessitas publicae pensitationis adstringit.

(2) Godefroy comprend que si un péréquateur a diminué le tribut de terres qui ne font pas partie de la *res privata*, le canon des terres de la *res privata* est diminué dans la même proportion.

téotiques allaient nécessairement à deux services distincts, et la loi d'Honorius nous laisse entrevoir que la collaboration entre ces services était imparfaite.

Il arrivait que l'Etat donnât les terres patrimoniales ou qu'il les revendît. Les terres du domaine devenaient alors objet de propriété privée, passaient dans le *jus privatum*. Le canon était tantôt supprimé (*jus privatum dempto canone*), tantôt maintenu (*jus privatum salvo canone*). Si le canon était maintenu, la condition des paysans devenait pitoyable, car ils avaient alors à supporter une triple redevance : l'impôt foncier normal (capitation), — le canon dû à l'Etat (1), — un fermage supplémentaire qui représentait le revenu de leur nouveau maître. Ces aliénations de terres d'Etat, qui sont attestées déjà sous Constantin, correspondent à ce que furent sous les tsars les donations de terres habitées ; elles créaient de véritables bénéfices. Mais, que les terres d'Etat soient ou non aliénées, elles paient dans tous les cas l'impôt foncier normal, l'annone, c'est-à-dire la jugation-capitation.

§ 2. — IMPOT DES TERRES DU PRINCE.

Aucun terme officiel d'usage constant ne désigne les terres du prince. Toutes les fois que nous trouvons, distinguées des terres patrimoniales, des biens dépendant comme elles du *comes rerum privatarum*, mais privilégiées, nous conjecturons qu'il s'agit des biens particuliers du prince. Ces biens portent ainsi les noms de *res privatae nostrae* (*Th.* XI, 1, 1, an 315), *res nostra* (*Th.* XI, 7, 11, an 365), *res privata nostra* (C. J. XI, 75, 2, an 370 environ), *nostra domus* (*Th.* XIII, 10, 8, an 383, — *Th.* VI, 2, 11, an 401, — *Th.* VII, 5, 2, an 404), *divina domus* (C. J. X, 19, 8, an 468).

Quels impôts paient les terres du prince ? Elles paient les mêmes impôts, en principe, que les terres des clarissimes, c'est-à-dire la *jugatio-capitatio* et la *gleba*. Mais leurs pri-

(1) Très précise est une loi de Zénon qui vend des *praedia tamiaca*, mais *salvo scilicet canone et tributariis collationibus* (C. J. XI, 69, 2).

vilèges ont été si souvent abolis que nous devons conjecturer qu'elles jouissaient en fait de très grands avantages.

L'immunité des terres du prince ne fut légale que sous Constantin (*Th.* XI, 1, 1). Elle fut abolie au plus tard sous Valentinien (*C. J.* XI, 75, 2 : *rem privatam nostram levandorum provincialium causa canonicas necessitates ea condicione, qua cunctos, volumus sustinere*), — abolie de nouveau en 383 (*Th.* XIII, 10, 8). Arcadius décida que ces terres paieraient même l'*aurum glebale* (*Th.* VI, 2, 11) (1).

Comme les *actores* des clarissimes, les *actores* des empereurs se décidaient difficilement à payer l'annone (*species solemnes*, *Th.* XI, 5, 6, an 349). Enfin, nous avons vu que vers 370 les clarissimes avaient été chargés de percevoir les impôts de leurs domaines et que ceux-ci avaient été séparés des autres terres de l'Empire. Une réforme analogue avait été réalisée dès 365 pour les terres du prince : les *rationales* avaient été chargés de lever eux-mêmes l'impôt ; quel impôt ? la *jugatio-capitatio* : « *quidquid pro jugatione vel capitacione deponitur* », *Th.* XI, 7, 11.

§ 3. — IMPÔT DE L'ÉGLISE.

Quels sont, au regard de l'impôt de capitation, les privilèges de l'Eglise ? Pour répondre à ce problème, il importe d'en préciser les termes. On peut, d'une part, regarder l'Eglise comme un grand propriétaire ; le problème de l'impôt des terres ecclésiastiques se posera donc comme tout à l'heure le problème de l'impôt des terres appartenant aux clarissimes : évalue-t-on en *juga* les terres que l'Eglise exploite directement, et aussi les paysans des terres ecclésiastiques sont-ils exempts d'impôt foncier ? — D'autre part, les prêtres peuvent être d'anciens paysans, ils se recrutent dans les villages ou sur les grands domaines : sont-ils *adscripti censibus*, comptent-ils chacun pour un *caput* ?

L'Eglise catholique, en tant que propriétaire de domaines, a d'abord joui de l'immunité. Du moins la loi de Constantin, qui, en 315, décide que toutes les terres de l'Empire

(1) *Jus senatorum et auctoritatem ejus ordinis, in quo nos quoque ipsos numeramus*, *Th.* IX, 2, 1.

paient l'impôt foncier, excepte, outre les biens personnels du prince, les biens ecclésiastiques (*Th.* XI, 1, 1). Cette immunité ne fut pas maintenue, comme on l'a vu, pour les biens personnels du prince ; elle ne le fut pas davantage pour l'Eglise. Constance repoussa durement la pétition du concile d'Ariminum demandant l'immunité de tous les *juga* qui appartenaient à l'Eglise (*ut juga quae videntur ad ecclesiam pertinere a publica functione cessarent*, *Th.* XVI, 2, 15) ; il répondit que l'Eglise devait payer tous les impôts, même les *extraordinaria*. La règle qui prévalut enfin, ce fut que l'Eglise fut affranchie des *extraordinaria*, et, à l'exemple des terres patrimoniales, ne paya que l'impôt foncier normal (*canonica inlatio*, *Th.* XVI, 2, 40, an 412).

Nous passons à l'étude de la seconde question : quelle est la situation personnelle des ecclésiastiques au regard de l'impôt de capitation ? Nous ne pouvons pas dire quelle fut la pratique du temps de Constantin. Vers la fin du IV^e siècle, le principe est que les ecclésiastiques pris parmi les *adscripti censibus* d'un domaine ou d'un *vicus* libre doivent continuer à payer la capitation. Par une conséquence naturelle, la loi défend que les prêtres soient pris dans une autre *possessio* ou un autre *vicus* que la *possessio* ou le *vicus* qui renferme l'Eglise ; tout en devenant prêtre l'*adscriptus* ne cesse pas de représenter, aux yeux de l'Etat, un *caput*, et ne peut, par suite, s'écarter de sa glèbe : telles sont les prescriptions d'une loi de 398 (1). Elles sont précisées par une loi de 409 : le paysan *censibus adnotatus*, qui habite un *vicus* sis sur un grand domaine, ne peut devenir prêtre qu'aux conditions suivantes : il doit payer sa capitation sous la responsabilité de son maître, et de plus trouver un remplaçant qui travaille la terre pour lui (*sub hac lege adsumat sacerdotium, ut et capitationis sarcinam per ipsum dominum agnoscere compellatur et ruralibus obsequiis quo maluerit subrogato fungatur*, *C. Just.* I, 3, 16). Ce texte est remarquable en ce qu'il définit clairement le *caput* comme un travailleur agricole : l'*adscriptus censibus* est tenu d'un double devoir, envers l'Etat à qui il verse son impôt, envers la terre qu'il met en valeur ; quand l'*adscriptus* de-

(1) *Th.* XVI, 2, 33.

vient paysan, il doit continuer à remplir son double devoir, le paiement de l'impôt, les *ruralia obsequia*.

Tous les ecclésiastiques n'étaient cependant pas inscrits au cens, même dans les campagnes. La loi de 409, qui vient d'être étudiée, signale que l'immunité d'un nombre fixe de *capita* était accordée aux églises (*ea scilicet immunitate indulta quae certae capitationis venerandis ecclesiis relaxatur*). Ce texte peut être éclairé par le rapprochement d'une lettre de Basile (ep. 104, ed. Migne, *Patrol. Grec.* XXXII, p. 509). L'ancien recensement, dit-il, avait affranchi d'impôts les prêtres et les diacres ; maintenant au contraire on les a tous inscrits, à moins qu'il n'y eût des motifs spéciaux de dispense pour raison d'âge. En d'autres termes, les prêtres n'étaient pas autrefois comptés pour des *capita* ; maintenant les voici tous *adscripti censibus*, sauf ceux qui rentrent dans la catégorie des *accrescentes*. Basile demande qu'on leur rende l'immunité, mais celle-ci ne devra pas être personnelle : il demande l'immunité globale d'un certain nombre de *capita* de prêtres, et ceux qui dirigent l'Eglise en disposeraient à leur gré. Ainsi procède-t-on, dit-il, dans l'*apographé eleuthera*. Voici quels commentaires appelle ce texte. L'*apographé eleuthera* est vraisemblablement l'*adscriptio censibus* telle qu'elle se pratique dans les *vici* libres, par opposition à l'*adscriptio* telle qu'elle se pratique sur les domaines et les terres d'Etat ; nous avons un texte de Théodoret qui distingue les *juga* d'une circonscription fiscale en deux catégories tranchées, les *zuga eleutherika* et les *zuga tamiaka* (1). L'*adscriptio libera* de Basile correspond, selon nous, à la *jugatio libera* de Théodoret. La lettre de Basile a pu être motivée par une récente péréquation des charges propres aux terres patrimoniales, et nous savons en effet que ces péréquations étaient fréquentes. D'autre part, il est évident que l'évêque n'avait pas la haute main sur le choix de son clergé ; en distribuant à son gré aux clercs les immunités, l'évêque acquérait un moyen de contrôle. Nous avons en effet une lettre de Basile aux

(1) Théodoret, ep. 42, Migne, *Patr. Gr.* LXXXIII, 1214. Ce texte est d'ailleurs intéressant pour nous en ce que les *zuga tamiaka* y sont aussi appelés *zuga chrusotelê* : ce sont en effet, comme on a vu plus haut les *juga* des terres d'Etat qui paient la *collatio auri*, le canon en or.

chorévêques (*l. c.* ep. 54) pour leur défendre de procéder à des nominations sans son autorisation. Au résumé, ce texte nous enseigne l'extrême arbitraire de la pratique administrative : ou bien on n'inscrivait, en principe, aucun prêtre au cens, ou bien on les inscrivait tous, ou bien on dispensait nominalement certains prêtres, ou bien on déterminait un certain chiffre de *capita* francs d'impôt dont l'évêque réglait la répartition entre les membres de son clergé.

L'*adscriptus* ordonné prêtre échappait en fait assez aisément à la charge de la capitation. C'est pourquoi, en déclarant le maître responsable de la capitation de celui de ses colons qui devenait prêtre, on l'intéressait à interdire à ses colons la carrière sacerdotale. Cette prescription que nous avons déjà rencontrée dans la loi de 409 (*quisquis censibus fuerit adnotatus, invito agri domino ab omni temperet clericatu, ... sub hac lege religiosum adsumat sacerdotium, ut et capitationis sarcinam per ipsum dominum agnoscere compellatur... C. Just. I, 3, 16*), l'empereur Zénon la renouvellera en 484 (*C. Just. I, 3, 36*).

Tel est donc théoriquement, au regard du fisc, le régime de l'Eglise. Les terres appartenant à l'Eglise paient, en règle générale, l'impôt foncier normal, mais sont dispensées des *extraordinaria*. Les ecclésiastiques de basse origine demeurent *adscripti censibus*.

Mais, en fait, l'influence des évêques réussissait à obtenir de graves dérogations. La correspondance de Basile est riche, à cet égard, d'exemples curieux. Trois de ses lettres (1) sont destinées à obtenir l'immunité d'une terre appartenant à un hospice que l'Eglise administre ; l'impôt qu'elle paie est bien la capitation, car, jouant sur les mots, Basile demande que l'Eglise soit défendue contre cette hydre aux nombreuses têtes (ep. 285, Migne, *l. c.* xxxii, 1021). Il demande, dans l'intérêt d'un prêtre, que l'on maintienne l'ancienne *adscriptio*, que la nouvelle *peraequatio* ne lèse pas son protégé. Basile promet à son correspondant, dont le nom s'est perdu, que Dieu le récompensera (2). — La condition des moines ne devait pas être aisée à trancher : dans la mesure où ils vivaient d'aumônes, il était impossible de les

(1) Ep. 142 et 143, *l. c.*, XXXII, 591, — ep. 285, *ib.* 1021.

(2) Ep. 36, Migne, *l. c.*, XXXII, 321.

inscrire au cens, mais cette immunité permettait bien des abus. Il est impossible qu'ils paient l'impôt, dit Basile; s'ils vivent selon leurs engagements, « ils n'ont ni biens ni corps » (ep. 284, Migne, *l. c.* xxxii, 1019). La formule est admirable : la capitation est un impôt qui frappe la fortune en frappant la force de travail ; mais le moine n'a ni fortune ni force de travail ; ce pur esprit n'est pas un *caput*. — La réponse de Constance à la pétition du concile d'Ariminum (*Th.* XVI, 2, 15) accusait le clergé d'obtenir des immunités pour les biens d'autrui (*aliena juga... excusare*). Voici, d'après la même correspondance, quelques exemples de cet abus. Basile écrit à un *censitor* pour lui recommander une propriété qui succombe sous l'excès des contributions qui lui sont imposées, c'est-à-dire qui est taxée pour un chiffre considérable de *juga sive capita* ; c'est ma propriété, dit-il, car elle appartient à un de mes amis (ep. 83, *l. c.* xxxii, 461). A un autre *censitor* il écrira qu'il possède une maison splendide en Galatie, la maison d'un de ses amis, et qu'il faut qu'on la dégrève (ep. 313, *l. c.* xxxii, 1059) : c'est une pétition analogue à celle que Sidoine adressait à l'empereur Majorien pour qu'il rayât de sa cote plusieurs *capita*.

*
* *

En conclusion, toutes les terres de l'Empire, même celles de l'Eglise et même celles du prince, ont été théoriquement soumises à l'impôt foncier de *jugatio-capitatio*.

CHAPITRE VI

CAPITATIO HUMANA ET ANIMALIUM

L'interprétation que nous avons proposée du système de la *jugatio-capitatio* suppose que, dans aucun cas, l'homme ne peut être taxé sans la terre : l'unité fiscale est cette part de glèbe que met en valeur un ouvrier agricole ; taxer séparément et l'ouvrier et la glèbe serait taxer la même unité deux fois.

Pourtant il existe très certainement, en dehors des *juga sive capita* de la capitation normale, d'autres *capita* dont l'ensemble forme ce que les textes appellent la *capitatio humana et animalium*. Nous donnerons d'abord la preuve de ce fait que la *capitatio humana et animalium* est distincte de la capitation normale. M. Thibault l'a nié : selon cet auteur, la *capitatio humana* est la capitation normale des régions de l'Empire où il n'y a pas de cadastre et où par suite l'impôt est levé simplement, comme en Russie, d'après un recensement des âmes.

Les textes qui prouvent ce que nous avançons seraient, selon nous, les suivants :

Théodose II décide que, si des unités fiscales, qu'on les nomme *juga*, *capita* ou autrement encore (*eorum jugorum sive capitum sive quo alio nomine nuncupantur*), ont obtenu, depuis le début du règne d'Arcadius, des exemptions ou des diminutions d'impôts, l'Etat récupérera la cinquième partie du bénéfice que ces concessions ont values aux propriétaires, calculées année par année depuis qu'ils en jouissent. Exception est faite, ajoute la loi, des remises de toute nature qui ont pu être accordées en matière de *capitatio humana atque animalium* (*exceptis his quae in capitatione humana*

atque animalium diversis qualitercunque concessa sunt). Pour l'avenir, on inscrira de nouveau aux registres de l'impôt (*publicis censibus*) une partie des unités fiscales qui ont été exemptées depuis le règne de Théodose I^{er} ; et cette fois on tiendra compte de toutes, qu'il s'agisse du capital foncier ou du capital vivant (*in terrena sive animarum descriptione*) (Th., XI, 20, 6).

Cette loi, de forme assez obscure (1), porte la trace des divers remaniements qu'elle dut subir au cours même de la rédaction. Pourtant l'interprétation ne nous paraît pas douteuse. Les unités fiscales de l'impôt foncier normal s'appellent *juga*, *capita* ou autrement encore. Mais le terme de *capita* est équivoque : outre les unités fiscales de l'impôt foncier, il désigne aussi les unités fiscales de la *capitatio humana atque animalium* ; si l'empereur veut marquer que sa loi ne concerne pas celles-ci, il faut qu'il le spécifie. Enfin, si l'empereur veut parler de toutes les unités fiscales sans exception, aussi bien de l'impôt foncier que de la *capitatio humana atque animalium*, il emploie le terme de *descriptio terrena sive animarum* : par *descriptio terrena*, il faut entendre, selon nous, les *juga*, *capita*, etc. de l'impôt foncier, et par *descriptio animarum* les *capita* de la *capitatio humana*.

Je vais prouver, par un autre exemple, que le terme de *capita* était en effet équivoque et désignait les unités fiscales de deux impôts distincts. Une loi de 428 avait décidé que, si des biens de curiales passaient à des propriétaires non curiales, ceux-ci paieraient à la curie une redevance annuelle de quatre siliques par chacun des *juga* et *capita* de ces terres (*pro singulis eorum jugis et capitibus*, Th. XII, 4, 1). La

(1) M. Thibault, *Impôts directs*, p. 8 du tirage à part, a donné de cette loi et une traduction tendancieuse et une interprétation qui nous paraît erronée : — 1) selon cet auteur, la première partie de la loi concerne les terres d'Etat, la seconde les terres privées ; selon nous, la loi s'applique à toutes les terres de l'Empire sans exception, et renferme, dans sa première partie, un règlement pour le passé, dans la deuxième, un règlement pour l'avenir ; — 2) nous n'apercevons pas en quoi le texte de cette loi permet de définir la *capitatio humana atque animalium* comme un impôt foncier ; dans la première partie de la loi, cette capitation est au contraire expressément distincte de la jugation ou capitation foncière.

rédaction de cette loi était sûrement fâcheuse ; les *capita* paraissaient s'ajouter aux *juga*, alors que les deux noms de *jugum* et de *caput* désignent, comme nous avons dit, la même unité fiscale. On pouvait donc penser que le législateur avait entendu désigner, outre les unités fiscales de l'impôt foncier, celles de la *capitatio humana atque animalium*, et la confusion était inévitable. Or nous avons la preuve qu'en effet cette confusion fut commise, car une novelle de Théodose II, en 443, précisa le sens obscur de la loi de 428 (*Aliam quoque de negotio curiali caliginem... discutimus*). L'impôt des quatre siliques ne pèse que sur les *jugationes*, et non sur le capital représenté par des hommes et des bêtes, ni sur les biens meubles (*lucratis jugationibus tantum, non humanis vel animalium censibus neque mobilibus rebus*) (1). Par *jugationes*, il s'agit, selon nous, des *juga sive capita* de l'impôt foncier normal ; car la novelle de 443 ne se propose pas de modifier la loi de 428 qui parlait de *juga* et de *capita*, mais seulement, selon ses termes mêmes, d'en écarter toute obscurité. Dans le cas présent, comme dans le cas de la loi étudiée tout à l'heure (Th. XI, 20, 6), la confusion provient uniquement de ce que le terme de *capita* est équivoque.

Il existe donc une *capitatio humana atque animalium* distincte de la capitation normale. Or, dans le système que nous avons proposé, il n'y a point de place pour une *capitatio humana*, taxe personnelle superposée à l'impôt foncier. L'impôt fondamental du Bas-Empire, la *jugatio-capitatio*, frappe cette unité complexe que forme la glèbe et son paysan. Le paysan ne peut être frappé sans la terre. Comment donc définirons-nous la *capitatio humana atque animalium* ?

§ 1. — IMPOT DES *tributarii*.

Fustel de Coulanges a défini les *tributarii* comme les colons qui paient au maître une redevance annuelle, soit en fruits, soit en argent : « La redevance s'appelait ordinairement *tributum* et l'on donnait le nom de *tributarii* à ceux

(1) Nov. Théod. tit. XI, l. 2.

qui la payaient » (1). — Au contraire, tous les textes du Bas-Empire définissent le *tributum* comme l'impôt d'Etat.

M. Platon a défini les *tributarii* comme de petits propriétaires, que l'Etat a répartis entre les curiales chargés de percevoir leurs impôts, et dont ces curiales ont fini par usurper les propriétés (2). — Pas un texte, selon nous, ne suggère même de loin l'idée d'un tel accaparement.

Le terme de *tributarii* peut être employé au sens large ou en un sens restreint. Au sens large, il désigne tous ceux qui paient les *tributa*, c'est-à-dire les contribuables : ce sens se rencontre déjà dans une loi de Constantin et sera courant au temps de Cassiodore. Au sens restreint, il désigne des barbares établis dans l'Empire Romain par les empereurs ; ce sens est courant chez Ammien : des barbares demandent qu'on leur donne des terres et se déclarent prêts à accepter les charges *et même le nom* de tributaires (*ut tributarium onera subicerent et nomen*, XIX, 11, 6) ; des Alamans sont fixés en Lombardie comme tributaires : *fertilibus pagis acceptis jam tributarii circumcolunt Padum* (XXVIII, 5, 15) ; Julien prit des Germains et en fit des tributaires (*quos tributarios fecit et vectigales*, XX, 4, 1). Ce sens restreint nous paraît le mieux convenir à expliquer les lois suivantes.

Théodose abolit la *capitatio humana* dans le diocèse des Thraces. Cette loi (*C. Just.* XI, 52, un.) n'est pas datée, mais, adressée au préfet Rufin, elle est nécessairement au plus tôt de 392. La *capitatio humana* étant abolie pour toujours, on ne paiera plus que la *jugatio terrena*. (*Per universam dioecesim Thraciarum sublato in perpetuum humanae capitationis censu jugatio tantum terrena solvatur*) (3). Quelle

(1) *Invasion germanique*, 142.

(2) *Démocratie et régime fiscal*, 176 ; — *Observations sur le droit de protimésis*, *Rev. gén. du droit*, 1904, 312.

(3) M. Thibault a donné de ce texte une interprétation conforme à sa thèse et très ingénieuse. L'impôt foncier, selon lui, avait dû être perçu jusqu'à cette époque d'après un simple recensement des âmes (*capitatio humana*) ; il fut perçu désormais d'après un cadastre (*jugatio terrena*). — Nous avons dit pourquoi nous ne pouvons regarder la *capitatio humana* comme l'impôt foncier normal. Ajoutons que la lettre même de la loi (*jugatio tantum terrena solvatur*) suggère l'idée que l'on paiera désormais non pas un impôt au lieu d'un autre, mais un impôt au lieu de deux.

est la première conséquence de la réforme ? C'est que les *coloni tributariae sortis* pourront se croire autorisés à quitter la glèbe et à se rendre où il leur plaît ; mais on les traitera désormais comme des *coloni originales* ; et tout en demeurant de condition libre, ils seront comme les esclaves de la glèbe (*et ne forte colonis tributariae sortis nexibus absolutis vagandi et quo libuerit recedendi facultas permissa videatur, ipsi quidem originario jure teneantur et licet conditione videantur ingenui, servi tamen terrae ipsius cui nati sunt aestimentur...*). Le texte nous paraît présenter une difficulté et même une incorrection grave : c'est cette formule *servi terrae cui nati sunt*. Si les *coloni tributariae sortis* étaient nés sur le domaine, ils seraient par définition des *originales*, et la loi n'aurait pas besoin de dire qu'il faut les traiter comme des *originales*. Il nous paraît bien plus probable que ce sont, selon la définition d'Ammien, des barbares transportés dans l'empire, et probablement répartis entre les grands propriétaires. Ils étaient très précieux en ce temps où par tout l'Empire on souffre si évidemment de l'insuffisance de la main-d'œuvre. Notre thèse convient-elle précisément à la condition des Thraces vers la fin du IV^e siècle ? Théodose a vaincu en 382 les Goths révoltés et les a dispersés comme colons soit en Thrace soit en Asie Mineure. Déjà Valens avait accueilli les Goths dans l'Empire. Ces colons Goths sont, selon nous, les tributaires de la loi de Théodose. Le passage du texte qui nous paraît peu satisfaisant deviendrait très intelligible s'il était libellé *servi terrae cui dati sunt*. Il faut regretter que le Code Théodosien ne nous fournisse pas ici le texte authentique, sans les retouches que multiplie volontiers le rédacteur du Code Justinien.

De même nous voudrions savoir si le texte d'une loi du Code Justinien (XI, 53, un.), datant de 371, n'a pas été remanié. Il s'agit de colons désormais liés au sol, et la loi concerne spécialement l'Illyrie : on la considère généralement comme ayant introduit en Illyrie le régime du colonat. Pourtant une des phrases de la loi (*Inserviant terris non tributario nexu sed nomine et titulo colonorum*) donne à penser qu'en son texte authentique la loi avait peut-être en réalité pour objet, comme la loi précédemment étudiée, de transformer des *tributarii* en colons de même condition que les *originales*.

Réduisant autant que possible la part des hypothèses, nous nous bornons à observer que ce qui lie au sol les *tributarii*, c'est l'obligation de payer en un certain lieu la *capitatio humana*, si bien que, cette taxe abolie, ils peuvent croire que leur liberté leur est rendue. Ammien définissait le *tributarius* comme un barbare casé dans l'Empire, et la loi de Théodose définit le *tributarius* comme un paysan qui paie la *capitatio humana*. C'est pourquoi nous avons cru qu'il nous était permis de conclure : la *capitatio humana* est un impôt payé par les barbares casés.

§ 2. — IMPOT DES ESCLAVES.

Dans le système fiscal de la capitation, quelle est la place des esclaves ? Les textes ne permettent guère de fournir de ce problème une solution certaine et les théories des savants modernes sont contradictoires. Selon Rodbertus, seuls les esclaves sont soumis à la *capitatio humana* ; selon Zachariae von Lingenthal, seuls les paysans libres ; selon Savigny, la capitation personnelle frappe et les hommes libres et les esclaves.

Nous croyons qu'il est possible de préciser les termes du problème, si l'on veut bien considérer d'abord quelle est la place de l'esclave dans l'économie agricole. Ou bien le maître peut se servir de ses esclaves en en formant des équipes qu'il transportera tour à tour dans ses différents domaines ; ou bien il peut caser l'esclave et le traiter comme un colon. — Dans le premier cas l'esclave reçoit un salaire fixe, *stipendia usitata* (Salvien, *de gubernat. dei*, IV, 3, 13), souvent insuffisant ; il tremble devant les régisseurs et les contre-maîtres (*pavent quippe actores, pavent silentiarios, pavent procuratores*, *ib.* IV, 3, 15). Quand Paulin de Pella dut s'exiler d'Aquitaine en Provence, il n'avait point à Marseille de domaine garni : *non ager instructus propriis cultoribus ulus* (*Eucharisticon*, 524), mais il avait des esclaves, il put ainsi louer des terres et les mettre en valeur jusqu'au moment où, pour une raison qu'il ne précise pas, mort ou fuite, il fut privé de ses esclaves (*ib.* 535 sq.). — Mais, dans d'autres cas, il est vraisemblable que l'esclave était traité comme

un colon. Dès le III^e siècle, nous voyons l'esclave attaché à un domaine particulier : si l'on donne un domaine garni (*fundum... ita ut est instructus*), cela signifie avec ses *manicipia* (Dig. XXXIII, 7, 27). La distinction entre les esclaves urbains et les esclaves agricoles, que nous avons vue si tranchée dès le temps de Constantin, se comprend surtout bien si les esclaves agricoles étaient, comme à Gortyne, attachés à une glèbe. Enfin la loi traite les esclaves comme les colons, défend de les séparer de la terre, et annonce ainsi l'assimilation qui se fera peu à peu entre ces deux classes sociales : les esclaves agricoles *censiti* ne devront pas plus que les colons *originarii* être vendus sans la terre ; que l'on vende une partie ou la totalité du domaine, l'acquéreur devra recevoir autant d'esclaves et d'*originarii* qu'il en demeurerait, au temps de l'ancien maître, sur la partie acquise ou sur la totalité du domaine (C. Just. XI, 48, 7, an 376).

D'après ces indices, la condition de l'esclave agricole devait tantôt se rapprocher extrêmement de celle du colon et tantôt en être très distincte ; et il nous paraît probable que l'impôt ne devait pas frapper également ces différentes catégories d'esclaves.

1^o L'esclave casé, presque assimilé au colon, pouvait être considéré comme un *caput* ; on pouvait l'inscrire au cens comme les paysans libres ; l'impôt qu'il payait retombait, comme l'exige le système de la *jugatio-capitatio*, sur une portion de terre cultivée : bien que personnelle dans la forme, la capitation de l'esclave casé demeurerait un impôt foncier. Pouvons-nous prouver que des esclaves aient été en effet *adscripti censibus* ? La loi que nous avons citée tout à l'heure et qui défendait de séparer les esclaves de la terre, spécifiait qu'il s'agissait seulement des esclaves *censiti* (C. Just. XI, 48, 7). Constantin défendait d'inscrire au cens les esclaves achetés par certaines catégories d'anciens fonctionnaires, à moins qu'ils ne figurassent déjà sur les *volumina censualia* ; et ce qui prouve qu'il s'agit bien de l'*adscriptio censibus* normale, telle que nous l'avons antérieurement décrite, c'est que la loi de Constantin ajoute qu'on ne les inscrira pas non plus parmi les *adcrecentes* et qu'on ne se servira pas d'eux pour combler les vides qui pourraient se produire (Th. VI, 35, 3). Une autre loi permit, en 349, aux

soldats de faire venir auprès d'eux les esclaves achetés de leurs économies, s'ils n'étaient pas inscrits au cens (*Th.* VII, 1, 3, *servos etiam de peculio castrensi emptos neque adscriptos censibus*). Il nous paraît donc évident que les esclaves agricoles, dans la mesure où ils étaient attachés à la terre comme les colons, étaient comme ceux-ci *adscripti censibus*, c'est-à-dire comptaient chacun pour un *caput* (1).

Dirons-nous que l'esclave inscrit au cens était personnellement responsable devant le fisc ? Assurément non. Le maître payait pour lui. Si ce maître était un grand propriétaire, les *capita* de ses esclaves représentaient l'impôt des parties du domaine que ceux-ci mettaient en valeur. Si le maître était un *plebeius*, les *capita* du maître, de sa famille, de ses esclaves étaient comptés ensemble : la loi précédemment étudiée de Constantin, qui privilégie certains fonctionnaires retraités (*Th.* VI, 35, 3) décide qu'on n'inscrira au cens ni leurs fils ni leurs esclaves ; car sous le nom de leurs fils et de leurs esclaves, ils auraient toujours été soumis à l'impôt. De même, quand Valentinien dispensa d'impôt les *picturae professores*, il décida qu'ils ne paieraient ni pour leur *caput*, ni pour ceux de leur femme et de leurs enfants et qu'ils ne déclareraient même pas *in censuali adscriptione* leurs esclaves Barbares (*neque sui capitis neque uxorum aut etiam liberorum nomine tributis esse munificos, et ne servos quidem Barbaros in censuali adscriptione profiteri*, *Th.* XIII, 4, 4).

2° Le problème est entièrement différent s'il s'agit de ces équipes d'esclaves qui cultivent pour le maître les parties du domaine exploitées directement par lui. De ces terres le maître paie déjà l'impôt foncier sous la forme de la *jugatio*.

(1) Il était certainement, au début du iv^e siècle, plus aisé de séparer les esclaves de la terre que d'en séparer les colons. Constantin défendait seulement de vendre hors de la province les *mancipia adscripta censibus* (*Th.* XI, 3, 2). Pour obtenir l'immunité des esclaves appartenant à un de ses amis (c'est-à-dire pour qu'ils ne soient pas inscrits au cens), Basile (ep. 37, Migne, *Patrol. Grecque*, XXXII, 323) expose que ces esclaves lui appartiennent, que son ami n'en a que l'usufruit, et pourra les lui renvoyer, si bien que par une autre voie c'est Basile qui serait frappé de l'impôt. Cette lettre est antérieure à 370. A partir de 376 (*C. J.* XI, 48, 7) les esclaves furent liés au sol comme les colons.

Si ses esclaves étaient, de plus, inscrits au cens, et comp-
taient pour des *capita*, cet impôt foncier se serait trouvé
doublé. Nous conjecturons donc qu'en principe ces esclaves
ne payaient pas la *capitatio*.

Pourtant il était anormal que ces esclaves, qui représen-
taient un capital, ne fussent pas taxés. Dès le iv^e siècle, lors-
qu'on fixait l'impôt d'un domaine, on tenait compte du
nombre des esclaves et des bêtes (*Th.* V, 14, 4). Mais on
n'ouvrit peut-être qu'au v^e siècle un chapitre particulier, au
cens, pour la capitation des esclaves et des bêtes, car, com-
me on l'a vu, c'est seulement sous Théodose II que le terme
de *capita* devient équivoque, désignant tantôt l'impôt fon-
cier, tantôt un impôt sur le capital animé, qui se superpose
à l'impôt foncier.

Que l'on compte ensemble, dans ce nouvel impôt, les es-
claves et les bêtes, est significatif. La *capitatio humana et
animalium* n'est pas, comme la capitation normale, un im-
pôt qui frappe la terre, c'est plutôt un impôt mobilier. Il
faut la comparer au *compoix cabaliste* (inventaire des meu-
bles et compte du bétail) qui, dans l'Ancien Régime Fran-
çais, s'ajoutait parfois au *compoix terrien* (cadastre des
biens-fonds) (1).

Au résumé, les esclaves qui secondent le *plebeius*, les es-
claves casés des grands domaines peuvent être inscrits au
cens et compter pour des *capita* au même titre que les *ple-
beii* et que les *coloni* : leur capitation est un impôt foncier.
Mais, pour les esclaves non casés des grands domaines, ils
échappent normalement à la capitation foncière ; l'impôt
qui les frappera ne peut être qu'un impôt mobilier, et telle
fut en effet, au v^e siècle, la *capitatio humana et animalium*.

§ 3. — CONCLUSION.

La *capitatio humana* est une forme aberrante de la capi-
tation normale. En principe, on ne taxe un paysan pour un
caput que s'il est présumé posséder une étendue déterminée
de terres. Lorsque l'on distribua entre les grands proprié-
taires les barbares *tributarii*, on compta, au contraire, ceux-

(1) Marion, *Impôt sur le revenu au xviii^e siècle*, 20, n. 1.

ci d'emblée comme des *capita*. C'était certainement méconnaître la règle essentielle du système de la *jugatio-capitatio* : le nombre des *capita* que l'on inscrit au cens ne doit pas dépendre du chiffre de la population rurale, mais de la quantité des terres dont elle dispose, c'est-à-dire du nombre des *juga terrena* de la circonscription. C'est à cette règle tutélaire que l'on revint au temps de Théodose en décidant que la *capitatio humana* serait abolie, et qu'on ne percevrait plus l'impôt, comme auparavant, que d'après le nombre des *juga terrena*. Les barbares *tributarii* furent assimilés aux colons *originales* et furent *adscripti censibus*, comptèrent pour des *capita*, dans les mêmes conditions que ces colons.

Au v^e siècle, la *capitatio humana* reparut sous une autre forme, ce fut un impôt sur les esclaves non casés, qui, en principe, n'auraient pas dû compter pour des *capita*. Entre la *capitatio humana* des *tributarii* et la *capitatio humana* des esclaves, il y eut peut-être un lien : avant d'inscrire au cens tous les esclaves on n'inscrivit peut-être obligatoirement que les esclaves barbares. En tout cas, la taxe des esclaves non casés n'était plus un impôt foncier, mais un impôt mobilier, et le principe de l'impôt de capitation se trouva dénaturé.

Il fut encore plus gravement dénaturé si, sous Justinien, l'impôt nouveau de l'*aerikon* fut, comme on peut le conjecturer, une sorte de taxe personnelle généralisée (1).

L'histoire de la *capitatio humana* est celle d'une dégénérescence du système de la *jugatio-capitatio*.

(1) L'existence d'un impôt personnel distinct de la capitation foncière paraît attesté au temps de Justinien par la loi *C. J. XI, 48, 23*, qui enjoint au propriétaire qui a donné asile à un *adscripticius* fugitif de payer pour lui les impôts fonciers et personnels (*publicas functiones sive terrenas sive animales*). Pourtant on a défini l'*aerikon* soit comme un impôt des portes et fenêtres (H. Monnier, *Etudes de droit Byzantin*, *Nouv. Rev. de droit*, 1892, 508), soit comme un impôt du bétail (Platon, *Nouv. Rev. Hist. de droit*, 1904, 146).

CHAPITRE VII

APPLICATION DU SYSTÈME AUX DIFFÉRENTES RÉGIONS DE L'EMPIRE

Il est vraisemblable que ce système fiscal compliqué, entrant en application à une époque aussi troublée, dans des pays si différents et par leurs traditions et par leur vie économique, dut, pour s'adapter à ces milieux divers, se déformer. Aussi serait-il très important de pouvoir définir exactement pour quels pays valait chaque loi des Codes (1). Nous donnerons quelques exemples de l'extrême diversité des modes selon lesquels, en fait, fut perçu au Bas-Empire l'impôt foncier.

§ 1. — ORIENT.

Une loi de 377 (*Th.*, VII, 6, 3), concernant l'Empire de Valens — dont les limites correspondent à celles de la préfecture d'Orient, telles que les définit la *Notitia* — fixe en quelle proportion chaque diocèse doit contribuer à la *vestis collatio*. Dans le diocèse des Thraces, une *vestis* sera fournie par 20 ou 30 (le chiffre varie selon les provinces) *juga seu capita*, — en Egypte et dans l'Orient proprement dit, par 30 *juga terrena*, — dans les diocèses de l'Asie et du Pont, par 30 *capita seu juga*.

Ce texte à lui seul rend vraisemblable que la *capitatio* et la *jugatio* ne sont pas, selon la conception de Savigny, deux impôts superposés : à ce compte, les pays les plus riches de

(1) E. Cuq, *De l'utilité des schedæ de Borghesi sur les préfets du prétoire pour l'histoire de la législation du Bas-Empire*, *Atti del Congresso internaz. di scienze stor.* Rome, 1903, IX, p. 339.

l'Orient seraient taxés moins lourdement que les contrées pauvres de la Mésie ou du Pont ; les premiers ne paieraient que pour leurs *juga*, les seconds pour leurs *juga* et pour leurs *capita*.

Dans les pays pour lesquels la loi de 377 ne signale que des *juga terrena*, l'Orient et l'Egypte, devons-nous penser qu'il n'existait pas de *capita*, que l'impôt foncier n'était jamais levé sous la forme de capitation ? Nous allons, au contraire, indiquer des raisons de penser que l'inscription des *capita*, l'*adscriptio censibus*, était pratiquée dans ces régions, comme dans le reste de l'Empire. Mais, la puissance contributive totale de la province ayant été estimée en *juga terrena*, l'Etat pouvait se désintéresser du détail de l'*adscriptio*. Au contraire, dans les pays où la loi parle de *juga sive capita*, nous devons présumer que figurent, aux registres d'Etat, outre les *juga terrena*, des *capita* ; par exemple, au catalogue des *juga*, l'Etat aura ajouté, sous la rubrique de *capitatio humana*, une liste de barbares *tributarii*. A l'appui de ces conjectures, nous fournirons les arguments suivants :

1° *Orient*. D'après la loi de 377, il n'existe dans le comitat d'Orient que des *juga terrena*. Nous avons présumé cependant que l'impôt foncier était levé, même dans le comitat d'Orient, sous la forme d'une capitation. La preuve nous est fournie par une loi spéciale à cette région, loi adressée en 381 à Tuscianus, comte d'Orient (*Th.* XVI, 2, 26). Elle décide que les gardiens des Eglises ou des Lieux Saints seront exempts de la capitation : « *Quis enim eos capite censos patiatur esse devinctos, quos necessario intellegit supra memorato obsequio mancipatos ?* » En vertu de cette loi de Théodose les gardiens des Lieux Saints obtenaient les privilèges que les clercs eux-mêmes, dans les autres parties de l'Empire, ne possédaient pas toujours légalement. Si donc la loi de 377 ne parle que des *juga terrena*, c'est que ces unités fiscales figuraient seules aux registres de l'Etat et sur les mandements préfectoraux (*delegationes*), et que le soin de l'*adscriptio* était laissé, en principe, aux autorités locales.

2° *Egypte*. Le nouveau système d'impôt foncier fut introduit en Egypte sous Dioclétien. Les papyrus ont fait connaî-

tre des déclarations de propriété de 298 (1) et 303 (2) et une déclaration de personnes de 310 (3), et ces *professiones censuales* se rattachent sans doute aux révisions qui furent alors nécessaires. Cependant on n'a encore signalé, à notre connaissance, aucun texte payrographique où se soit rencontré le terme de *jugatio*, et seule la loi de 377, citée plus haut, nous prouve que les unités fiscales étaient, en Egypte comme en Orient, des *juga terrena*.

Du fait que l'Etat estimait en *juga terrena* la puissance contributive d'une province, il ne résultait pas, comme nous l'avons dit, que cette province ignorât la *capitatio*. Tout notre travail a voulu démontrer, au contraire, que la capitatio foncière est le corollaire du système de la *jugatio*. Pouvons-nous prouver que l'impôt foncier ait été levé en Egypte sous forme d'une câpitation ? Les *publici vici* doivent payer l'impôt *pro antiquae capitationis professione*, décide la loi *Th.* XI, 24, 6, de laquelle Godefroy a déjà reconnu qu'elle concerne spécialement l'Egypte. Ces *publici vici* sont dits aussi *in publico jure* ; ce sont, selon nous, les *vici* libres, bien que la loi que nous étudions, qui date de 415, nous apprenne que plusieurs d'entre eux ont été absorbés, sous couleur de *patrocinium*, par les grands domaines. Dans ces *vici*, la même loi nous apprend qu'on procédait à une *adscriptio* (*It sane, qui vicis quibus adscripti sunt derelictis...*). La *capitatio* des *vici* libres d'Egypte est donc perçue exactement selon les mêmes principes que celle des autres *vici* libres de l'Empire. Si la loi de 377 ne parle point de *capita* Egyptiens, c'est donc que le soin de l'*adscriptio censibus* était laissé aux autorités locales, le nombre des *capita* inscrits au cens se trouvant conditionné et déterminé par le nombre des *juga* officiellement cadastrés dans chaque circonscription.

Les papyrus ne nous aident guère à préciser les inductions qui précèdent. Au iv^e siècle ont disparu les impôts Egyptiens

(1) *P. Flor.*, 32 b., ed. Vitelli (= Wilcken-Mitteis, *Grundzüge der Papyruskunde*, I, 2, n. 228).

(2) *Mél. Nicole*, p. 188, ed. Goodspeed. Sur le cens de 303, Wilcken-Mitteis, *Grundzüge*, I, 1, 225 ; — H. Lewald, *Beitraege zur Kenntniss des röm. aegyptischen Grundbuchrechts*, 15, n. 1.

(3) *P. Strasb.*, 42, ed. Preisigke (= Wilcken-Mitteis, *Grundzüge*, I, n. 219).

du Haut-Empire, et avec eux l'ancienne taxe personnelle. Mais les nouveaux impôts ne sont désignés que de termes vagues : les impôts sacrés (1), l'annone (2), les revenus des *largitiones* (3). On trouve dans les papyri des *kephalaiôtai* (mentionnés par la loi déjà citée, *Th.* XI, 24, 6); mais ces personnages ne doivent pas être les percepteurs d'une capitation ; il est plus probable qu'ils sont identiques aux *capitularii* (4), qu'on trouve dans le reste de l'Empire, et qui sont chargés de lever l'argent que les propriétaires fournissent au lieu de recrues. En tout cas leur nom donne à croire que l'Egypte a connu les *capita*, un *capitulum* étant le groupe de *capita* qui doit fournir une recrue (5). Plus significatifs sont deux documents de 340, adressés à un *praepositus pagi* par les magistrats et les habitants d'une *kômé* et relatifs à une répartition (*merismos*) de contributions entre les habitants mâles de la *kômé*. L'un renferme la répartition *kat' andra* (6) : les hommes dont les noms sont inscrits comptent chacun pour une part différente, soit pour $1/4$, $1/2$, $3/4$, 1 ou $1\ 1/2$; apparemment la commune Egyptienne, procédant comme la commune Russe, comptait chacun des contribuables pour plus ou moins d'un *caput*, d'après son âge, son capital, ses charges. L'autre document (7) donne, sans indication de noms propres, le nombre des unités fiscales qui ont payé la contribution mensuelle, et chaque unité paie la même contribution : il ne s'agit donc plus ici du nombre des contribuables, mais du nombre des unités-types, chaque contribuable comptant, comme on a vu par l'autre document, pour plus ou moins d'une unité. Rien ne dit que ces documents aient trait aux impôts d'Etat plutôt qu'à une taxe locale. Du fait que la contribution est versée mensuellement, on ne conclura pas qu'il ne peut s'agir des impôts d'Etat ; la division des versements en trois termes annuels ne date

(1) *Corp. Pap. Rain.*, 19.

(2) *P. Reinach*, 56 (= Wilcken-Mitteis, *Grundzüge*, I, 2, 419).

(3) Wessely, *Wiener Studien*, 24, 136.

(4) Hypothèse de Gelzer, *Studien zur Byzantinischen Verwaltung Aegyptens*, *Leipz. hist. Abhandl.* XIII, 1909, p. 48, confirmée par Jouguet, *P. Thead.* 22 et 23.

(5) Seeck, *Real-Encyclopedie* de Pauly-Wissowa, III, 1541

(6) *P. Goodspeed*, 12 (Caire, 10267).

(7) *Berl. Griech. Urkund.* I, 21.

que de Valentinien ; et d'ailleurs il appartenait à la *kômé* responsable d'organiser, dans son sein, les versements selon son intérêt. Bref, les deux documents de 340 paraissent bien nous faire assister à une sorte de transposition des unités fiscales idéales en unités réelles, en personnes de contribuable (1).

Les papyrus de l'Egypte Byzantine ont livré d'assez nombreuses quittances pour *diagraphon* ou *diagraphé* peut-être relatives à un impôt de capitation (2), mais qui ne nous renseignent pas sur la nature de cet impôt. Seule une quittance très fragmentaire parle d'une contribution *pour une tête* (3). Enfin l'*andrismos* de l'Egypte Arabe (4), qui est une capitation, mais qui paraît bien être en même temps un impôt foncier (5), peut être envisagé comme la survivance de la capitation du Bas-Empire.

Ainsi la surface imposable des circonscriptions Egyptiennes était estimée par l'Etat en *juga terrena*. Mais ces *juga* étaient ensuite, du moins dans les communautés de *plebeii*, transposés en *capita* ou en fractions de *capita*. Donc il en était en Egypte, à cet égard, comme dans le comitat d'Orient.

3° *Thraces*. La loi de 377 décide qu'on lèvera l'impôt des Thraces par *juga seu capita*. Pourquoi a-t-il été nécessaire de préciser que les *capita* seraient frappés ? ne suffisait-il pas, comme pour l'Egypte et le comitat d'Orient, de nommer les *juga terrena*, puisque les *capita* ne sont que les contribuables en qui ces *juga* s'incorporent ?

C'est que les Thraces connaissaient alors, outre les *capita* de la capitation normale, les *capita* anormaux de la *capitatio humana*. On avait taxé comme des *capita* les Goths qui, précisément à cette époque, demandaient à être reçus dans l'Empire. Ces *capita* exceptionnels n'ont été rayés des listes, comme on a vu, qu'après 392 (6).

(1) Sur ces documents, Seeck, *Schatzungsordnung Diocletians*, l. c. 295, — Gelzer, *op. cit.* 58, n. 1.

(2) Wilcken-Mitteis, *Grundzüge*, I, 1, 221.

(3) Wessely, *Griech. Papyrusurkunden kleineren Formats*, *Stud. Pal.* I, n. 369.

(4) Wilcken-Mitteis, *Grundzüge*, I, 1, 231, d'après les documents publiés par Bell, *Greek Papyri in the British Museum*, IV.

(5) *P. Lond.* IV, 1338, ed. Bell (= Wilcken-Mitteis, I, 2, 255).

(6) *Supra*, p. 66.

4° *Pont*. L'impôt du Pont est levé, selon la loi de 377, comme dans les Thraces, par *juga seu capita*, et cette expression pose ici le même problème que précédemment. Mais la réponse à ce problème doit être ici, croyons-nous, différente.

Il y avait, dans le diocèse du Pont, des contrées peu civilisées ou d'accès malaisé, où l'on se contentait de lever l'impôt foncier non pas d'après un cadastre, mais d'après un simple recensement des habitants. Telles étaient certaines régions de la Cappadoce II et de l'Arménie II (*Th.* XIII, 11, 2, an 386). La loi qui les concerne décide que, tandis qu'antérieurement on comptait pour un *caput* un homme ou deux femmes, désormais on comptera deux ou trois hommes ou bien quatre femmes. (*Cum antea per singulos viros, per binas vero mulieres, capitis norma sit censa, nunc binis ac ternis viris, mulieribus autem quaternis unius pendendi capitis attributum est*). Il n'est pas probable, selon nous, que ce mode de perception ait été généralisé dans l'Empire entier ; la loi qui nous le fait connaître a été reproduite au Code Justinien (XI, 48, 10), mais non sous la forme d'une ordonnance générale.

Les *capita* que signale expressément dans le diocèse du Pont la loi de 377 seraient donc les unités fiscales de ces régions à l'intérieur desquelles on n'avait pas procédé au calcul des *juga*.

*
* *

L'étude de la loi de 377 nous apprend donc que, partout où fonctionne normalement le système de la *jugatio-capitatio*, l'Etat, pour désigner les unités fiscales, peut n'employer que le terme de *juga terrena* ; l'*adscriptio* des *capita* est l'affaire des autorités locales. L'Etat doit employer le terme de *capita*, si le système a été dénaturé par l'introduction de la *capitatio humana*.

§ 2. — OCCIDENT.

Nous nous attacherons à l'étude de la capitation Gauloise. L'étude du texte de Salvien pourrait faire croire que l'impôt foncier Gaulois a été perçu, selon l'hypothèse de M. Thibault, non pas d'après un cadastre, mais d'après un recen-

sement des contribuables. Nous voulons établir cette thèse qu'au début du iv^e siècle l'impôt de *jugatio-capitatio* a été assis en Gaule, comme en Orient, d'après un cadastre, et nous montrerons ensuite pourquoi, en Gaule, ce système s'est si vite altéré.

Sur l'application primitive du système nous sommes renseignés par un Panégyrique d'Eumène (*Panegyrici Veteres*, VIII). La cité des Eduens, dit-il, gisait accablée *ex quo eam novi census exanimaverat acerbitas*. Pourtant elle n'avait pas le droit de se plaindre, car elle possédait les terres qui avaient été portées au cadastre et elle était régie par la formule de cens commune à toute la Gaule (*cum et agros qui descripti fuerant haberemus et Gallicani census communi formula teneremur*). Oui, elle possédait et le nombre des hommes inscrits et la quantité de terre, mais c'était en vain : les hommes étaient paresseux et la terre ingrate. (*Habemus enim, ut dixi, et hominum numerum qui delati sunt et agrorum modum, sed utrumque nequam, hominum segnitia terraeque perfidia*, 5-6).

Ce texte prouve d'abord que l'impôt foncier fut perçu en Gaule, au début du iv^e siècle, d'après un cadastre. Or, par la suite du discours d'Eumène, qui traite d'une remise de *capita* accordée par Constantin, il est prouvé que cet impôt foncier Gaulois était la capitation. Ainsi se trouve de nouveau confirmée la thèse que nous soutenons, et selon laquelle l'impôt de capitation ne peut être équitablement assis sans un cadastre.

Le commentaire du texte d'Eumène nous paraît appeler, de plus, l'observation suivante. Eumène s'exprime ainsi : « *Habemus enim, ut dixi, et hominum numerum qui delati sunt et agrorum modum* ». Qu'on parcoure cependant le début du Panégyrique : Eumène n'a encore parlé nulle part du nombre des hommes inscrits au cens. Cette indication « *ut dixi* » est-elle donc inexacte ? La vérité est plutôt qu'Eumène avait exprimé antérieurement la même idée sous la forme suivante : « *cum et agros qui descripti fuerant haberemus et Gallicani census communi formula teneremur* ». Il devient probable, pensons-nous, que cette *formula* n'est pas autre chose que la relation déterminée par la loi entre l'étendue des terres cultivables et le nombre des *capita*. Analogue

à la formule que nous a conservée le livre de droit Syrien, la *formula Gallicani census* définissait le minimum de biens que l'homme devait posséder pour compter comme un *caput* : par là même elle fixait indirectement le nombre des personnes de contribuables.

Ainsi, en Gaule comme en Orient, au début du IV^e siècle, on ne taxait point l'homme sans la terre, l'homme et la terre concouraient à former une valeur unique : selon l'expression frappante d'Eumène, le système échoua en Gaule à cause de la mauvaise volonté conjurée de l'homme et du sol.

Si le système de la *jugatio-capitatio*, en Gaule, se détraqua, ce fut surtout à cause de la manière détestable dont furent accordés les dégrèvements. Dans la seule cité des Eduens, Constantin raya d'un seul coup 7.000 *capita*. Il eût mieux valu, comme fera plus tard Julien (1), sans diminuer le nombre des unités imposables, diminuer la contribution exigée de chacune. Il eût mieux valu encore, si la *formula Gallicani census* était trop rigoureuse, étant donné les aptitudes du sol Eduen, modifier cette *formula*. Un passage de Salvien nous permet de mesurer la conséquence de ces dégrèvements irrationnels. Les dégrèvements concédés à certaines cités, dit-il, n'ont abouti qu'à supprimer tous les impôts des riches et à aggraver ceux des pauvres. « *Ecce enim remedia pridem nonnullis urbibus data quid aliud egerunt quam ut divites cunctos immunes redderent, miserorum tributa cumlarent ; illis ut demerentur vectigalia vetera, istis ut adderentur nova... ?* » (*de gubern. dei*, IV, 6, 34). Voici comment il faut comprendre ce texte : quand l'Etat accorde à une cité le dégrèvement d'un certain nombre de *capita*, les contribuables influents s'en partagent le bénéfice ; les *capita* qu'on raye des registres du cens, ce sont les leurs, ceux qui représentent la part de leurs terres, et ainsi les riches sont, de ce fait, totalement exemptés d'impôts. Mais, d'autre part, comment arrive-t-il que les pauvres sont plus lourdement taxés qu'auparavant ? C'est assurément que l'Etat, pour récupérer une partie de ce qu'il perdait en rayant de nombreux *capita*, chargeait plus lourdement ceux qui restaient inscrits.

Du moment que le nombre des *capita* de chaque circons-

(1) Amm. XVI, 5, 14. Cf. Seeck, *Die gallischen Steuern bei Ammian*, *Rhein. Mus.*, N. F. XLIX, 1894, 630.

cription n'était plus déterminé objectivement par un calcul des *juga*, l'arbitraire des décurions, qui procédaient à l'*adscriptio*, eut libre cours. Ils sévissaient surtout contre les faibles, contre la veuve et l'orphelin, que Valentinien, lors de son long séjour en Gaule, dut expressément protéger.

Finalement l'impôt de capitation prit en Gaule le caractère d'un impôt coutumier qu'on payait héréditairement.

*
* *

L'unité fiscale sur laquelle porte l'impôt foncier n'est pas, dans tout l'Occident, le *caput*. Elle porte en Italie le nom de *millena* (1), identique peut-être à la *julia* Byzantine (2), que les textes ne nous permettent pas de définir. En Afrique, l'unité fiscale est demeurée, au Bas-Empire, la *centurie*, subdivisée en jugères (3). On continuait donc de percevoir en Afrique un impôt assez primitif, proportionnel à l'étendue des terres cultivées, sans même distinguer les terres, par un tarif, en différentes catégories d'après leur richesse (4) ; il est vraisemblable cependant que, sinon dans la région des *sal-tus*, du moins dans les régions fortement romanisées et de petite propriété, on ait procédé à une *adscriptio* des paysans et on ait perçu l'impôt par *capita* (5).

(1) Ce nom est connu par une Novelle de Majorien IV, tit. I, l. 1. Il faut sans doute développer en *millena* le sigle M d'un registre Lucanien de l'an 323 (*C. I. L. X*, 407).

(2) Justinien, Nov. 128. En ce sens, H. Monnier, *Etudes de droit Byzantin*, *Nouv. Rev. Hist. de droit*, 1892, 141.

(3) *Th.* XI, 1, 10, an 365, — XI, 28, 13, an 422.

(4) Ce système primitif est excellent, disent les économistes, dans les pays neufs (P. Leroy-Beaulieu, *Traité de la science des finances*, 6^e éd., I, 359).

(5) On inscrivait les esclaves Barbares : *Th.* XIII, 4, 4, loi qui vise expressément l'Afrique.

CHAPITRE VIII

CONSÉQUENCES DU SYSTÈME

§ 1. — LE COLONAT.

Alors même que d'autres forces n'auraient pas travaillé à lier au sol les paysans, le régime fiscal du Bas-Empire aurait suffi peut-être à rendre nécessaire l'institution du colonat. De même, en Russie, il est probable que sinon la création, du moins l'aggravation du servage a été une conséquence du régime fiscal.

Cette thèse a été indiquée déjà anciennement par les savants (1). Elle prend une signification et une force nouvelles si on admet avec nous que l'impôt du Bas-Empire n'était au sens propre ni un impôt personnel ni un impôt foncier, mais frappait l'unité fiscale composée du paysan et de son domaine, le *domaine garni*, l'homme qui fait corps avec la terre. Plus précisément, la formalité de l'*adscriptio censibus*, nécessaire pour le fonctionnement du système fiscal de la capitation, est la source officielle, selon nous, de l'institution du colonat. A partir du moment où le paysan comptait pour un *caput*, où il était *insertus voluminibus censualibus*, il ne pouvait plus quitter la glèbe à laquelle, pour

(1) Revillout (*Rev. d'histoire du droit français et étranger*, II, 1856, — III, 1857) : le colonat fut organisé dans l'intérêt du fisc; — Fustel de Coulanges, *Colonat Romain*, l. c., 80; — Beaudouin, *les grands domaines dans l'Empire Romain*, *Nouv. Rev. Hist. de droit*, XXI, 1897, 700 : « L'Etat garantit au propriétaire des fermiers et par conséquent des fermages et par là se garantit à lui-même l'impôt que le propriétaire lui doit; » — Platon, *Observations sur le droit de protimésis*, *Rev. gén. du droit, de la législat. et de la jurisprudence*, XXVIII, 1904, 310.

la nécessité de l'impôt, il se trouvait incorporé. On s'est demandé si une loi générale d'Etat avait anciennement organisé le colonat; à notre avis, cette loi générale était inutile, la formalité de l'*adscriptio censibus* suffisait.

Il existait au Bas-Empire des catégories de colons différentes, que les modernes distinguent difficilement. Nous voudrions montrer dans quelle mesure l'étude du régime fiscal éclaircit ce problème.

A notre avis, les colons doivent se grouper en deux catégories : — les premiers désignés d'un des termes *originales* ou *adscripticii*, — les deuxièmes désignés communément du terme d'*inquilini*.

Les colons de la première catégorie sont ceux qui comptent chacun pour un *caput* fiscal; ils sont *adscripti censibus*, leur condition est héréditaire. Ils tombèrent à l'égard du maître, dès la fin du IV^e siècle, dans une sorte de servitude : or une loi d'Arcadius spécifie que cette servitude a sa source dans l'*adscriptio censibus*, que le colon autre que l'*adscriptus* y échappe; elle trouve sa justification et son principe dans le fait que le maître est responsable de l'impôt des *adscripti* (1). Cette responsabilité alla tellement loin que la propriété de l'*adscriptus* ne fut plus du tout protégée à l'encontre du maître : le maître eut certainement le droit de saisir les biens de l'*adscriptus*, une sorte de *pignoris capio* non contrôlée par l'Etat, plus encore, un droit de réquisition. C'est seulement ainsi que l'on peut expliquer comment le colon finit par perdre jusqu'à la propriété de son *peculium* (2). Sa personne seule demeure libre; le propriétaire puise arbitrairement dans ses biens au nom de l'Etat. Ainsi le régime fiscal suffit à expliquer et comment le paysan *adscriptus censibus* perdit le droit de quitter la glèbe, et comment ses biens furent livrés à son maître (3).

(1) C. J. XI, 50, 2 : *Coloni censibus dumtaxat adscripti*, sicut ab his liberi sunt, quibus eos tributa subjectos non faciunt, ita his, quibus annuis functionibus et debito condicionis obnoxii sunt paene ut quadam servitute dediti videantur.

(2) C. J. XI, 48, 19 (Anastase).

(3) Etre inscrit au cens, sur les grands domaines, c'était donc tomber dans la servitude d'un puissant. C'est ce que dit une loi de 424 (Th. X, 19, 15) : on y trouve comme expressions synonymes : *ad census annonarios transierunt, nexibus privatorum videntur impliciti, privatis censibus suum nomen indiderit*. — Le

Les colons *inquilini* ont, au contraire, une situation privilégiée. Le sens du terme d'*inquilinus* n'est pas aisé à définir. L'*inquilinus* du Haut-Empire est un locataire de maison; mais, au III^e siècle, ce terme paraît bien désigner même un locataire de bien rural (1). Au Bas-Empire la population rurale est partagée en deux groupes, *originales* ou *adscripticii* d'une part, *inquilini* de l'autre. Les *inquilini* sont-ils, comme on les a définis (2), cette partie de la population rurale qui demeure étrangère aux travaux des champs (ouvriers, boutiquiers, etc.) ? Selon nous, les *inquilini* sont les journaliers, les ouvriers agricoles qui passent de domaine en domaine. Telle est la définition que fournissent des textes postérieurs à la chute de l'Empire d'Occident (3), et que, pour cette raison, on a récusés ; pourtant elle permet aussi d'expliquer les textes du Bas-Empire où le terme d'*inquilini* se rencontre. A la différence du colon, l'*inquilinus* n'est pas *originalis*, mais étranger, *advena* ; il n'est pas *adscriptus censibus* ; il ne paie pas un fermage ou *canon*, mais il est un salarié.

Une loi du IV^e siècle, conservée au seul Code Justinien (XI, 48, 6) paraît identifier la condition des *coloni originales* et celle des *inquilini*. Cette loi enjoint aux gouverneurs de rappeler dans leurs foyers les *adscripticii* et les *inquilini* qui ont déserté la terre (*omnes omnino fugitivos adscripticios colonos vel inquilinos*) ; ils retourneront là où ils ont été recensés, où ils ont été élevés, où ils sont nés (*ubi censiti atque educati natiq̄ue sunt*). A nous en tenir aux termes de cette loi, il serait tout à fait impossible de distinguer les *originales* et les *inquilini* : les uns et les autres seraient inscrits au cens et nés sur le domaine. Mais nous croyons sage de ne pas tenir pour décisif le témoignage d'un texte qui,

colon deviendra le serf : sous Arcadius et Honorius les colons *adscripti censibus* sont dits *quadam servitute dediti* (C. Just. XI, 50, 2) ; et en 530 c'est une question de savoir *quae peior fortuna sit, utrumne adscripticia an servilis* (C. Just. XI, 48, 21).

(1) Dig. XXX, 112, pr. (Marcien) : Si quis inquilinos sine praediis quibus adhaerent legaverit.

(2) Beaudouin, *Grands domaines*, l. c. 716.

(3) Glose au Bréviaire d'Alaric (Haenel, *Lex romana Wisigothorum*, p. 460, au mot *inquilinus*), — Isidore, *Orig.* IX, 4, 38 (Migne, *Patr. Lat.*, LXXXII, 352).

de même que d'autres textes relatifs au colonat (1), a pu être interpolé par les rédacteurs du Code Justinien.

La condition des *inquilini* devint héréditaire. Une loi de 400 décide déjà que le fils suit la condition de son père, que celui-ci soit *censitus* ou non (2). Anastase précisa que lorsque des paysans seraient demeurés trente ans sur le même domaine, ils ne pourraient plus le quitter : cette loi traite évidemment d'*advenae* ou *inquilini* qui se trouvent pris dans les liens du colonat héréditaire. C'est à un de ces *inquilini* devenus héréditaires que paraît s'appliquer le mieux cette expression de Sidoine, demandant à un de ses amis de libérer un colon de son *originalis inquilinatus* (*ep.* V, 19).

Logiquement un *inquilinus* héréditaire aurait dû être entièrement assimilé aux *originales*, et nous avons la preuve qu'une controverse fut en effet soulevée à ce sujet. Justinien dut préciser la loi d'Anastase (3) ; on s'était demandé quelle deviendrait la condition des fils des colons liés au sol après trente ans de séjour ; et Justinien décida que cette condition serait celle de leurs pères sans aggravation. Cela signifie que les *inquilini* héréditaires, à la différence des *adscripticii*, gardent la libre disposition de leurs biens. Mais, quant à l'impôt, il est vraisemblable que les *inquilini* héréditaires se trouvent entièrement assimilés aux colons *originales* : ils paient l'impôt, décide la loi d'Anastase, et, bien qu'ils ne portent pas le nom d'*enapographoi*, il est bien probable qu'ils sont en fait inscrits au registre des *capita*.

Ainsi, entre la classe des *inquilini* et celle des *originales*, le passage est fréquent. Il arrivait même, dit Salvien, que des propriétaires essayassent de traiter d'emblée leurs *inquilini* comme des *originales*. Il s'agit des petits propriétaires qui deviennent les colons des puissants et se vouent, comme il dit, à l'*inquilina abjectio* : « *suscipiuntur ut advenae, fiunt praejudicio habitationis indigenae* » (*de gubern. dei*, V, 8, 43). Il est possible d'ailleurs qu'il faille

(1) Ainsi la loi de Constantin, *Th.* II, 25, 1, ne concernait que les *servi*. Elle a été interpolée par le compilateur du Code Justinien (III, 38, 11) : *servorum [vel colonorum adscripticiae conditionis seu inquilinorum], mancipia [vel colonos]*.

(2) *C. J.* XI, 48, 13.

(3) *C. J.* XI, 48, 19 (Anastase), — XI, 48, 23 (Justinien).

entendre au sens littéral ce *praejudicium habitationis*, et que l'*inquilinus* soit considéré comme un *originalis* par le fait seul qu'il entreprend l'exploitation d'un ancien lot d'*originalis*. Au surplus, ce texte confirme la définition des *inquilini* comme étant des *advena*.

Au résumé, la condition des colons *adscripticii* ou *originalis* se définit par le fait de l'*adscriptio censibus*, c'est-à-dire par le fait que chacun de ces colons compte pour un *caput* fiscal. Ce qui distingue l'*inquilinus* de l'*originalis*, c'est, en principe, qu'il n'est pas inscrit au cens, et subsidiairement qu'il garde l'entière disposition de ses biens : il conserva le dernier avantage même lorsqu'il fut devenu lui aussi *originalis*.

§ 2. — TENDANCES COMMUNISTES.

Il est impossible que le système fiscal que nous avons décrit n'ait pas eu pour conséquence de développer dans les villages de paysans libres des germes de communisme ; pourtant les textes ne permettent que d'entrevoir cette évolution que le raisonnement indique comme inévitable.

Cette évolution était inévitable pour deux raisons. D'une part l'Etat avait posé ce principe très grave que taxer le paysan ou la terre revient au même, parce que chaque existence de paysan suppose normalement le revenu d'un lot de terre ; du moment que, de plus, chaque *caput* de paysan est, en principe, taxé également, il suit que la part d'un paysan doit être normalement égale à celle d'un autre. Ne devait-on pas se trouver ainsi conduit à des redistributions de propriété ? Comme le paysan des *vici* domaniaux, le paysan des *vici publici*, des villages libres, ne devait-il pas obtenir de la commune le manse correspondant à sa force de travail et à son entretien ? — D'autre part, le village était taxé en bloc et solidairement responsable (1) : l'Etat ne voulait pas savoir si, entre deux périodes de recensement, des paysans inscrits au registre des *capita* étaient morts ou avaient fui. Comment les paysans qui demeuraient dans le village pou-

(1) Sur cette responsabilité collective, Zulueta, *De patrociniis vicorum*, l. c. 10 ; — elle est légale en Egypte dès le Haut-Empire : *ib.* 64.

vaient-ils acquitter l'impôt des manquants autrement qu'en répartissant entre eux tous la charge de mettre en valeur les terres abandonnées (1) ?

Ainsi l'impôt de capitation devait gravement réagir sur le mode de distribution de la propriété. Un système fiscal analogue paraît avoir été, en Russie, l'origine des redistributions périodiques et du communisme du *mir*.

Comme il s'agit de phénomènes qui se passaient à l'intérieur même des villages, ils ont échappé en partie à la législation officielle et nous n'en sommes avertis que par des indices assez rares. Les paysans forment un *consortium* et sont responsables de l'impôt de ceux qui fuient (*Th.* XI, 24, 1). Au début du IV^e siècle, on signale déjà l'obligation de payer pour les morts (*soluebantur tributa pro mortuis, de mort. persec.* 23). Zénon interdira qu'on oblige un paysan à payer pour la dette d'un autre (*C. Just.* XI, 57, 1), et cette interdiction dévoile certainement une pratique fréquente. — Sur les terres du village, nous voyons apparaître comme un droit éminent du groupe : si un débiteur du fisc demeure impénitent, ses concitoyens prendront ses biens et en même temps devront payer à sa place ; ainsi décide Constantin en 320 (*Th.* XI, 7, 3). Il est probable que de Constantin est aussi la loi qui conférait aux *consortes* un droit de préférence sur les étrangers, lorsqu'on vendait les biens d'un paysan (*Th.* III, 1, 6) (2). Ce droit de préférence se développa dans le droit Byzantin sous le nom de *protimésis* (3). La loi

(1) On a même supposé que la *capitatio* collective et comme familiale, telle que la définit la loi *Th.* XIII, 11, 2, avait été la cause déterminante de la formation de la *zadruga* collective des Slaves (Peisker, *Zeitschr. für Soz. u. Wirtschaftsgesch.*, 1900, critiqué par Wlainatz, *Die agrarrechtlichen Verhältnisse des mittelalterlichen Serbiens*, Iéna, 1903). Mais nous avons vu que cette loi ne s'applique vraisemblablement qu'à quelques districts reculés d'Asie (*supra*, p. 78).

(2) Il s'agit d'une loi abrogée en 391 (*Th.* III, 1, 6) et probablement identique à une loi de Constantin déjà partiellement abrogée par Julien en 362 (*Th.* II, 5, 1).

(3) Platon, *Observations sur le droit de protimésis en droit Byzantin*, *Rev. gén. du droit*, XXVII, 1903, 432, 511. — XXVIII, 1904, 5. — XXIX, 1905, 33. Ce droit de préférence, selon M. Platon, attesté dès le temps de Dioclétien (*C. Just.* IV, 52, 3) aurait son origine non point dans la constitution fiscale, mais dans le droit populaire de l'Empire. Mais le texte invoqué de Dioclétien nous

de Constantin fut abrogée en 391, mais de nouveau en 468 Léon défend aux paysans de vendre leurs terres à d'autres qu'à des habitants inscrits dans la même métrocomie (*ad habitatorem adscriptum eidem metrocomiae*, *C. Just.* XI, 56, 1). Nous trouvons enfin très significative une loi de 425 qui décide que, si on vend à des paysans une terre patrimoniale, on devra de préférence désigner comme acquéreur non pas un seul paysan, mais bien un groupe de *consortes*, deux ou davantage (*Th.* V, 14, 9). Cette loi prouve que les empereurs eux-mêmes étaient portés à encourager plutôt la propriété collective que la propriété individuelle.

L'obligation imposée aux paysans de payer pour les terres d'autrui et de les exploiter constitue ce que le droit Byzantin appelle *epibolé* (1). Elle apparaît dès le temps de Constantin (2) et toute une législation très compliquée la régularisera. Elle naît à l'intérieur des villages et elle est la conséquence immédiate de la solidarité fiscale entre *convicani* (3). Plus tard, à cette solidarité entre *convicani* se superpose une solidarité entre *vici* : l'*épibolé* des terres désertes a lieu non seulement entre les *convicani* du même village, mais même entre plusieurs villages, ou, selon le terme Byzantin, entre *homokensa*. Cette solidarité entre les villages est le pendant de celle que nous avons déjà antérieurement vu naître entre les grands domaines ou *homodoula*.

Enfin, dans les cités, il faudrait distinguer entre la solidarité des *plebei* et celle des décurions. Les décurions sont solidaires entre eux, en tant que percepteurs de l'impôt des *plebei*. D'une part, les décurions sont responsables de l'impôt des *plebei* qu'ils ont charge de lever, et l'Etat poursuit

paraît viser un cas particulier, la propriété indivise entre *socii* et non la communauté villageoise. (Cf. sur cette discussion Platon, *l. c.* XXVII, 439).

(1) H. Monnier, *Etudes de droit Byzantin*, I, l'*épibolé*, *Nouv. Rev. His. de droit*, 1892, XVI, 125, 330, 497, 637.

(2) *C. Just.* XI, 58 (59), 1. — Sur les origines de l'*épibolé*, Rostowzew, *Studien zur Geschichte des römischen Kolonates*, *Archiv für Papyrusforschung*, I Beiheft (1910), 392.

(3) Même on a cru reconnaître dans une loi du v^e siècle l'origine du partage périodique des terres : Platon, *Démocratie et régime fiscal*, 140. La loi *Th.* XI, 24, 6 décide que les *convicani* qui possèdent *terrulas contra morem fertiles* doivent prendre aussi à leur compte une part de mauvaises terres, *glebam inuilem*.

si durement contre eux ces recouvrements qu'ils en sont ruinés. D'autre part, les décurions percepteurs sont rendus responsables, et de l'impôt levé par ceux qui ont été percepteurs avant eux (1), et de l'impôt levé par ceux qui sont percepteurs en même temps qu'eux (2). Enfin la curie entière est responsable de ceux qu'elle a nommés *susceptores* (3). De cette solidarité entre décurions résultent les mêmes conséquences que de la solidarité entre *convicani*, et par exemple un droit éminent de la curie sur les biens du groupe (4).

§ 3. — SURVIVANCES DU SYSTÈME.

Le système fiscal qui fut inventé à la fin du III^e siècle fit preuve d'une extraordinaire vitalité, d'une puissance d'adaptation qui lui permit de survivre aussi bien dans les royaumes Barbares que dans l'Empire Byzantin. Retracer ses transformations serait écrire un important chapitre de l'histoire de la propriété paysanne. Nous voulons seulement montrer, par quelques exemples, quelle fut en Occident et en Orient la persistance de la législation fiscale du IV^e siècle.

En Italie, dans le royaume d'Odoacre et dans celui des Ostrogoths, on continua de tenir à jour les registres publics en y marquant les mutations de propriété : en 489, nous voyons qu'un certain Pierius ayant reçu une terre d'Odoacre, le nom de Pierius remplaça celui d'Odoacre aux *polyptycha publica* (5) ; en 540, à l'occasion de la vente d'une parcelle d'un *fundus*, le *tabularius* sera chargé par les curiales de transférer au nom du nouveau propriétaire la *jugatio* de la parcelle vendue (6). Salvien signalait déjà l'abus commis par les riches lorsqu'ils rejetaient sur les pauvres leur part d'impôt : Cassiodore atteste qu'il en est de même dans

(1) Abus condamné par Julien, *Th.* XII, 1, 54.

(2) Abus condamné par Constantin, *Th.* XI, 7, 2, et Valentinien III, *Th.* XII, 1, 186.

(3) *Th.* XII, 6, 1.

(4) Sur la *lucrativa descriptio*, Platon, *Démocratie et régime fiscal*, 121.

(5) Marini, *Papiri diplomatici* (Rome, 1805), nos 82 et 83.

(6) *Ib.* p. 178, 341.

l'empire Goth (1). Le souci des Goths est surtout de maintenir le chiffre traditionnel de l'impôt (*fisci volumus legibus custodire compendium*, Var. I, 19) ; l'impôt est attaché à la propriété foncière (2) (*is solvat tributum qui possessionis noscitur habere compendium*, IV, 14) ; enfin l'impôt achève de devenir coutumier. Déjà en 468 une curieuse loi de Léon et Anthemius (*C. Just.* X, 23, 4) ordonnait de lever toutes les taxes conformément à la *prisca et inveterata consuetudo*. Les Goths conservèrent pareillement la *consuetudo* du temps d'Odoacre (*Cassiod. Var.* IV, 38) ; il fut défendu de percevoir des taxes *supra veterem censum* (IX, 12), *supra consuetudinariam functionem* (IX, 10).

En Espagne, les registres publics n'étant plus tenus à jour, les contribuables, dit Cassiodore, furent livrés à l'arbitraire des percepteurs (3).

En Gaule (4), les mutations de propriété n'étant plus enregistrées, il devint très difficile de percevoir l'impôt des domaines. Cependant la coutume de l'*adscriptio censibus* fut maintenue, et l'*adscriptus* fut considéré comme inférieur à l'homme libre (5). Même des Francs furent inscrits au cens. Nous avons vu que les Romains défendaient en principe aux *adscripticii* de se consacrer à l'Eglise. Les règles suivies à l'époque Mérovingienne sont à cet égard identiques aux lois Romaines et conçues presque dans les mêmes termes. Celui-là seul se fera prêtre qui est ingénu et n'est pas recensé

(1) Var. II, 24.

(2) Thibault, *Impôt direct dans les royaumes des Ostrogoths, des Wisigoths et des Burgondes*, *Nouv. Rev. Hist. de droit*, XXV, 1901, 698 sq. ne pense pas que les Goths aient été soumis à l'impôt foncier, sinon lorsqu'ils avaient acquis des terres de Romains. L'étude de ce problème, lié à celui de l'impôt des *binī et ternī* sort de notre cadre.

(3) Cassiod. Var. V, 39 : non polyptychis publicis, ut moris est, sed arbitrio compulsorum suggeruntur provincialium subiacere fortunae.

(4) Fustel de Coulanges, *Monarchie Franque*, 271 ; — d'Arbois de Jubainville, *Nouv. Rev. Hist. de droit*, XXIV, 1900, 213 (« Il paraît évident que les rôles de l'époque mérovingienne mentionnaient seulement le nombre des têtes de cultivateurs et manouvriers établis sur chaque domaine ; ces têtes, et non le sol, étaient imposées ») ; — Thibault, *L'impôt direct et la propriété foncière dans les royaumes Francs*, *Nouv. Rev. Hist. de droit*, XXXI, 1907, 49.

(5) Greg. Tur., *Hist. Franc.*, VII, 15.

au registre public, dit Marculf (*si memoratus ille de caput suum bene ingenuus esse videtur et in poleptico publico censitus non est*, I, 19). Ceux qui sont inscrits au cens (*quos publicus census spectat*) ne peuvent entrer dans les ordres sans l'autorisation du prince, décide un concile de Reims (1). L'*adscriptio censibus* donnait lieu aux mêmes abus que dans la Gaule du iv^e siècle : nous avons vu Valentinien interdire d'inscrire les veuves et les orphelins ; Childeberr prit une mesure identique (2); et ses envoyés, *relaxantes pauperes ac infirmos*, ne faisaient qu'appliquer le vieux principe de Constantin, *quoniam imbecilli ac debiles censibus non dedicantur*. Chilpéric, pour remédier aux maux de l'*adscriptio censibus* et surtout pour rendre l'impôt plus fructueux, essaya sans succès de remplacer l'*adscriptio censibus* par un impôt réel (3).

Sous les Carolingiens on continua de percevoir les taxes traditionnelles (4). Il est curieux que les textes du ix^e siècle signalent deux sortes d'impôts, les uns personnels, les autres réels (5). Nous pensons qu'il s'agit dans les deux cas de survivances de l'antique *jugatio-capitatio*. L'impôt personnel avait pour origine l'*adscriptio censibus* des petites gens; l'impôt réel était la redevance que payaient autrefois les grands domaines, à présent démembrés. A cette époque, l'impôt est demeuré attaché tantôt à la terre, qui est ainsi comme grevée d'une rente perpétuelle envers l'Etat (6), tantôt à des familles de paysans, qui sont héréditairement tributaires (7). Il serait très important de savoir quels vestiges

(1) *Monumenta, Concilia*, I, p. 203.

(2) Greg. Tur., *l. c.* IX, 30.

(3) Id., *ib.*, V, 28, 34.

(4) Flach, *Origines de l'ancienne France*, I, 338. — *Capitul. de justit. faciendis*, ch. 10 (811-813, Boretius, 177) : Ut missi nostri census nostros perquirant diligenter, undecumque antiquitus ad partem regis exire solebat.

(5) *Capitul. missor. in Theodon. villa dat.* 805 II cap. 20 (Boretius, p. 125) : Census regalis, undecumque legitime exiebat, volumus ut inde solvatur, sive de propria persona hominis sive de rebus.

(6) *Capitul. per se scrib.* (818, 819, Boretius, 287) : Quicumque terram tributariam unde tributum ad partem nostram exire solebat...

(7) *Edict. Pistense* 864, ch. 28 (Pertz, *L. L.* I, p. 495).

survivaient encore de ce système archaïque lorsque les rois ont commencé de percevoir la taille, qui s'appela d'abord capitation (1).

Dans l'Empire Byzantin la législation fiscale se compliqua beaucoup ; — en fait les principes de l'organisation de Dioclétien ne furent pas modifiés, mais portés à leurs conséquences extrêmes. L'ordonnance de Justinien sur la levée des tributs ne fit que codifier la pratique traditionnelle dès le iv^e siècle (*Nov.* 128). On raffina sur l'organisation de l'*épibolé*, et on précisa la distinction entre biens *homokensa* et biens *homodoula* : mais les *homokensa* ne sont que les villages des *plebei* libres, et les *homodoula* sont les grands domaines, qui dès le Haut-Empire tendaient à former des circonscriptions distinctes des cités. De même on raffina sur l'organisation de la *protimésis*, du droit de retrait accordé aux *consortes*, qui date en fait de Constantin. La distinction entre les *enapographoi* et les *misthōtoi* perpétue au temps de Justinien la distinction entre les *adscripticii* et les *inquilini* (*C. J.* XI, 48, 19 et 23). On a vu au Bas-Empire apparaître les germes d'une organisation communiste : au viii^e siècle, sous les empereurs Isauriens, le *nomos geōrgikos* montrera que les terres des communautés villageoises sont un bien collectif et que les communautés procèdent à des redistributions (2). Au x^e siècle, les empereurs reprennent contre les grands qui, en acquérant des biens dans les communautés de villages, travaillent à les absorber, la lutte qu'attestent déjà des textes du v^e siècle (3). Nous avons vu que le système fiscal avait certainement consolidé sur les grands domaines l'organisation des manses ; au x^e siècle, c'est au sein même des villages libres que les empereurs essayèrent d'organiser le domaine familial inaliénable, et, comme on a dit, une sorte de *homestead* (4). Mais ce sont des documents du temps des Comnènes qui portent le plus clairement témoignage de la vitalité des principes posés par Dioclétien.

(1) Cf. les mots *capite-censi* et *capitale* au Glossaire de Du Cange.

(2) Sur ce partage périodique des terres, cf. la *Sententia magistri Cosmae*, Leunelave, *Jus Graeco-Romanum*, II, 166.

(3) Platon, *Observations sur le droit de protimésis*, *Rev. gén. de droit*, 1905, 44.

(4) *Ib.* 154.

L'unité fiscale définie par Dioclétien était la charrue (*jugum*), l'étendue de terre que peut exploiter un paysan possédant une charrue, et un paysan n'était compté pour un *caput* que s'il possédait l'étendue de terre correspondant à une charrue. Tel était le principe, dont l'application avait été difficile. Sous les Comnènes, l'unité fiscale est le *paroque attelé* (*paroikos zeugaratos*) ; il n'y a pas d'impôt foncier autre que l'impôt qui, frappant le *paroque attelé*, frappe du même coup la terre qu'il cultive. Lorsqu'Alexis Comnène veut concéder à un monastère l'immunité d'une certaine quantité de terres, il dira par exemple qu'il concède l'immunité de douze *paroques attelés* « avec la terre correspondante » (1) ; il ajoutera que ces *paroques* devront être pris parmi les paysans libres et *ateleis* (2), c'est-à-dire, selon nous, non encore inscrits au cens, *incensiti*. Enfin nous voyons qu'à cette époque la *capitatio humana* est devenue un impôt régulier et s'est superposée à l'impôt des *juga*. Car le paroque non attelé (*aktémôn*) est soumis à un impôt (3), tandis que, selon le système de Dioclétien, il devait demeurer exempt ; cet impôt, le *kapnikon*, a peut-être succédé à l'*aerikon* de Justinien ; c'est un impôt personnel, l'unique impôt du paroque *aktémôn*, et il s'ajoute, pour le *paroque attelé*, à l'impôt foncier qui frappe les *juga*. En dépit de ces raffinements, on reconnaît bien aisément que le *paroque attelé* des Comnènes est une dernière incarnation du *caput* de Dioclétien et de Constantin.

Il n'est pas jusqu'au nom même de la capitation levée par les Turcs sur les chrétiens, le *charadsch*, qui ne perpétue le nom de la taxe en or levée dans l'Empire Byzantin sur les *capita*, l'*auraria functio* ou *charagma* (*nomisma*).

(1) *Cartulaire de N.-D. de Pitié de Macédoine* (Petit, *Bull. archéol. de Constantinople*, 1900), n° VIII. B. § 3, p. 39, (cité par M. Platon, *l. c.* 1904, 143). — Au lieu d'accorder l'immunité de paroques attelés, il revenait au même, semble-t-il, d'accorder l'immunité de *juga* (*zeugaria*) : cf. *Acta et Diplomata* de Müller et Miklosich, VI, n° 36, p. 131, an 1196, et *Cartulaire de N.-D. de Pitié* II, p. 29 (documents cités par M. Platon, *ib.*).

(2) *Cartulaire de Notre-Dame de Pitié de Macédoine*, *l. c.* n° 2, p. 29.

(3) *Acta et diplomata*, Müller et Miklosich, VI, n° 2, p. 7, an 1073. De l'étude de ces textes, M. Platon, *l. c.* 1904, 22, 143, a raison de conclure que l'impôt par têtes est distinct de l'impôt foncier, mais ces textes tardifs ne devaient pas être invoqués contre la théorie de M. Thibault.

CONCLUSION

Du système fiscal que nous avons essayé de reconstituer on voudrait connaître les origines. C'est un problème difficile à résoudre, surtout en raison de l'insuffisance de nos sources concernant l'histoire du III^e siècle ; c'est, en effet, durant la période de transition du III^e siècle qu'ont germé la plupart des institutions du Bas-Empire.

On a perçu, en mainte contrée de l'Empire Romain, et dès la période républicaine, un impôt de capitation qui s'ajoutait à l'impôt foncier (1), et que les anciens regardaient expressément comme une marque de servitude (2) ; même il est possible qu'en certaines régions encore sauvages, l'impôt de capitation ait été l'unique charge des indigènes, et, comme la *medjba* Tunisienne, ce pouvait être une taxe très lourde. Nous ne pensons pas cependant que la capitation du Bas-Empire soit issue de la capitation du Haut-Empire, qui est essentiellement une taxe personnelle et n'est que par exception un impôt sur le revenu foncier (3) ; elle est issue d'un remaniement de l'impôt foncier ou *tributum*.

Si nous possédions le *de censibus* qu'Ulpien écrivit au lendemain de l'édit de Caracalla, le problème se poserait en termes très précis. Il est certain que, grâce à des opérations cadastrales de plus en plus exactes, on avait beaucoup amélioré l'assiette de l'impôt. Dès le III^e siècle, en Pannonie, on avait établi un tarif d'impôt différent selon la qualité des

(1) Cic. *ad Att.* V, 16, 2, — *ad Fam.* III, 8, 5 ; — Caesl. *de bello civili*, III, 32 ; — App. *Lib.* 135, — *Syr.* 50 ; — Dio Cass. 62, 3.

(2) Tertull. *Apol.* 13 : *Sed enim agri tributo onusti viliores, hominum capita stipendio censa ignobiliora ; nam hae sunt notae captivitatis.*

(3) Là où la capitation était l'unique impôt, comme ce paraît être le cas en Bretagne (Dio Cass. *l. c.*), il faut la regarder comme une taxe immobilière.

terres (1). Ulpien nous fait connaître les indications que l'on portait de son temps sur la *forma censualis* ; elles constituent un inventaire complet du domaine (2). Mais le système fiscal inauguré sous Dioclétien est si nouveau qu'il fallut sacrifier les vieux cadastres et commencer, comme l'indique l'auteur du *de mortibus persecutorum*, un travail de recensement selon d'autres principes. Assurément bien des règlements du III^e siècle se répéteront au IV^e en termes presque identiques : — interdiction de détruire les arbres fruitiers pour éluder l'impôt (3), — intervention du gouverneur de province en matière de répartition (4), — obligation infligée aux curies de payer l'impôt des terres désertes (5), — visa apposé par le *tabularius* des cités sur les quittances que les percepteurs remettent aux contribuables (6). Tout compte fait, ces relations sont superficielles et n'ont guère trait qu'à l'organisation administrative (7).

Il est beaucoup plus important d'observer comment, dès le III^e siècle, s'élaborait la notion juridique du *domaine garni* (*fundus ita ut est instructus*) (8). Mais rien ne prouve qu'on ait jamais, avant Dioclétien, considéré le *domaine garni*, l'homme incorporé à la terre, comme le sujet propre de l'impôt. C'était une notion juridique, ce n'était pas une notion fiscale. Retenons cependant que la préoccupation croissante de l'Etat à l'égard de la dépopulation, des terres désertes se multipliant, le sentiment presque angoissé que sans les

(1) Hygin, *Gromatici Veteres, de limit. const.* p. 205, Lachmann. Un tel système vaut mieux que la taxe fixe par arpent (ou, comme en Afrique, par centurie), mais ne proportionne pas encore strictement l'impôt foncier au revenu net (P. Leroy-Beaulieu, *Traité de la Science des finances*, 6^{me} éd., I, 359).

(2) *Dig. L. 15, 4, 8* : on y portait même l'inquinus et le colon, d'après ce texte que Beaudouin croit interpolé (*Nouv. Rev. Hist. de droit*, XXI, 1897, 696, n. 1).

(3) Comparer Ulpien, *Dig. L. 15, 4*, et Th. XIII, 11, 1.

(4) *C. J. X, 16, 3* (Decius).

(5) *C. J. XI, 59, 1* (Aurélien).

(6) *C. J. X, 2, 2* (Valérien et Gallien).

(7) Il est intéressant de voir dès Marc Aurèle les *praedia senatorum* former une catégorie de domaines distincte (*Dig.*, XI, 4, 1, 2) ; dès le III^e siècle, les clarissimes sont identifiés aux *potentiores* (*C. J.*, II, 13, 1). Cf. Jullian, *Histoire de la Gaule*, IV, 266.

(8) Paul, *Sententiae*, III, 6, § 42-58.

hommes l'immensité de l'empire était une non-valeur ont pu contribuer à inspirer le système de Dioclétien.

Si le système de Dioclétien ne semble pas né par une évolution lente du système fiscal du Haut-Empire, peut-être a-t-il été inspiré par l'imitation d'un système étranger.

Il n'a pas été inspiré par le système fiscal de la Perse, dont l'influence fut sensible sur d'autres institutions du Bas-Empire. On percevait en Persé un impôt du type de la dîme, qui prenait aux paysans une part de la récolte ; le rendement était sujet à des fluctuations, selon le hasard des récoltes et le soin des paysans (1). Sous Choroès I, c'est la Perse qui imita le système des Romains ; l'emprunt nous paraît évident et poussé jusque dans les détails ; l'unité fiscale fut la charrue, et chacune de ces unités dut payer annuellement, d'une part, une mesure de grains, d'autre part, une somme d'argent ; l'impôt était levé en trois termes, comme dans l'Empire Romain depuis Valentinien ; les étrangers paieraient une capitation, qui rappelle la *capitatio humana* du Bas-Empire ; le roi s'était engagé à procéder à des recensements annuels pour éviter que les biens incultes demeuraient imposés (2). La Perse a donc emprunté le système Romain, bien loin qu'elle l'ait suggéré (3).

Le système de Dioclétien n'a pas été inspiré non plus par l'exemple de l'Egypte, bien que les innovations fiscales de cet empereur paraissent dater précisément de la prise d'Alexandrie révoltée en 297. La capitation Egyptienne du Haut-Empire Romain (*laographia, epikephalaion*) est un impôt personnel distinct de l'impôt foncier (*artabieia, eparourion*) (4) ; la terre paie une contribution fixe par aroure. Il est bien vrai que certains traits de l'administration fiscale de l'Egypte avant Dioclétien sont analogues à ceux de l'administration

(1) Rawlinson, *The seventh great Oriental monarchy*, Lond. 1876, p. 440. — *Chronique de Tabari*, trad. Zotenberg, II, p. 154, partie II, ch. xxx.

(2) Tabari, *l. c.* II, p. 225, partie II, ch. XLIII.

(3) De même les réformes militaires de Chosroès I portent la trace d'une influence Byzantine (V. Chapot, *Frontière de l'Euphrate*, 59).

(4) Wilcken et Mitteis, *Grundzüge der Papyruskunde*, I, 1, 186 ; — Jouguet, *Vie municipale dans l'Egypte Romaine*, 76. Cf. aussi Kenyon, *Greek Papyri in the British Museum*, II, 18.

Romaine du Bas-Empire, et par exemple le système des quitances. Plus significatif est l'effort réalisé en Egypte pour maintenir un équilibre entre la population rurale de diverses *kômai*, en transférant les paysans d'une *kômé* dans une autre (1). On a vu que de telles pratiques se généralisèrent dans l'Empire Romain quand fonctionna le système de la capitation. Mais elles dérivent simplement de l'extrême sujétion en laquelle étaient tenus, à l'égard de l'Etat, les villages de paysans libres de l'Egypte.

Le système de Dioclétien n'est pas une invention Egyptienne ni Perse. Il dérive surtout de la transformation de l'organisation rurale : nous avons montré que le système de la *jugatio-capitatio* avait pour conséquence l'institution du colonat ; nous aurions pu marquer aussi bien qu'il l'avait pour condition. Entre le système fiscal et l'organisation sociale les réactions furent complexes : si des forces multiples n'avaient tendu dès longtemps à enchaîner le paysan au sol, si la notion juridique du *fundus instructus* ne s'était pas précisée, Dioclétien n'eût pas décrété l'application d'un système qui suppose que l'homme et la terre doivent être considérés comme formant un tout inséparable. Parmi ces forces qui travaillaient à enchaîner le paysan, il n'est pas aisé de déterminer quelle fut la part des idées Germaniques, dans quelle mesure l'infiltration pacifique des Barbares put contribuer à répandre la vieille coutume Germanique du servage rural, et il n'est pas aisé non plus de déterminer l'influence de vieilles traditions Orientales.

*
* *

Le nouvel impôt pesa de tout son poids sur la classe paysanne et la rendit très misérable. Il semble trop véritable que le peuple, selon l'énergique expression de Salvien, fut étran-glé par les impôts comme par la main de brigands (*de guber. dei*, IV, 6, 30). Les paysans fuyaient auprès des barbares ou les appelaient ou formaient ces bandes organisées, Bagaudes de Gaule, Scamari du Norique, que les anciens regardent

(1) *Greek Papyri in the British Museum*, ed. Kenyon, II, 322,—commenté par Rostowzew, *Studien zur Geschichte des römischen Kolonates*, l. c. 212, et Wilcken-Mitteis, *Grundzüge*, I, 1, 293.

comme des peuples barbares. Seuls le pasteur et le mendiant étaient, sous ce dur régime, vraiment libres.

Le mal venait, pour une large part, de l'injuste répartition de l'impôt. Les empereurs avaient répété qu'il devait frapper également toutes les terres de l'Empire, et le chiffre de l'impôt était fixé comme si toutes les terres l'avaient payé également. En fait les pauvres payaient bien plus que leur part, et les haines sociales couvaient, attisées par des prêtres tels que Salvien qui attaquaient publiquement les riches. C'est que tout le système administratif était calculé pour que le peuple entier fût exploité au profit d'un petit nombre. Les contemporains ont dénoncé avec une très grande netteté l'avidité de Constantin, qui s'exerçait surtout dans l'intérêt d'une bande de courtisans : il distribuait à des indignes et à des inutiles les revenus qu'il extorquait aux contribuables; Julien, Ammien et Zosime s'expriment à cet égard en termes presque identiques (1), et nous sommes d'avis que la haine qu'ils pouvaient porter à l'empereur chrétien les a rendus, dans le cas présent, non pas injustes, mais clairvoyants. Ce sont les privilèges de la cour et des fonctionnaires impériaux qui rendaient les impôts si inégaux et si lourds.

A cet égard le système social du Bas-Empire est étrangement identique à celui de l'Ancien Régime Français. Le tableau de la misère des paysans au Bas-Empire fait songer à la misère des campagnes au temps de Louis XIV. La cour et les grands dévoraient toutes les ressources de l'Etat, au iv^e siècle comme au xviii^e. Les innombrables fonctionnaires acharnés à faire rentrer les tailles, sous l'Ancien Régime, sont les mêmes que ceux du temps de Constantin, et Godefroy trouve sans cesse, pour traduire les termes techniques des lois financières du Code Théodosien, les équivalents Français les plus exacts et les plus savoureux (2). Mais c'est surtout la Russie de Pierre le Grand qui présente, en mille détails, comme un reflet de l'organisation du Bas-Empire ;

(1) Julien, *les Césars*, 335 B ; — Amm. XVI, 8 : Proximorum fauces aperuit primus omnium Constantinus ; — Zosime, II, 28.

(2) *Fasces publici*, le rôle des tailles (*Th.* VII, 13, 6) ; — *agratium*, le terrage et champart que le seigneur lève sur les gerbes de bled au temps des moissons (*Th.* VII, 20, 11) ; — *discussores*, les contrôleurs et recepveurs des restes (*Th.* XI, 26, 1), etc.

M. A. Leroy-Beaulieu a comparé déjà la condition des bourgeois Russes à celle des curiales enchaînés à leur ville (1) ; le grand propriétaire, le *pomêchtchik*, chargé de veiller au recrutement des soldats et à la rentrée des taxes, a les obligations et les avantages d'un clarissime (2) ; et la capitation Russe, impôt foncier déterminé par un recensement de paysans mâles, par la revision des âmes, est comme une déformation grossière de la capitation de Dioclétien (3). Enfin, en Russie, s'est achevée, en partie sous l'influence du système fiscal, l'évolution qui s'esquissait dans l'Empire Romain, et vers le servage et vers le communisme rural (4).

*
**

L'étude de la capitation du Bas-Empire mérite l'attention surtout parce qu'il est peu d'exemples qui montrent plus nettement toutes les réactions que peut exercer dans une société le système fiscal sur l'économie (5), la répartition de la propriété et tout le système social.

(1) *Empire des Tsars*, I, 293.

(2) *Empire des Tsars*, I, 391.

(3) La capitation Russe est, comme la capitation du Bas-Empire, un impôt foncier perçu sous la forme d'un impôt personnel. « Le paysan ne s'inquiète pas de savoir si les contributions directes tombent sur la terre ou les personnes, sur les âmes ou sur les familles ; à ses yeux, impôt foncier ou impôt personnel, c'est tout un » (*ib.*, I, 528). La catégorie des *incensiti*, des paysans qui n'ont pas de lot dans le mir, se retrouve en Russie sous le nom de *bobyly* (*ib.*).

(4) « La commune est solidaire devant le fisc, et grâce à un nouveau partage où chaque famille obtient un lot proportionnel aux charges qu'elle supporte ou aux bras dont elle dispose, l'impôt qui, d'après la loi, pèse sur les personnes, se trouve indirectement ramené à un impôt sur les terres » (*ib.*, I, 506).

(5) Une conséquence heureuse fut que, pour payer l'impôt, on fut obligé de soumettre le sol à une culture plus intensive. Nos sources ne permettent guère d'étudier cet effet, et les invasions Barbares empêchèrent qu'il devînt sensible. Cf. pourtant Symmaque, I, 5 : *Namque hic usus in nostram venit actatem, ut rus, quod solebat alere, nunc alatur*. — Une autre conséquence dut être presque nécessairement la restriction du nombre des enfants. Même le meurtre des enfants est signalé à l'époque Mérovingienne (Fustel, *Monarchie Franque*, 271). Une famille qui s'accroît risque en effet de compter pour un plus grand nombre de *capita*.





VU, LE 8 MARS 1916 :

*Le doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

A. CROISET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris,*

L. LIARD.

CHAMPÉRY. — IMPRIMERIE CHAMBÉRIENNE, RUE VICTOR-HUGO
